

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
DES RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES
ET INTERNATIONALES
2022-2023**

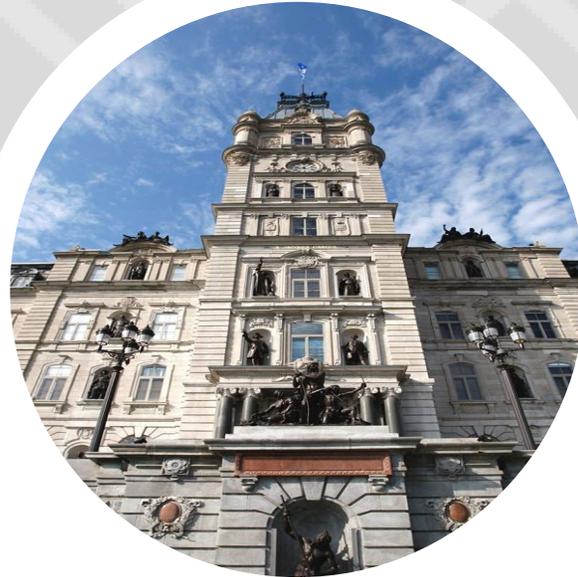


**ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC**

Ce rapport a été réalisé par la Direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole de l'Assemblée nationale du Québec. Il fait état des activités de relations interparlementaires et internationales pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023.

TABLE DES MATIERES

1-DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE.....	6
1.1- LE RÈGLEMENT SUR LES RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES	6
1.2- LE COMITÉ CONSULTATIF DE LA DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE	7
1.3- LES SECTIONS ET LES DÉLÉGATIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.....	8
STATISTIQUES SUR LES ACTIVITÉS DE RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES.....	9
1.4- DONNÉES STATISTIQUES ET THÈMES DE TRAVAIL	10
RÉPARTITION DES DÉSIGNATIONS PAR GROUPE PARLEMENTAIRE	10
TABLEAU 1 : PARTICIPATION DES DÉPUTÉ(E)S AUX ACTIVITÉS DE RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES PAR GROUPE PARLEMENTAIRE – 1 ^{ER} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023	10
RÉPARTITION FEMMES-HOMMES.....	10
THÈMES ABORDÉS ET LIENS AVEC LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	11
2-ACTIVITÉS ET DÉPENSES	12
2.1- PORTRAIT DES ACTIVITÉS.....	13
TABLEAU 2 : SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR TYPE DE RELATION.....	13
TABLEAU 3 : SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DE RELATIONS BILATÉRALES	13
TABLEAU 4 : SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DE RELATIONS MULTILATÉRALES	14
TABLEAU 5 : SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION	14
2.2- DÉPENSES LIÉES AUX ACTIVITÉS	14
TABLEAU 6 : SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR TYPE D'ACTIVITÉ INTERPARLEMENTAIRE.....	15
TABLEAU 7 : SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR TYPE DE RELATION.....	15
TABLEAU 8 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATIONS BILATÉRALES	16
TABLEAU 9 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATIONS MULTILATÉRALES, PAR SECTION ET DÉLÉGATION	18
TABLEAU 10 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE COOPÉRATION	23
2.3- FRAIS D'ADHÉSION AUX ORGANISATIONS INTERPARLEMENTAIRES.....	24
TABLEAU 11 : FRAIS D'ADHÉSION AUX ORGANISATIONS INTERPARLEMENTAIRES.....	24
ANNEXE – RAPPORTS DES ACTIVITÉS	25



1- DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

L'Assemblée nationale entretient des relations avec des parlements partenaires dans un cadre bilatéral et est membre de cinq organisations interparlementaires multilatérales. Son réseau se déploie sur cinq continents. Durant la dernière année, les parlementaires de l'Assemblée nationale ont participé à 50 activités de relations interparlementaires et internationales.

1.1- LE RÈGLEMENT SUR LES RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Le 28 février 2019, le Bureau de l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité un [Règlement](#) sur les activités de

relations interparlementaires et internationales visant, notamment, à améliorer la reddition de comptes et la transparence.

En vertu de ce règlement, la présidence dépose annuellement à l'Assemblée nationale le présent rapport des activités et dépenses de relations interparlementaires et internationales. Ce rapport annuel complète la publication des rapports d'activités des relations interparlementaires et internationales. Ceux-ci sont déposés sur le [site Internet de l'Assemblée nationale](#) à la suite de chaque activité.

1.2- LE COMITÉ CONSULTATIF DE LA DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

Le comité consultatif de la diplomatie parlementaire est un comité multipartite qui a pour mandat de planifier et de coordonner les activités de l'Assemblée nationale sur la scène internationale.

À cet égard, il veille à la préparation de la programmation annuelle des activités, à la désignation des parlementaires et à l'intégration des activités internationales aux travaux parlementaires. Également, il s'assure du pluralisme et de

la parité hommes-femmes dans la participation aux activités.

Le comité consultatif est présidé par la présidente de l'Assemblée nationale. Il se compose de la ou du whip de chaque groupe parlementaire ou, si un groupe parlementaire n'a pas de whip, de la députée ou du député désigné pour agir comme représentante ou représentant.

Les membres du comité consultatif (au 31 mars 2023)



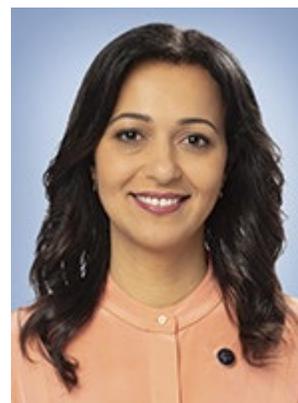
Nathalie Roy
Présidente



Eric Lefebvre
Whip en chef du
gouvernement



Filomena Rotiroti
Whip en chef de l'opposition
officielle



Ruba Ghazal
Whip du deuxième groupe
d'opposition



Joël Arseneau
Représentant du troisième
groupe d'opposition



Le comité consultatif a défini les orientations et les objectifs qu'il souhaitait donner aux relations interparlementaires et internationales de l'Assemblée nationale soit :

- rendre l'Assemblée nationale plus moderne et ouverte;
- renforcer l'efficacité des parlementaires dans leurs fonctions;
- promouvoir les secteurs d'excellence de la société québécoise.

1.3- LES SECTIONS ET LES DÉLÉGATIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée nationale entretient des relations avec d'autres parlements et diverses organisations interparlementaires. En vertu du principe de la séparation des pouvoirs, elle développe ses relations de manière indépendante du pouvoir exécutif.

La présidente représente l'Assemblée nationale sur la scène internationale et dirige les relations interparlementaires. Elle est secondée par des députés de tous les groupes parlementaires, qui composent les 20 sections et délégations des relations interparlementaires. Parmi ces sections et délégations,

16 entretiennent des relations bilatérales avec des parlements partenaires provenant du Canada, des États-Unis, de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie. Les quatre autres sont responsables des relations multilatérales et de la participation des députées et députés aux activités des cinq organisations interparlementaires dont l'Assemblée nationale est membre, soit :

- l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF);
- l'Association parlementaire du Commonwealth (APC);
- la Confédération parlementaire des Amériques (COPA);
- la *National Conference of State Legislatures* (NCSL);
- le *Council of State Governments* (CSG).

Pour chaque section ou délégation, un comité directeur, composé du président ou de la présidente et de parlementaires, voit à la préparation et au suivi des activités. Le comité directeur bénéficie des services d'une conseillère ou d'un conseiller de la Direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole, qui agit à titre de secrétaire administrative ou secrétaire administratif.

STATISTIQUES SUR LES ACTIVITÉS DE RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES POUR L'ANNÉE 2022-2023

NOMBRE D'ACTIVITÉS

32 MISSIONS
13 ACCUEILS
5 ACTIVITÉS VIRTUELLES

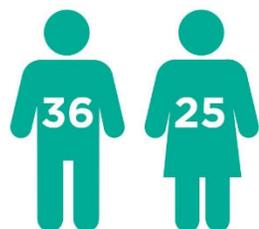
TOTAL
50 ACTIVITÉS

LIEUX DES MISSIONS



RÉPARTITION SELON LE GENRE

(par nombre de participations, excluant la présidence)



TOTAL
61 PARTICIPATIONS

RÉPARTITION DES PARTICIPATIONS PAR GROUPES PARLEMENTAIRES

(par nombre de participations)



THÈMES ABORDÉS LIÉS AUX TRAVAUX PARLEMENTAIRES

- Le développement durable
- La place des femmes en politique
- Le numérique dans les parlements
- La sécurité internationale et les enjeux frontaliers
- La santé mentale
- L'approvisionnement énergétique
- La réduction des gaz à effet de serre et les technologies vertes
- L'amélioration de l'accessibilité des parlements pour les citoyennes et citoyens
- Les relations avec les peuples autochtones
- Les inégalités et les violences basées sur le genre
- Le logement abordable

DÉPENSES TOTALES SELON LE TYPE D'ACTIVITÉ

ACCUEILS	BILATÉRALES (12)
105 117 \$	90 225 \$
MISSIONS	MULTILATÉRALES (36)
444 985 \$	448 003 \$
TOTAL	COOPÉRATION (2)
550 102 \$	11 874 \$
	TOTAL
	550 102 \$

1.4 DONNÉES STATISTIQUES ET THÈMES DE TRAVAIL

Répartition des désignations par groupe parlementaire

Parmi les principes qui guident la conduite des relations interparlementaires et internationales, se trouve le pluralisme dans la désignation des participantes et participants aux activités ainsi que la représentativité de chaque groupe parlementaire et des députés indépendants, et ce, en fonction de la composition de l'Assemblée nationale.

Tableau 1 : PARTICIPATION DES DÉPUTÉ(E)S AUX ACTIVITÉS DE RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES PAR GROUPE PARLEMENTAIRE – 1^{ER} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023

DÉPUTÉ(E)S	RÉPARTITION DES SIÈGES – 42 ^E LÉGISLATURE, À LA DISSOLUTION	NOMBRE DE DÉSIGNATIONS (1 ^E AVRIL 2022 À LA DISSOLUTION)	RÉPARTITION DES SIÈGES - 43 ^E LÉGISLATURE	NOMBRE DE DÉSIGNATIONS (43 ^E LÉGISLATURE, AU 31 MARS 2023)
Gouvernement	76 (60,8 %)	20 (54,1 %)	90 (72,0 %)	21 (87,5 %)
Opposition officielle	27 (21,6 %)	8 (21,6 %)	19 (15,2 %)	3 (12,5 %)
2^e groupe d'opposition	10 (8,0 %)	1 (2,7 %)	12 (9,6 %)	0 (0,0 %)
3^e groupe d'opposition	7 (5,6 %)	5 (13,5 %)	3 (2,4 %)	0 (0,0 %)
Indépendants	5 (4,0 %)	3 (8,1 %)	1 (0,8 %)	0 (0,0 %)
TOTAL	125	37	125	24

* Ces données excluent les participations du président ou de la présidente. Durant l'année 2022-2023, la présidence de l'Assemblée nationale a participé à 23 activités de relations interparlementaires.

Répartition femmes-hommes

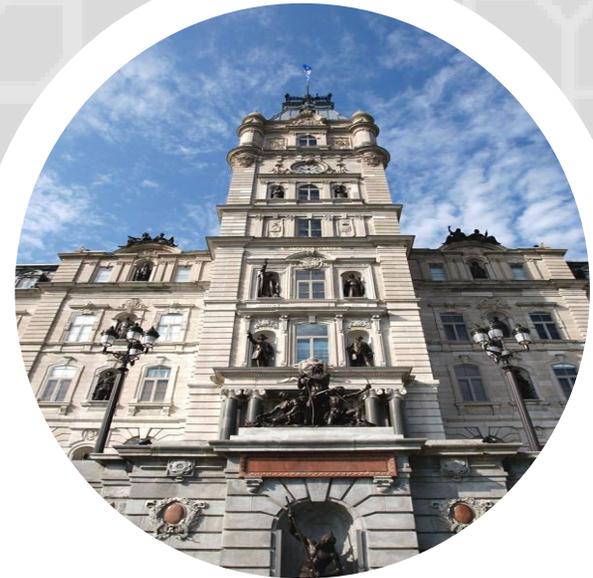
Le comité consultatif de la diplomatie parlementaire a notamment pour rôle de déterminer la composition de chacune des délégations afin de tendre vers la parité entre les femmes et les hommes. Des 61 parlementaires désignés durant l'année 2022-2023, 25 étaient des femmes, soit 41 % des désignations.

Thèmes abordés et liens avec les travaux parlementaires

Le comité consultatif détermine les orientations et les objectifs de l'Assemblée nationale en matière de relations interparlementaires et internationales, en tenant compte des sujets abordés dans le cadre des travaux parlementaires ainsi que des enjeux d'intérêt public. Cette année, les sujets abordés incluaient de nombreux thèmes d'intérêt pour le Québec, dont plusieurs étaient directement liés aux travaux parlementaires : le développement durable, la place des femmes en politique, le numérique dans les parlements, la sécurité internationale et les enjeux frontaliers, la santé mentale, l'approvisionnement énergétique, la réduction des gaz à effet de serre et les technologies vertes, l'amélioration de l'accessibilité des parlements pour les citoyens, les relations avec les peuples autochtones, les inégalités et les violences basées sur le genre ainsi que le logement abordable.

2- ACTIVITÉS ET DÉPENSES

Les trois prochaines sections du rapport présentent les activités et dépenses encourues du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023 dans le cadre des relations interparlementaires et internationales de l'Assemblée



nationale. La première section présente un portrait des activités et la deuxième contient les dépenses liées aux activités. La troisième section traite des frais d'adhésion aux organisations interparlementaires.

2.1- PORTRAIT DES ACTIVITÉS

Du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, l'Assemblée nationale a réalisé 50 activités de relations interparlementaires et internationales. De ce nombre, 12 se sont tenues dans le cadre de relations bilatérales, 36 dans un cadre multilatéral et deux dans le cadre de la coopération interparlementaire. Le tableau 2 présente le sommaire des activités par type de relations (bilatérales, multilatérales ou de coopération). Les tableaux 3 à 5 détaillent le nombre d'activités par secteur.

Tableau 2 : SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR TYPE DE RELATION

	BILATÉRALES	MULTILATÉRALES	COOPÉRATION	TOTAL
Nombre d'activités	12	36	2	50

Tableau 3 : SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DE RELATIONS BILATÉRALES

DÉLÉGATIONS/ ACTIVITÉS	NOMBRE
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LA BAVIÈRE (DANRBA)	1
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES (DANRFB)	1
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC L'ONTARIO (DANRO)	1
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LE SÉNÉGAL (DANRSN)	1
AUTRES ACTIVITÉS	8
TOTAL	12

*La liste des activités est présentée au tableau 8.

Tableau 4 : SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DE RELATIONS MULTILATÉRALES

DÉLÉGATIONS/SECTIONS	NOMBRE
SECTION DU QUÉBEC DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE (APF)	20
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS (DANRÉU)	11
SECTION DU QUÉBEC DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH (APC)	4
SECTION DU QUÉBEC DE LA CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES (COPA)	1
TOTAL	36

*La liste des activités est présentée au tableau 9.

Tableau 5 : SOMMAIRE DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION

ACTIVITÉS	NOMBRE
ATELIERS VIRTUELS DE FORMATION POUR L'ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE HAÏTIENNE	1
ATELIER DE LEADERSHIP POUR FEMMES PARLEMENTAIRES FRANCOPHONES	1
TOTAL	2

* La liste des activités est présentée au tableau 10.

2.2- DÉPENSES LIÉES AUX ACTIVITÉS

Du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, il y a eu une reprise des activités de relations interparlementaires et internationales en présentiel en raison de l'assouplissement des mesures sanitaires liées à la pandémie et à l'amélioration de la situation épidémiologique.

Pour 2022-2023, les coûts des missions de relations interparlementaires ont été de 444 985 \$. Pour la même année, les coûts des accueils de relations interparlementaires, ont été de 105 117 \$ pour un total de **550 102 \$**

Tableau 6 : SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR TYPE D'ACTIVITÉ INTERPARLEMENTAIRE
(1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023)

	ACCUEILS (13)	MISSIONS (32)	ACTIVITÉS VIRTUELLES (5)	TOTAL (50)
Transport	19 673 \$	269 167 \$	-	288 840 \$
Restauration	62 444 \$	32 879 \$	-	95 323 \$
Hébergement	549 \$	107 252 \$	-	107 801 \$
Frais d'inscription	-	12 749 \$	-	12 749 \$
Interprétation	7 545 \$	1 140 \$	-	8 685 \$
Divers	14 906 \$	21 798 \$	-	36 704 \$
TOTAL	105 117 \$	444 985 \$	-	550 102 \$

Tableau 7 : SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR TYPE DE RELATION
(1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023)

	BILATÉRALES (12)	MULTILATÉRALES (36)	COOPÉRATION (2)	TOTAL (50)
Transport	53 839 \$	229 563 \$	5 438 \$	288 840 \$
Restauration	12 456 \$	80 864 \$	2 003 \$	95 323 \$
Hébergement	10 978 \$	93 448 \$	3 375 \$	107 801 \$
Frais d'inscription	-	12 749 \$	-	12 749 \$
Interprétation	5 995 \$	2 690 \$	-	8 685 \$
Divers	6 958 \$	28 689 \$	1 057 \$	36 704 \$
TOTAL	90 225 \$	448 003 \$	11 874 \$	550 102 \$

Les trois tableaux suivants présentent la ventilation des dépenses par activité, selon la section ou la délégation. Les dépenses sont regroupées par type de relation.

Tableau 8 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATIONS BILATÉRALES

(1^{ER} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023)

NOM DE L'ACTIVITÉ LIEU, DATES	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
ASSOCIATION PARLEMENTAIRE ONTARIO-QUÉBEC (APOQ)							
26^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE ONTARIO-QUÉBEC QUÉBEC, 31 MARS AU 2 AVRIL 2022	1 980,49 \$	4 059,04 \$	-	-	2 850,00 \$	819,41 \$	9 708,94 \$
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LA BAVIÈRE (DANRBA)							
13^E SESSION DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE MIXTE BAVIÈRE- QUÉBEC MUNICH, 26 AU 29 JUIN 2022	22 397,21 \$	1 713,94 \$	9 507,66 \$	-	-	1 709,28 \$	35 328,09 \$
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES (DANRWB)							
30^E SESSION DU COMITÉ MIXTE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC/PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE- BRUXELLES BRUXELLES, 16 AU 19 MAI 2022	8 650,52 \$	1 656,03 \$	-	-	-	2 208,13 \$	12 514,68 \$
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LE SÉNÉGAL (DANRSN)							
1^{ÈRE} SESSION DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE QUÉBEC-SÉNÉGAL DAKAR, 4 AU 9 MARS 2023	20 461,51 \$	2 895,71 \$	678,33 \$	-	-	1 686,51 \$	25 722,06 \$

AUTRES							
VISITE OFFICIELLE DE LA GOUVERNEURE GÉNÉRALE DU CANADA QUÉBEC, 4 MAI 2022	-	73,89 \$	-	-	-	195,00 \$	268,89 \$
VISITE DU PRÉSIDENT DU PARLEMENT DU ROYAUME DE SUÈDE QUÉBEC, 11 MAI 2022	-	1 459,56 \$	-	-	1 700,00 \$	270,00 \$	3 429,56 \$
VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE L'ÉTAT DU QUERÉTARO DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE QUÉBEC, 8 NOVEMBRE 2022	-	-	-	-	725,00 \$	-	725,00 \$
VISITE DE TRAVAIL DE LA MINISTRE À L'ACTION EXTÉRIEURE ET AU GOUVERNEMENT OUVERT DU GOUVERNEMENT DE CATALOGNE QUÉBEC, 25 MAI 2022	-	-	-	-	220,00 \$	-	220,00 \$
VISITE D'UNE DÉLÉGATION DU PARLEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE QUÉBEC, 29 AU 30 SEPTEMBRE 2022	-	144,90 \$	-	-	500,00 \$	-	644,90 \$
VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO QUÉBEC, 16 AU 17 NOVEMBRE 2022	-	-	-	-	-	-	-
VISITE DE LA PRÉSIDENTE DU PARLEMENT FLAMAND QUÉBEC, 17 FÉVRIER 2023	-	-	-	-	-	-	-
MISSION DE LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE AUPRÈS DU PARLEMENT DU CANADA OTTAWA, 20 MARS 2023	349,33 \$	452,80 \$	791,61 \$	-	-	69,20 \$	1 662,94 \$
TOTAL BILATÉRALES	53 839,06 \$	12 455,87 \$	10 977,60 \$	-	5 995,00 \$	6 957,53 \$	90 225,06 \$

**Tableau 9 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATIONS MULTILATÉRALES,
PAR SECTION ET DÉLÉGATION**

(1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023)

NOM DE L'ACTIVITÉ LIEU, DATES	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
SECTION DU QUÉBEC DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE (APF)							
CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTES DE SECTION DE LA RÉGION AMÉRIQUE DE L'APF VISOCONFÉRENCE, 4 AVRIL 2022	-	-	-	-	-	-	-
RÉUNION DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DE L'APF PAPEETE, 18 AU 23 AVRIL 2022	24 792,61 \$	450,18 \$	4 657,18 \$	-	-	682,55 \$	30 582,52 \$
SÉMINAIRE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES DU BÉNIN, DE CÔTE-D'IVOIRE, DU NIGER ET DU TOGO LOMÉ, 19 AU 22 AVRIL 2022	50,00 \$	315,08 \$	-	-	-	180,95 \$	546,03 \$
FACE-À-FACE FRANCOPHONE QUÉBEC, 25 AVRIL 2022	1 166,34 \$	483,94 \$	548,55 \$	-	-	3 175,00 \$	5 373,83 \$
VISITE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FRANCOPHONIE QUÉBEC, 10 MAI 2022	-	-	-	-	-	232,50 \$	232,50 \$
RÉUNION DE LA COMMISSION POLITIQUE ET RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DES STATUTS DE L'APF QUÉBEC, 12 AU 15 MAI 2022	5 874,37 \$	14 379,38 \$	-	-	-	1 700,80 \$	21 954,55 \$
RÉUNION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES DE L'APF BRUXELLES, 23 AU 25 MAI 2022	4 077,15 \$	679,99 \$	1 722,84 \$	-	-	394,88 \$	6 874,86 \$
47^E SESSION DE L'APF KIGALI, 5 AU 10 JUILLET 2022	55 197,00 \$	2 420,38 \$	15 780,86 \$	-	-	3 366,35 \$	76 764,59 \$

NOM DE L'ACTIVITÉ LIEU, DATES	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
37^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE AMÉRIQUE DE L'APF EDMONTON, 18 AU 22 JUILLET 2022	2 670,26 \$	349,75 \$	1 293,54 \$	400,00 \$	-	138,40 \$	4 851,95 \$
9^E ÉDITION DU PARLEMENT DES JEUNES DE L'APF TIRANA, 25 AU 31 JUILLET 2022	100,00 \$	-	-	-	-	461,60 \$	561,60 \$
SÉMINAIRE PARLEMENTAIRE SUR LA CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE ABIDJAN, 26 AU 27 JUILLET 2022	50,00 \$	166,98 \$	-	-	-	1 109,38 \$	1 326,36 \$
SÉMINAIRE PARLEMENTAIRE RÉGIONAL SUR LA DÉONTOLOGIE DE L'APF TIRANA, 17 AU 18 OCTOBRE 2022	91,74 \$	237,47 \$	-	-	-	96,00 \$	425,21 \$
RÉUNION DE LA DÉLÉGATION PERMANENTE DE L'APF VISOCONFÉRENCE, 19 OCTOBRE 2022	-	-	-	-	-	-	-
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DES STATUTS DE L'APF PARIS, 3 AU 4 NOVEMBRE 2022	5 353,59 \$	1 028,90 \$	2 158,87 \$	-	-	471,24 \$	9 012,60 \$
RÉUNION DU BUREAU DE L'APF PAPEETE, 30 AU 31 JANVIER 2023	26 099,59 \$	1 247,77 \$	6 745,66 \$	-	-	1 015,88 \$	35 108,90 \$
16^E SESSION DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES DE L'UNESCO PARIS, 6 AU 11 FÉVRIER 2023	3 813,49 \$	1 630,85 \$	2 269,42 \$	-	-	721,60 \$	8 435,36 \$
RÉUNION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DE L'APF RABAT, 1 ^{ER} AU 3 MARS 2023	31 172,05 \$	2 814,32 \$	8 439,33 \$	-	-	1 433,22 \$	43 858,92 \$

NOM DE L'ACTIVITÉ LIEU, DATES	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
67^E RÉUNION DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DE L'ONU NEW YORK, 6 AU 8 MARS 2023	190,97 \$	173,77 \$	-	-	-	215,59 \$	580,33 \$
146^E ASSEMBLÉE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE ET 35^E SESSION DU FORUM DES FEMMES PARLEMENTAIRES MANAMA, 11 AU 15 MARS 2023	115,00 \$	88,23 \$	-	-	-	412,17 \$	615,40 \$
CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTES DE SECTION DE LA RÉGION AMÉRIQUE DE L'APF VISIOCONFÉRENCE, 13 MARS 2023	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL APF	160 814,16 \$	26 466,99 \$	43 616,25 \$	400,00 \$	-	15 808,11 \$	247 105,51 \$
SECTION DU QUÉBEC DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH (APC)							
58^E CONFÉRENCE RÉGIONALE CANADIENNE DE L'APC CHARLOTTETOWN, 17 AU 21 JUILLET 2022	7 277,68 \$	1 498,50 \$	8 040,32 \$	2 450,00 \$	-	570,90 \$	19 837,40 \$
65^E CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH DE L'APC HALIFAX, 20 AU 26 AOÛT 2022	1 216,13 \$	164,15 \$	1 210,53 \$	-	-	51,90 \$	2 642,71 \$
39^E CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'ASSEMBLÉE DE LA RÉGION CANADIENNE DE L'APC RÉGINA, 2 AU 5 FÉVRIER 2023	4 676,69 \$	353,20 \$	1 838,40 \$	1 200,00 \$	-	207,60 \$	8 275,89 \$
71^E SÉMINAIRE PARLEMENTAIRE DE WESTMINSTER LONDRES, 13 AU 17 MARS 2023	7 513,63 \$	2 062,37 \$	6 678,00 \$	1 469,76 \$	-	1 091,88 \$	18 815,64 \$
SOUS-TOTAL APC	20 684,13 \$	4 078,22 \$	17 767,25 \$	5 119,76 \$	-	1 922,28 \$	49 571,64 \$

NOM DE L'ACTIVITÉ LIEU, DATES	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
SECTION DU QUÉBEC DE LA CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES (COPA)							
RÉUNION DES TROIS SECRÉTARIATS DE LA COPA TOLUCA, 21 AU 23 MARS 2023	4 328,01 \$	714,55 \$	1 510,22 \$	-	1 139,57 \$	267,84 \$	7 960,19 \$
SOUS-TOTAL COPA	4 328,01 \$	714,55 \$	1 510,22 \$	-	1 139,57 \$	267,84 \$	7 960,19 \$
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS (DANREU)							
RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF ET RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL) SEATTLE, 18 AU 21 MAI 2022	4 607,45 \$	974,36 \$	4 525,89 \$	-	-	496,23 \$	10 603,93 \$
SYMPOSIUM DES LEADERS PARLEMENTAIRES DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL) QUÉBEC, 28 JUIN AU 1ER JUILLET 2022	10 651,98 \$	40 125,65 \$	-	-	-	8 105,83 \$	58 883,46 \$
ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL) DENVER, 30 JUILLET AU 3 AOÛT 2022	8 695,20 \$	2 801,59 \$	11 630,99 \$	4 317,15 \$	-	684,30 \$	28 129,23 \$
61^E ASSEMBLÉE ANNUELLE DE L'EASTERN REGIONAL CONFERENCE (ERC) MANCHESTER, 13 AU 17 AOÛT 2022	3 234,25 \$	527,09 \$	2 050,88 \$	486,98 \$	-	182,64 \$	6 481,84 \$
RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS EAST (CSG EAST) TORONTO, 2 AU 3 DÉCEMBRE 2022	3 046,67 \$	307,35 \$	701,59 \$	403,28 \$	-	51,90 \$	4 510,79 \$

FORECAST 2023 ET RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL) SAN DIEGO, 5 AU 8 DÉCEMBRE 2022	3 214,98 \$	789,59 \$	2 626,29 \$	268,01 \$	-	213,30 \$	7 112,17 \$
CONFÉRENCE NATIONALE DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENT (CSG) HONOLULU, 7 AU 10 DÉCEMBRE 2022	5 948,54 \$	1 115,03 \$	6 228,45 \$	1 753,77 \$	-	308,10 \$	15 353,89 \$
SYMPOSIUM INTERNATIONAL DES LEADERS LÉGISLATIFS DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL) NEW YORK, 14 AU 16 DÉCEMBRE 2022	2 104,19 \$	424,36 \$	855,02 \$	-	-	96,20 \$	3 479,77 \$
RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL) SAVANNAH, 13 AU 14 JANVIER 2023	2 233,40 \$	821,73 \$	1 935,50 \$	-	-	144,66 \$	5 135,29 \$
RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU CAUCUS LÉGISLATIF DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT VISIOCONFÉRENCE, 20 JANVIER 2023	-	-	-	-	-	-	-
VISITE DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS D'HAWAÏ ET PRÉSIDENT ÉMÉRITE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL) QUÉBEC, 27 AU 28 MARS 2023	-	1 717,20 \$	-	-	1 550,00 \$	408,00 \$	3 675,20 \$
SOUS-TOTAL DANREU	43 736,66 \$	49 603,95 \$	30 554,61 \$	7 229,19 \$	1 550,00 \$	10 691,16 \$	143 365,57 \$
TOTAL MULTILATÉRALES	229 562,96 \$	80 863,71 \$	93 448,33 \$	12 748,95 \$	2 689,57 \$	28 689,39 \$	448 002,91 \$

Tableau 10 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE COOPÉRATION
(1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023)

NOM DE L'ACTIVITÉ LIEU, DATES	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
ATELIERS VIRTUELS DE FORMATION POUR L'ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE HAÏTIENNE VISIOCONFÉRENCE, 18, 23 ET 25 AOÛT 2022	-	-	-	-	-	-	-
ATELIER DE LEADERSHIP POUR FEMMES PARLEMENTAIRES FRANCOPHONES PARIS, 12 AU 16 DÉCEMBRE 2022	5 438,38 \$	2 003,05 \$	3 375,15 \$	-	-	1 057,47 \$	11 874,05 \$
TOTAL COOPÉRATION	5 438,38 \$	2 003,05 \$	3 375,15 \$	-	-	1 057,47 \$	11 874,05 \$

2.3- FRAIS D'ADHÉSION AUX ORGANISATIONS INTERPARLEMENTAIRES

L'Assemblée nationale est membre d'organisations interparlementaires. Des frais d'adhésion annuels sont exigés pour en être membre dont le total des s'élève à **163 747 \$**. Les critères permettant d'établir le montant de la cotisation varient selon l'organisation. Il s'agit de critères tels que le PIB, la population et le nombre de sièges de la législature.

Tableau 11 : FRAIS D'ADHÉSION AUX ORGANISATIONS INTERPARLEMENTAIRES

NOM DE L'ORGANISATION INTERPARLEMENTAIRE	FRAIS D'ADHÉSION
Assemblée parlementaire de la Francophonie (international)	30 125 \$
Assemblée parlementaire de la Francophonie (Région Amérique)	5 500 \$
Association parlementaire du Commonwealth (international)	12 459 \$
Association parlementaire du Commonwealth (Canada)	11 887 \$
Assemblée parlementaire du Commonwealth (Canada) - Halifax - Contribution spéciale	19 082 \$ ¹
Confédération parlementaire des Amériques	0 \$
Council of State Governments	6 790 \$
Eastern Regional Conference/Council of State Governments	28 172 \$
National Conference of State Legislatures	49 732 \$
TOTAL	163 747 \$

¹ Un remboursement sera effectué par la région canadienne de l'APC, dans la prochaine année financière, pour un surplus dégagé de la contribution spéciale versée par les sections canadiennes pour la tenue de la 65e Conférence parlementaire du Commonwealth à Halifax.

**ANNEXE –
RAPPORTS
DES ACTIVITÉS**

26^e Assemblée générale de l'Association parlementaire Ontario-Québec

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(mise à jour : 2022-06-02)

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec l'Ontario (DANRO)
Québec
31 mars au 2 avril 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Mathieu Lévesque (Chapleau), vice-président de la DANRO
- M. David Birnbaum (D'Arcy-McGee), vice-président de la DANRO
- M^{me} Claire IsaBelle (Huntingdon)
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M. François Arsenault, secrétaire général adjoint aux affaires parlementaires
- M. Pascal Beausoleil, directeur adjoint du cabinet du président
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales
- Conseillère au protocole

DÉLÉGATION ÉTRANGÈRE/AUTRES PARTICIPANTS

- M. Ted Arnott, président de l'Assemblée législative de l'Ontario
- M. Guy Bourgoin (Mushkegowuk – Baie James)
- M^{me} Laurie Scott (Haliburton – Kawartha Lakes – Brock)
- Chef du protocole et des services aux visiteurs
- Coordinatrice des relations interparlementaires

CONTEXTE

L'Association parlementaire Ontario-Québec (APOQ) a été créée en 1991 et se réunit de façon annuelle en alternance au Québec et en Ontario. Elle vise les échanges et le partage des bonnes pratiques sur des enjeux communs entre les deux assemblées.

La dernière assemblée générale de l'APOQ avait eu lieu à Toronto en avril 2019. La 26^e assemblée générale devait initialement se tenir au printemps 2020 à Québec, mais elle a dû être reportée en raison de la situation pandémique. Une réunion intersessionnelle en format virtuel sur le thème de l'exploitation sexuelle des mineurs et la traite des personnes a toutefois été organisée en avril 2021.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présenter les moments significatifs de l'actualité politique québécoise au cours des derniers mois et s'enquérir des récents enjeux de l'actualité politique et parlementaire en Ontario.

- Plusieurs thèmes d'actualité ont été abordés lors d'échanges libres. L'évolution de la situation pandémique au Québec et en Ontario, les mesures sanitaires adoptées par les deux gouvernements ainsi que le fonctionnement des deux assemblées dans le contexte de la COVID-19 ont été discutés. Ont également été évoquées les questions du coût de la vie et de l'inflation, du prix des logements et des propriétés, de l'accès aux soins de santé, de la pénurie de main-d'œuvre, de l'accessibilité des services Internet en région, etc.
- En outre, les députés québécois ont mentionné plusieurs mandats ayant ponctué le travail parlementaire au cours des derniers mois, notamment la Commission spéciale sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie, la création du tribunal spécial en matière de violences sexuelles et conjugales, la modernisation du régime de santé et de sécurité au travail de même que l'adoption d'un projet de loi proclamant la Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive. Les parlementaires ont également souligné l'instauration d'une journée québécoise de la Francophonie canadienne le 22 mars de chaque année, journée d'anniversaire de l'écrivaine franco-manitobaine Gabrielle Roy.
- Enfin, les deux délégations ont discuté des élections législatives à venir en Ontario et au Québec et du travail à accomplir en fin de législature. Les Ontariens sont appelés aux urnes le 2 juin alors que les élections québécoises sont prévues le 3 octobre.

Poursuivre les efforts pour participer à la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs et la traite des personnes en favorisant le partage d'expériences dans le cadre d'une séance de travail spécifique, conformément à l'engagement pris par les parlementaires lors de la réunion intersessionnelle virtuelle d'avril 2021.

- L'après-midi du 1^{er} avril a été entièrement consacré à la thématique de l'exploitation sexuelle des mineurs et la traite des personnes. Une séance de travail de près de deux heures et demie a permis de riches discussions des parlementaires québécois et ontariens avec trois expertes invitées, à savoir :
 - M^{me} Geneviève Quinty, directrice du Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ), un organisme communautaire de la ville de Québec qui, depuis 1984, assure, par la prévention et l'intervention, un accompagnement personnalisé dans la trajectoire des personnes qui sont actives, l'ont déjà été ou sont à risque de se retrouver dans une dynamique prostitutionnelle ou d'exploitation sexuelle;
 - M^{me} Maria Mourani, criminologue et sociologue, présidente de Mourani-Criminologie, très engagée sur les questions de la traite des personnes et de la protection des victimes d'exploitation sexuelle à travers le volet juridique, mais également sur le plan de la recherche;
 - M^{me} Geneviève Lamothe, directrice de la coordination ministérielle et des affaires autochtones au ministère de la Sécurité publique, qui a pu présenter le plan d'action gouvernemental du Québec pour lutter contre l'exploitation sexuelle.
- Les expertes invitées ont brossé un portrait de la situation actuelle du proxénétisme au Québec et des actions menées depuis 2020 pour contrer ce fléau. M^{me} Quinty a présenté différents projets de prévention et d'intervention actuellement en cours au sein de son organisme, projets visant au développement identitaire positif des jeunes à risque et misant sur l'intervention dans les milieux de vie. M^{me} Mourani a quant à elle évoqué son travail de formation et de conseils auprès des enseignants et des parents et a mis de l'avant ses projets de recherche en lien avec les réseaux sociaux. Enfin, M^{me} Lamothe a mis en lumière les actions menées par le gouvernement pour contrer le fléau, notamment les campagnes de sensibilisation, les tables de concertations régionales, les formations offertes aux intervenants de première ligne et aux acteurs du milieu touristique, les efforts de répression des proxénètes et des clients, ainsi que l'accompagnement des victimes. Les expertes ont également pu répondre aux nombreuses questions des parlementaires, lesquels ont pu grandement bénéficier de l'expérience et du regard terrain des expertes.
- Parallèlement, les parlementaires québécois ont eu l'occasion de rappeler le travail accompli par la Commission spéciale de l'Assemblée nationale sur l'exploitation sexuelle des mineurs qui a déposé son rapport en décembre 2020 et sur lequel s'appuie le plan d'action gouvernemental du Québec. Ils ont également mis en lumière le travail réalisé pour l'adoption du projet de loi 92 créant un tribunal spécialisé en matière de violences sexuelles et conjugales.

- Les parlementaires ontariens ont, pour leur part, rappelé la stratégie ontarienne de lutte contre la traite des personnes 2020-2025 et ont souligné la mise en ligne par le gouvernement ontarien d'un [site Web](#) consacré à la traite des personnes et ciblant plusieurs ressources disponibles pour les victimes, mais également l'entourage des potentielles victimes.
- De plus, une visite a été organisée au SQUAT Basse-Ville, un organisme communautaire de la ville de Québec qui travaille auprès des adolescentes et adolescents en fugue. Les parlementaires ont pu apprécier le travail essentiel effectué par l'organisme auprès de jeunes en difficulté et échanger avec les intervenantes présentes sur les enjeux et les défis que représente le fléau du proxénétisme pour les jeunes en situation vulnérable.

AUTRES RÉSULTATS

Un entretien a été organisé entre le président de l'Assemblée nationale et son homologue de l'Assemblée législative de l'Ontario. Cet entretien a permis de réitérer la volonté des deux parlements de poursuivre leurs collaborations et leurs échanges. Les deux présidents ont également discuté des dernières évolutions de la situation pandémique au Québec et en Ontario, de la tenue en 2022 des élections générales ontariennes et québécoises ainsi que de la modernisation des institutions parlementaires. Le président a notamment mis de l'avant le chantier de la Table citoyenne, le projet de réforme parlementaire et le projet de la Cité parlementaire.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine assemblée générale de l'APOQ aura lieu en 2023 en Ontario.



DÉPENSES

Transport	1 980,49 \$
Restauration	4 059,04 \$
Hébergement	0 \$
Interprétation	2 850,00 \$
Divers	819,41 \$
TOTAL	9 708,94 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DE SECTION DE LA RÉGION AMÉRIQUE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(mise à jour : 2022-04-05)

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Visioconférence
4 avril 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et président de la Conférence des présidents de section (CPS) de la Région Amérique de l'APF
- M. Éric Lefebvre (Arthabaska), président-délégué de la section du Québec pour la Région Amérique de l'APF
- M. Pascal Beausoleil, directeur adjoint du cabinet du président
- Conseillères en relations interparlementaires et internationales

AUTRES PARTICIPANTS

- M. Ken Smith (Nouvelle-Écosse), chargé de mission de la Région Amérique de l'APF
- M. Francis Drouin (Canada), premier vice-président de l'APF
- M. Ronnie Leblanc (Nouvelle-Écosse), député
- M^{me} Aleana Young (Saskatchewan), députée
- M. Daniel Williams (Alberta), député

- M. Andrew Mercier (Colombie-Britannique), député
- M. Glen Savoie (Nouveau-Brunswick), député
- M^{me} France Gélinas (Ontario), députée
- M. Adrien Sala (Manitoba), député
- Représentantes administratives (Louisiane, Ontario, Canada, Colombie-Britannique)
- Secrétaire administrative de la Région Amérique

CONTEXTE

La CPS se déroule deux fois par année. L'édition hivernale est toujours prévue par visioconférence alors que celle estivale se fait en présentiel, dans le cadre de l'Assemblée régionale Amérique de l'APF.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Traiter des dossiers reliés à l'administration de la Région Amérique.

- Le chargé de mission a présenté les documents réguliers de suivi de la région, à savoir son rapport d'activité, le rapport de recettes et de déboursés ainsi que les prévisions budgétaires. Il a également discuté du renouvellement à venir du plan de consolidation de la Région Amérique pour 2023-2026, ainsi que du projet de plan d'action de développement durable pour l'APF. Rappelons que la Région Amérique a été mandatée afin de proposer un plan d'action institutionnel en matière de développement durable pour l'ensemble de l'APF. Enfin, la nécessité de réviser les Statuts de la Région a aussi été abordée. Ces trois derniers éléments feront l'objet de discussions plus en détails lors de la prochaine assemblée régionale à Edmonton, en juillet.
- L'APF organise un Parlement francophone des jeunes à Tirana, en Albanie, du 25 au 31 juillet. Les sections qui le souhaitent peuvent sélectionner des participants. Il a été proposé que la région subventionne une activité de « jeune parlementaire d'un jour » pour les participants sélectionnés.

Discuter de l'enjeu des cotisations dans la Région Amérique.

- Les cotisations à la Région n'accusent pas de retard. Cependant, la Région a noté que la cotisation à l'APF de la section haïtienne était maintenue et ce, malgré le fait que le parlement n'est plus fonctionnel depuis janvier 2020. À l'initiative de la section du Québec, une résolution demandant la suspension des demandes de cotisation à la section haïtienne a été adoptée et sera transmis à l'APF pour discussion lors du prochain Bureau.

Échanger sur l'actualité politique des sections depuis la dernière réunion à l'été 2021.

- Les sections ont partagé diverses informations dont la tenue d'élections et la recomposition de nouvelles sections. La section du Québec a mentionné l'adoption par le gouvernement québécois d'une nouvelle politique pour la Francophonie canadienne. Il a également rappelé que des élections vont se tenir en octobre prochain au Québec.

AUTRES RÉSULTATS

Un appel a été lancé à toutes les sections afin de recevoir le Bureau d'hiver 2023 de l'APF, ainsi que pour les prochaines assemblées régionales de la Région Amérique.

Le nouveau secrétaire général administratif de l'APF a assisté à la réunion, ce qui lui a permis de se présenter et se rendre disponible pour les questions des membres.

STATISTIQUES



SUIVIS

La 37^e Session de l'Assemblée régionale Amérique se déroulera à Edmonton, en Alberta, en juillet 2022. Une CPS se tiendra en marge de cette activité. La section canadienne s'est proposée pour accueillir la 39^e Session en 2024.



Réunion du Réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(2022-08-31)

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Papeete, Polynésie française
18 au 23 avril 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ), présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

DÉLÉGATION ÉTRANGÈRE/AUTRES PARTICIPANTS (SI APPLICABLE)

- M^{me} Françoise Schepmans (Belgique), députée, première vice-présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- M^{me} Stéphanie Kerbarh (France), députée, rapporteure du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- M^{me} France Gélinas (Ontario), députée, rapporteure du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- M^{me} Nadine Jalabert (Nouvelle-Calédonie), députée
- M^{me} Laura Vendegou (Nouvelle-Calédonie), députée
- M^{me} Maria-Isabelle Saliga-Lutovika (Nouvelle-Calédonie), députée

- M^{me} Marie-Line Sakilia (Nouvelle-Calédonie), députée
- M^{me} Angélique Ngoma (Gabon), députée
- M^{me} Marie-France Lalonde (Canada), députée
- M^{me} Christine Bulliard (Suisse), députée
- M^{me} Minarii Chantal Galenon (Polynésie française), députée
- M^{me} Euthalie Nyirabega (Rwanda), députée
- M^{me} Regina Clarisse (Madagascar), députée
- M^{me} Marie-Christiane Dorine Chukowry (Île Maurice), députée
- M^{me} Marie Sandra Monia Mayotte (Île Maurice), députée
- M^{me} Gilles Fabrice (Île Maurice), députée
- M^{me} Teura Iriti (Polynésie française), députée
- M^{me} Vaitea Le Gayic (Polynésie française), députée
- M^{me} Tepuaraurii Teriitahi (Polynésie française), députée
- M^{me} Lana Tetuanui (Polynésie française), sénatrice
- M^{me} Romilda Tahiatia (Polynésie française), députée
- M^{me} Sylvana Puhetini (Polynésie française), députée
- M^{me} Yvannah Pomare-Tixier (Polynésie française), députée
- M^{me} Éliane Tevahitua (Polynésie française), députée
- Conseiller pour le Réseau des femmes parlementaires de l'APF

CONTEXTE

Le Réseau des femmes parlementaires de l'APF se réunit deux fois par année. La dernière rencontre remonte au 30 juin 2021, en visioconférence. Il s'agit de la réunion intersessionnelle qui se tient à l'invitation de l'Assemblée nationale de Polynésie française.

L'ANQ assume la présidence du Réseau des femmes parlementaires depuis juillet 2019.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Assurer la présidence du Réseau, assumée par la section du Québec, et **présenter** le rapport d'activité de la dernière année, ainsi que les suivis des engagements internationaux.

- La députée du Québec a assuré la présidence de tous les travaux du Réseau. Comme il s'agissait de la première rencontre à se tenir en présentiel depuis le début de la pandémie de COVID-19, plusieurs nouvelles représentantes participaient pour la première fois à une réunion. La présidente a tout d'abord rappelé les dernières activités du Réseau qui se sont tenues depuis la précédente rencontre de juin 2021. Par la suite, elle a fait le point sur divers éléments reliés au fonctionnement de l'APF sur lesquels le Réseau est sollicité, comme les prochaines lois-cadres qui seront mises à la programmation pluriannuelle lors de la prochaine Session de l'APF.

- La section du Québec a la charge de présenter des suivis sur les engagements internationaux ayant un impact sur les enjeux reliés à la condition féminine. La députée a mentionné que des États membres de l'APF ont toujours des réserves à l'égard de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Elle a également présenté la Convention n°190 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la violence et le harcèlement et le nouveau rapport de l'Union interparlementaire sur le sexisme et la violence à l'égard des femmes parlementaires dans la région Afrique. Par ailleurs, elle a informé les membres de la création de l'Observatoire francophone pour le développement inclusif par le genre. Finalement, elle a rappelé que la prochaine édition de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones se tiendra à l'automne 2022.

Échanger sur les thèmes d'étude des rapporteuses.

- La députée de la section canadienne a présenté une nouvelle version du rapport sur l'autonomisation économique des femmes. Selon une étude de l'OIT parue en 2022, environ 30% des mères n'ont pas de congés de maternité nécessaires, et les deux tiers des pères ne peuvent pas prendre de congés de paternité. Elle a informé les membres qu'un projet de résolution sera déposé lors de la réunion du Réseau prévue lors de la Session de juillet 2022.
- La députée de Belgique a présenté son rapport sur les choix des filières d'éducation pour les filles. Il en ressort que les jeunes femmes ne s'engagent toujours pas dans les carrières reliées aux sciences, aux technologies, à l'ingénierie et aux mathématiques. Il est notamment suggéré de faire la promotion des modèles féminins dans ces carrières et d'encourager les talents féminins.
- La députée de l'Ontario a présenté son rapport sur le rôle des femmes pendant la pandémie. Selon les données récoltées, les femmes représentent une forte majorité des travailleurs et travailleuses de la santé sur les premières lignes, incluant dans les établissements de soins de longue durée. Par ailleurs, des répercussions financières importantes découlant de la fermeture des centres de garde d'enfants et de la baisse du nombre d'inscriptions ont été recensées. Selon la majorité des sections, les répercussions économiques ont touché les femmes de manière instantanée et disproportionnée.
- Une parlementaire de la Nouvelle-Calédonie a effectué une présentation sur les changements climatiques et leur impact sur les femmes et les filles. Elle a présenté différentes initiatives et programmes qui ont été mis en place dans leur État afin de combattre les effets des changements climatiques, qui se font grandement ressentir. La représentante du Gabon a informé qu'elle participera à la COP27, qui se tiendra en Égypte, en novembre 2022.
- La première vice-présidente du Réseau et députée belge a effectué une présentation sur une conférence à laquelle elle a assisté lors de l'exposition universelle se déroulant à Dubaï en mars dernier sur le thème : « Oubliées en

temps de crise, les femmes actrices de paix et de reconstruction ». Elle a fait part de son intérêt à approfondir l'étude de cette thématique qui est d'actualité dans plusieurs des sections. La représentante de la section rwandaise a également mentionné son intérêt à prendre part à l'étude de ce sujet, considérant le génocide qui a traversé son pays. Elle a mentionné l'importance de se pencher sur les traumatismes vécus par les femmes lors des conflits.

Présenter le projet de politique-cadre pour prévenir et gérer le harcèlement au sein des parlements francophones et **outiller** les femmes dans les démarches à entreprendre pour l'adoption de tels instruments.

- La journée du 21 avril a été intégralement consacrée à un atelier sur la politique-cadre. L'objectif principal était de faire connaître aux autres membres cet instrument élaboré par le Groupe de travail du Réseau. La première conférencière invitée était M^{me} Brigitte Filion de l'Union interparlementaire (UIP). Elle a présenté les résultats des trois études menées auprès des femmes élues en 2016 (mondiale), 2018 (région Europe) et 2021 (région Afrique). Elle a partagé les obstacles et les bonnes pratiques recensées par l'UIP sur cet enjeu. Les lignes directrices de l'UIP, un outil permettant aux parlements de se doter de leur propre politique contre le harcèlement, ont également été présentées.
- La deuxième experte invitée était M^{me} Claire Marchand, de l'Organisation internationale du travail (OIT). Elle a présenté la Convention n° 190 et la Recommandation no 206 portant sur la violence et le harcèlement dans le milieu du travail. Elle a expliqué pourquoi ces normes sont importantes et quels sont les éléments nécessaires à inclure dans l'approche à adopter. M^{me} Marchand a aussi présenté les trois piliers principaux : prévention et protection, le contrôle de l'application et les moyens de recours et de réparation ainsi que les orientations, la formation et la sensibilisation. Elle a également pu répondre aux questionnements des participantes, notamment sur les mécanismes de signature et de ratification de la Convention par les États.
- La troisième experte était M^{me} Claudia Rousseau, ancienne directrice du bureau du secrétaire général adjoint à l'administration, du vivre-ensemble et de la prévention du harcèlement de l'ANQ. Elle a présenté le projet de politique-cadre élaboré par le Groupe de travail créé par le Réseau. Elle a expliqué qu'en complément à ce type d'outils, il est essentiel de mettre en place des formations et des campagnes de sensibilisation pour instaurer une culture de respect. Quant à elle, la députée de l'Assemblée nationale française a présenté les mécanismes mis en place dans son parlement pour prévenir les harcèlements moral et sexuel, ainsi que les agissements sexuels.

S'enquérir de la réalité vécue par les femmes victimes de violence conjugale et sur les mesures mises en place en Polynésie française pour gérer cette problématique.

- Des représentantes du Centre Pu o te Hau sont intervenues afin de présenter le fonctionnement de leur organisme. Il s'agit d'un centre qui accueille et soutient les femmes avec ou sans enfants, issues de toute la Polynésie et ayant été victimes de violences conjugales et domestiques. Cette présentation a suscité de nombreux échanges avec les femmes élues, qui ont expliqué comment cette problématique est traitée chez eux.

S'enquérir sur le rôle des parlementaires sur les changements climatiques.

- La journée du 22 avril a été consacrée à un séminaire parlementaire sur les changements climatiques et le développement durable. M. Mamadou Gueye et M^{me} Tekau Frère, experts associés de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), ont orienté leurs interventions sur les questions de la planification et de la prise de décision, des accords multilatéraux sur l'environnement, de l'intégration et des articulations locales de la convention sur les changements climatiques, ainsi que des impacts sur les eaux, les ressources et écosystèmes insulaires. Les débats avec les élus ont également porté sur les positions des principales parties aux négociations et sur le rôle à jouer par les élus dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

S'informer sur l'impact de la pandémie sur l'éducation.

- À l'initiative de la section du Québec, les membres de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles (CECAC) ont assisté à un exposé de M. Thierry Rocher, président de l'Association internationale pour l'évaluation et le rendement scolaire (IEA) et directeur adjoint pour l'évaluation du rendement scolaire à la DEPP (service statistique du Ministère français de l'éducation nationale). Il a en effet présenté les grands constats du rapport intitulé « L'impact de la pandémie du COVID-19 sur l'éducation », réalisé par l'IEA et l'UNESCO. Il a notamment été question de continuité scolaire, du niveau des acquis ainsi que des perceptions des élèves et des enseignants sur la gestion de la crise.
- Une mise à jour de la résolution conjointe de la CECAC et du Réseau des jeunes parlementaires sur l'éducation en temps de crise a été proposée par les sections du Québec et de la Suisse en vue de la prochaine réunion de la commission, le 7 juillet prochain, à Kigali (Rwanda). Un volet sur le décrochage scolaire serait ajouté afin d'inclure les constats de rapport de la section du Québec à ce sujet.

Participer aux travaux d'élaboration du guide de bonnes pratiques du Réseau des jeunes parlementaires à destination des (futurs) jeunes parlementaires.

- La section du Québec a transmis un document d'information sur le Cercle des jeunes parlementaires, une initiative des élus de l'ANQ pour favoriser la relève au sein des instances décisionnelles et encourager l'engagement public et l'implication en politique active des jeunes.

AUTRES RÉSULTATS

Les parlementaires ont tenu à aborder la situation des femmes dans le conflit ukrainien. Des membres du Réseau ont établi des contacts avec des femmes réfugiées, des députées et un diplomate. Les parlementaires ukrainiens ont émis le souhait d'adhérer à l'APF.

Les représentants de la région Asie ont souligné leur intérêt et leur volonté à s'investir davantage dans les instances de l'APF, notamment en obtenant une meilleure représentation au sein du Bureau et des autres postes en autorité. Le Réseau des femmes va donc étudier la possibilité d'ajouter un poste dans son comité directeur pour permettre à une représentante Asie et une représentante Pacifique d'y siéger.

La présidente a proposé que l'APF réfléchisse à des moyens visant à faciliter les échanges entre les réseaux et commissions, notamment par le biais du prochain cadre stratégique de l'organisation.

Les membres du Réseau ont vivement exprimé le souhait que les postes en autorité de l'APF ainsi que la composition des sections membres soient paritaires. Cette volonté sera transmise au Groupe de travail sur la révision des Statuts de l'APF, relié à la Commission politique.

La rapporteure de la section française sur les femmes et les mines a rapporté les résultats du séminaire mené à Madagascar sur cette thématique.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine rencontre du Réseau devrait se tenir à Kigali, au Rwanda, dans le cadre de la 47^e Session de l'APF, du 5 au 9 juillet 2022.

DÉPENSES

MARYSE GAUDREAU (HULL) VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, PRÉSIDENTE DU RÉSEAU DES PARLEMENTAIRES DE L'APF

Transport	13 067,23 \$
Repas	196,83 \$
Hébergement	2 393,00 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	398,21 \$

Sous-total	16 055,27 \$
-------------------	---------------------

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	11 725,38 \$
Repas	253,35 \$
Hébergement	2 264,18 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	284,34 \$

Sous-total	14 527,25 \$
-------------------	---------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	24 792,61 \$
Repas	450,18 \$
Hébergement	4 657,18 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	682,55 \$

TOTAL	30 582,52 \$
--------------	---------------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



Séminaire pour le renforcement des capacités des fonctionnaires parlementaires du Bénin, de Côte-d'Ivoire, du Niger et du Togo

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(mise à jour : 2022-06-13)

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Lomé, Togo
19 au 22 avril 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Arsenault, secrétaire général adjoint aux affaires parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)

AUTRES PARTICIPANTS

- M. Alioune Dramé, directeur du département management de l'Université Senghor à Alexandrie, Égypte
- M^{me} Thi Hoang Mai Tran, représentante résidente de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) au Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest
- M. Philippe Di Nunzio, directeur général des finances, des ressources humaines et des affaires générales au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Conseiller de l'APF

CONTEXTE

L'APF organise des séminaires à l'intention des fonctionnaires parlementaires, selon les besoins exprimés par les membres.

Ce séminaire s'adressait aux fonctionnaires de quatre parlements de la région africaine.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Offrir des séances de formation sur des thématiques ciblées par l'APF.

- La première séance donnée par M. Arsenault portait sur le rôle et les fonctions des administrateurs des commissions et des assistants parlementaires. Par la suite, il a abordé les thèmes liés à la séance plénière, sa préparation et sa gestion. Il a également donné une conférence sur les comptes rendus et les résolutions en commission parlementaire et une dernière sur le contrôle parlementaire. Ses présentations ont été accompagnées d'exercices et d'échanges avec les participants. Il a aussi participé à l'évaluation des participants à la formation en préparant des questions à l'intention des participantes et participants qui ont été soumis à un examen à la fin de la semaine.

Représenter l'Assemblée nationale du Québec auprès de l'APF et des parlements participants.

- Le secrétaire général adjoint a été présent durant l'ensemble du programme. Il a notamment pu prendre part à des entretiens avec la présidente de l'Assemblée nationale du Togo, Madame Yawa Djigbodi TSEGAN ainsi que le secrétaire général de cette assemblée.

STATISTIQUES

40

participantes et
participants

7

parlements
représentés

SUIVIS

Un communiqué de presse a été diffusé par l'APF à la suite de la mission.

DÉPENSES

FRANÇOIS ARSENAULT, SECRÉTAIRE ADJOINT AUX AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Transport*	50,00 \$
Repas	315,08 \$
Hébergement*	0,00 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	180,95 \$
<hr/>	
Sous-total	546,03 \$
<hr/>	

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transport*	50,00 \$
Repas	315,08 \$
Hébergement*	0,00 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	180,95 \$
<hr/>	
TOTAL	546,03 \$
<hr/>	

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a pris en charge les frais d'hébergement et le billet d'avion.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



FACE-À-FACE FRANCOPHONE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Québec (Québec)
25 avril 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ), vice-président de l'APF
- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'ANQ, présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- M. Samuel Poulin (Beauce-Sud), représentant de la section du Québec au Réseau des jeunes parlementaires de l'APF
- M. Joël Arseneau (Îles-de-la-Madeleine), vice-président et rapporteur à la Commission de la coopération et du développement de l'APF
- M. Vincent Marissal (Rosemont)

CONTEXTE

À l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie et des cinquante ans de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) a proposé l'organisation d'un concours de débats oratoires afin de souligner cet anniversaire important, à l'instar de plusieurs de ses partenaires de l'espace francophone.

Le « Face-à-face francophone » est un concours de débats oratoires, en formule un contre un, avec des jeunes de 17 à 22 ans portant sur des thématiques d'actualité. Initialement prévu le 20 mars 2020, l'événement a été reporté au 25 avril 2022 en raison de la pandémie. L'animation des débats a été assurée par Pierre-Yves Lord.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Contribuer à la promotion de la participation citoyenne et au mandat d'éducation à la démocratie de l'Assemblée nationale.

- Les participantes et participants du Face-à-Face ont été amenés à se familiariser avec les enjeux d'actualité, à s'informer sur l'art oratoire et à exercer leur esprit critique dans le choix de leurs sources et le développement de leurs argumentaires. En amont de cette activité, un thème a été attribué à chaque jeune afin qu'il prépare une prise de position et son antithèse, renforçant ainsi leurs compétences de recherche, de synthèse et de débat.
- Le Face-à-Face s'est tenu dans l'Agora du centre des visiteurs. Ouvert aux citoyens et citoyennes, l'événement a permis aux jeunes participants de découvrir l'institution et d'échanger sur son fonctionnement avec du personnel de l'administration parlementaire. Dans leur préparation aux débats, ils ont pu bénéficier de l'appui d'un représentant des programmes éducatifs de l'Assemblée.
- Les participantes et participants ont visité le cabinet de la présidence, où ils se sont entretenus avec le président de l'Assemblée nationale sur ses fonctions et son expérience au sein de la francophonie parlementaire.
- L'ANQ a réalisé cinq capsules promotionnelles sur l'art oratoire et la prise de parole en public, une avec chaque membre du jury. Les parlementaires y racontent leur première prise de parole au Salon bleu et partagent leurs perspectives quant à la place de l'art oratoire dans la vie d'un parlementaire.

Offrir une plateforme à la jeunesse québécoise pour débattre d'enjeux d'actualité, exprimer ses préoccupations et partager ses idées novatrices pour façonner la société de demain.

- Le concours a donné lieu à cinq débats oratoires entre les participantes et participants sur les thèmes du pouvoir politique, des réseaux sociaux comme plateformes d'information, de l'économie de partage, de la responsabilité environnementale et de la parité de genre. Les membres du jury se sont basés sur divers critères tels que l'éloquence, la maîtrise du contenu, la structure de l'argumentaire et la qualité de la langue pour évaluer les échanges entre les jeunes participants.
- Les trois jeunes ayant obtenu les meilleurs pointages lors des joutes oratoires, en formule un contre un, ont été sélectionnés pour la grande finale. Ils ont dès

lors été invités à exprimer leur pensée sur une thématique liée à l'actualité. Cette dernière était attribuée au hasard. Ainsi, les trois finalistes ont partagé leur opinion sur la participation des jeunes en politique, la protection de la langue française et la pénurie de main d'œuvre. La gagnante a remporté une bourse de 1000\$.

- Les participantes et participants du Face-à-Face ont échangé et réseauté avec les parlementaires du jury dans le cadre de l'activité.

Faire rayonner la langue française et l'Assemblée nationale sur la scène internationale, en s'arrimant aux activités de la Francophonie.

- L'activité a été enregistrée devant le public par le Service de la télédiffusion de l'ANQ, le 25 avril 2022, puis diffusée sur le canal de l'Assemblée et les différentes plateformes numériques de l'institution le 1^{er} et le 2 mai 2022.
- Élections Québec, partenaire de l'ANQ dans le cadre de cet événement, de même que l'APF ont partagé sur leurs réseaux sociaux l'intégralité des débats du Face-à-Face francophone.

AUTRE RÉSULTAT

Un extrait du Face-à-Face francophone a été diffusé à l'émission de Télé-Québec, *Deux hommes en or et Rosalie*, coanimée par Pierre-Yves Lord et à laquelle participait la gagnante du concours d'art oratoire, Violette Cantin.

STATISTIQUES



SUIVIS

Comme il s'agit de la 1^{re} édition du Face-à-Face francophone, une réflexion sera menée au sein de l'Assemblée sur la possibilité d'organiser une 2^e édition de ce concours de débats oratoires. L'APF réfléchit aussi au potentiel d'une version internationale de cette activité dans le cadre de leur programmation jeunesse.

DÉPENSES

Transport	1 166,34 \$
Restauration	483,94 \$
Hébergement	548,55 \$
Interprétation	0,00 \$
Divers	3 175,00 \$
TOTAL	5 373,83 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



Visite du président du Parlement du Royaume de Suède

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(mise à jour : 2022-06-06)

ACTIVITÉ

Relations bilatérales
Québec
11 mai 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Christopher Skeete (Sainte-Rose)
- M. Gregory Kelley (Jacques-Cartier)
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M. Pascal Beausoleil, directeur adjoint du cabinet du président
- Cheffe du protocole
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

DÉLÉGATION ÉTRANGÈRE

- S.E.M. Andreas Norlén, président du Parlement du Royaume de Suède
- S.E.M. Urban Ahlin, ambassadeur du Royaume de Suède au Canada
- M^{me} Maria Strömkvist, députée
- M. Jörgen Berglund, député
- M. Eric Palmqvist, député
- M. Joar Forssell, député
- M. Ingvar Mattson, secrétaire général du Parlement du Royaume de Suède
- Conseillère aux affaires internationales
- Agente de presse du bureau du président

CONTEXTE

Le président du Parlement du Royaume de Suède et une délégation de parlementaires suédois ont été invités au Canada du 9 au 12 mai 2022 par les présidents du Sénat et de la Chambre des communes du Canada. Dans le cadre de sa visite au Canada, la délégation suédoise a souhaité se rendre à Québec afin que soient ajoutées à son programme une rencontre avec le Président de l'Assemblée nationale et une visite de l'Hôtel du Parlement.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Tisser des liens avec le Parlement du Royaume de Suède et discuter de l'actualité politique et parlementaire au Québec et en Suède.

- Bien que l'Assemblée nationale n'ait pas de relation officielle avec le Parlement suédois, le Québec et la Suède ont plusieurs enjeux communs et entretiennent des liens importants, notamment en matière de développement nordique et sur le plan commercial. Le président de l'Assemblée nationale a exprimé son souhait de voir le Québec et la Suède bonifier leurs liens politiques, économiques et parlementaires.
- Les discussions entre les deux présidents et l'ensemble des parlementaires ont notamment porté sur l'importance de la diplomatie parlementaire et du maintien de relations interparlementaires ainsi que sur l'évolution de la situation pandémique et les mesures sanitaires mises en place. Le contexte de la guerre en Ukraine a également été abordé de même que la question de l'adhésion de la Suède à l'OTAN.
- Enfin, les discussions ont également porté sur les élections législatives à venir, le 11 septembre en Suède et le 3 octobre au Québec. Les deux présidents ont brossé un portrait politique de leur assemblée respective et ont précisé les enjeux qui risquent de retenir l'attention lors des campagnes électorales. Du côté suédois, le président Norlén a notamment évoqué la santé, l'éducation, l'intégration des immigrants, la politique étrangère et la défense. Du côté québécois, le président Paradis a mentionné lui aussi la santé et l'éducation, ainsi que l'accès aux garderies, la pénurie de main-d'œuvre de même que les questions du logement et de l'immigration.

Réitérer l'intérêt de l'Assemblée nationale à participer au Conseil nordique à titre d'observatrice.

- Créé en 1952, le Conseil nordique est l'organe officiel de coopération interparlementaire entre l'Islande, le Danemark, la Norvège, la Suède et la Finlande. Il est composé de 87 membres élus provenant de ces parlements ainsi que de ceux des territoires autonomes des Îles Féroé, du Groenland et d'Åland.

L'Assemblée nationale a participé comme observatrice à deux reprises aux sessions du Conseil nordique, en 2017 et 2019. Elle n'avait pas participé en 2018 en raison des élections générales.

- Le président Paradis a souligné au président Norlén l'intérêt renouvelé de l'Assemblée nationale à prendre part, à titre d'observatrice, aux sessions du Conseil nordique afin de pouvoir échanger avec les parlementaires d'Europe du Nord et permettre le partage des bonnes pratiques. La délégation suédoise a été très réceptive à la volonté de l'Assemblée nationale de poursuivre son engagement auprès du Conseil nordique et a indiqué qu'elle en informerait l'organisation afin que les renseignements relatifs à la prochaine session puissent lui être transmis.

Échanger sur le fonctionnement d'un parlement au 21^e siècle afin de favoriser le partage d'expériences.

- Le président Paradis a mentionné la volonté de l'Assemblée nationale d'améliorer ses pratiques et de se rapprocher des citoyennes et citoyens. Il a mis de l'avant les activités citoyennes organisées au sein du pavillon d'accueil, les efforts menés pour opérer une transformation technologique du parlement, de même que les actions posées pour améliorer la conciliation travail-vie personnelle. Il a aussi abordé le chantier de la Table citoyenne, le projet de réforme parlementaire et le projet de la Cité parlementaire.

AUTRES RÉSULTATS

Le président du Parlement du Royaume de Suède et la délégation suédoise ont été présentés en chambre à la période des affaires courantes et ont pu assister à la période des questions et réponses orales. Ils ont également pu s'entretenir avec le chef du 3^e groupe d'opposition et la représentante de la cheffe de l'opposition officielle et porte-parole en matière de relations internationales et de Francophonie. Une visite guidée de l'Assemblée nationale a, en outre, été organisée.

STATISTIQUES

16

participantes et
participants

SUIVIS

Assurer un suivi auprès du Parlement du Royaume de Suède afin de favoriser la participation de l'Assemblée nationale à la prochaine session du Conseil nordique qui devrait avoir lieu en 2023.



DÉPENSES

Transport	0 \$
Restauration	1 459,56 \$
Hébergement	0 \$
Interprétation	1 700,00 \$
Divers	270,00 \$
TOTAL	3 429,56 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.

Réunion de la Commission politique

et

Réunion du Groupe de travail sur la révision des Statuts de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(2022-05-15)

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Québec, Québec
12 au 15 mai 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et vice-président de l'APF
- M. Éric Lefebvre, député d'Arthabaska et vice-président et rapporteur de la Commission politique de l'APF
- Conseillères en relations interparlementaires et internationales

CONTEXTE

Les commissions de l'APF organisent des réunions intersessionnelles. La section du Québec a accepté d'accueillir cette rencontre.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Prendre part à la révision des Statuts de l'APF.

- Le vice-président et rapporteur de la Commission politique a représenté la section du Québec au sein du Groupe de travail pour la révision des Statuts, qui s'est réuni les 12 et 13 mai 2022. Le Groupe a été créé il y a plus d'un an. Il s'était déjà réuni à quelques reprises de manière virtuelle afin d'échanger sur les objectifs de cet exercice de révision des Statuts.

Poursuivre l'étude de la thématique de « l'impact de l'intelligence artificielle sur la démocratie et l'État de droit » portée par la section du Québec.

- Madame Karine Perset, directrice de l'Observatoire de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) sur les politiques publiques en matière d'intelligence artificielle, a effectué une présentation sur la thématique.

Remettre l'insigne de l'Ordre de la Pléiade aux candidats et candidates sélectionnés par la section du Québec de l'APF.

- La section du Québec de l'APF avait sélectionné trois candidats pour recevoir cet insigne : M. Rémi Quirion, scientifique en chef du Québec, M^{me} Isabelle Hudon, présidente et cheffe de la direction de BDC et M. Ricardo Trogi, réalisateur et cinéaste. Une cérémonie a été offerte par le président de l'ANQ et vice-président de l'APF, M. François Paradis, lui-même décoré de la l'Ordre de la Pléiade en juillet 2019.

Partager l'expertise du scientifique en chef du Québec, M. Rémi Quirion, avec les membres de la Commission politique et faire connaître son rôle.

- M. Quirion a pris la parole afin d'expliquer son parcours et son rôle. Il a présenté les différents moyens de collaboration établis entre les scientifiques et les élus au Québec. Il a également présenté différents réseaux internationaux auxquels il prend part, donc particulièrement le Réseau francophone international en conseil scientifique. Ce regroupement vise à favoriser la recherche en français et sa diffusion ainsi qu'une meilleure collaboration entre les milieux scientifique et politique.

Échanger sur les situations politiques à travers la Francophonie.

- Les parlementaires ont toutes et tous pris la parole afin de faire état d'événements récents qui ont marqué l'actualité politique. De plus, le rapporteur

de la commission a présenté les situations politiques des sections ayant vécu des crises récemment. Le Bénin, le Mali, la Tunisie, le Burkina Faso et le Maroc ont notamment été abordés. Le président de la commission a tenu à rappeler que les mises en alerte servaient à émettre une préoccupation et à soutenir les sections ciblées par ces dernières.

Poursuivre l'étude des différentes thématiques à l'ordre du jour de la Commission politique.

- Le rapporteur de la section belge a présenté son rapport final sur les opérations de maintien de la paix. Il a expliqué le fonctionnement et les objectifs de l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix. Il a proposé d'associer l'APF aux séminaires organisés par l'Observatoire.
- Le rapporteur de la section suisse a présenté son rapport sur les prérogatives des parlements en situation d'urgence. Il a souligné l'importance de prévoir des limites aux pouvoirs exercés par l'exécutif en temps de crises, afin d'éviter que ceux-ci soient illimités.
- La section canadienne a proposé une première mouture de son rapport sur l'usage de la langue française dans les organisations internationales, dont l'étude sera effectuée conjointement avec la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles (CECAC) de l'APF.

AUTRES RÉSULTATS

La Commission politique a examiné les demandes de changement de statut des sections du Monténégro et du Kosovo. Elle a donné des avis favorables à ces deux demandes.

En parallèle aux travaux de l'APF, le président de l'ANQ s'est entretenu avec le président de la Commission politique, le sénateur français M. Christophe-André Frassa, ainsi qu'avec le Secrétaire général administratif de l'APF, M. Damien Cesselin. Il a été question de la révision des Statuts, de l'ouverture d'une représentation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à Québec et des relations entre l'APF et l'OIF.

Le président de l'ANQ a aussi rencontré la délégation marocaine composée de M. Mohamed Ghayate, député à la Chambre des représentants, et de M^{me} Amal El Amri, députée à la Chambre des conseillers. Ils ont réaffirmé leur intérêt à collaborer plus étroitement via la Commission permanente interparlementaire Maroc-Québec.

STATISTIQUES

55

participant·es et
participants

17

parlements
représentés

2

experts entendus

SUIVIS

La Commission politique se réunira la prochaine fois dans le cadre de la 47^e Session de l'APF qui se déroulera à Kigali, au Rwanda, du 5 au 9 juillet 2022. Le Groupe de travail sur la révision des Statuts de l'APF présentera au Bureau de l'APF, le 5 juillet prochain, une première version des Statuts révisés.



DÉPENSES

Transport	5 874,37 \$
Restauration	14 379,38 \$
Hébergement	0,00 \$
Interprétation	0,00 \$
Visite de terrain	730,80 \$
Divers	970,00 \$
TOTAL	21 954,55 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



30^E SESSION DU COMITÉ MIXTE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC/PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec la Fédération Wallonie-
Bruxelles (DANRFWB)
Bruxelles, Belgique
16 au 19 mai 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Luc Provençal (Beauce-Nord)
- M. David Birnbaum (D'Arcy-McGee)
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M. Pascal Beausoleil, directeur adjoint du cabinet du président
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

DÉLÉGATION BELGE

- M. Rudy Demotte, président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (PFWB)
- M. Laurent Devin (Soignies-La Louvière)
- M^{me} Gwenaëlle Grovonijs (Namur)
- M. Olivier Maroy (Nivelles)
- M. Gaëtan Van Goidsenhoven (Bruxelles)
- M. Pierre-Yves Lux (Bruxelles)
- M. Jori Dupont (Tournai-Ath-Mouscron)
- M. André Antoine (Nivelles)

- M. Xavier Baeselen, secrétaire général
- Secrétaire administrative
- Premier conseiller

CONTEXTE

Les réunions annuelles se tiennent en alternance au Québec et en Belgique. La dernière réunion a eu lieu à Québec du 21 au 24 octobre 2019. Les séances de travail avaient porté sur les thèmes suivants : l'actualité politique et parlementaire, la liberté de presse et la protection des sources ainsi que l'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Discuter de **l'actualité politique et parlementaire** en Belgique et au Québec.

- En amont de la séance de travail, la délégation québécoise a eu l'occasion de s'entretenir avec le président du PFWB.
- Lors de la séance de travail, les parlementaires québécois ont présenté certains projets de loi adoptés et dossiers d'importance traités au cours de la dernière année. Un portrait de l'échiquier politique belge et de ses changements a été présenté par le président du PFWB. Plusieurs autres thèmes d'actualité ont été abordés tels que la façon dont les parlements ont légiféré pendant la pandémie de COVID-19 au moyen de pouvoirs spéciaux (loi d'habilitation) ou par décrets ainsi que sur les plans de relance. Les séquelles permanentes de la pandémie à prévoir sur la jeunesse, les conséquences de la crise ukrainienne, ainsi que l'accueil des migrants, ont alimenté les discussions.

Échanger sur la **démocratie participative**

- Les parlementaires belges et québécois ont échangé avec M. Frédéric Bouhon, professeur de droit à l'Université de Liège et M^{me} Léna Geron, doctorante au Centre de Droit public et constitutionnel et des droits de l'Homme-Uliège. Tout d'abord, une présentation sur la notion de confiance envers les assemblées élues ainsi que sur les possibilités et limites juridiques liées à la tenue de consultation populaire a été faite. Il s'en est suivi d'une présentation des différents outils délibératifs mis en place en Belgique tels que les commissions délibératives et dialogues citoyens. Les échanges entre parlementaires ont permis de faire ressortir les différences entre nos systèmes politiques et notre culture parlementaire. À titre d'exemple, la complexité du système politique belge qui semble parfois constituer un obstacle au citoyen qui souhaite s'impliquer.
- Certaines initiatives québécoises et belges ont été présentées par les parlementaires. Du côté québécois, il s'agissait de la consultation de la Table citoyenne ainsi que le pavillon d'accueil. Du côté belge, les commissions délibératives au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que les commissions participatives au Parlement de Wallonie.

Partager sur les **impacts psychosociaux de la pandémie de COVID-19 sur la jeunesse**

- En première partie de la séance de travail, les parlementaires belges et québécois ont entendu M^{me} Marie-Pierre Van Dooren, directrice à la Fédération Infor Jeunes Wallonie – Bruxelles, qui a présenté l'association qui se veut un réseau d'information permettant aux jeunes d'apprendre le monde qui l'entoure, à connaître ses droits et ses devoirs et ayant comme objectif de favoriser le développement d'une citoyenneté critique, active, responsable et solidaire (CRACS), principalement chez les jeunes de 12 à 26 ans. Une présentation des différentes problématiques rencontrées par les jeunes depuis le début de la pandémie a été faite.

Par la suite, M. Benoît Galand, professeur en sciences de l'éducation à l'Université catholique de Louvain (UCL) et M^{me} Ariane Baye, chargée de cours à l'Université de Liège ont présenté les résultats de deux sondages « Bien-être et motivation des élèves du secondaire – rentrée post-confinement » réalisés en ligne en juin et septembre 2020.

Les échanges qui en ont suivi ont permis de se rendre compte que la perception québécoise des impacts psychosociaux sur la jeunesse semble quelque peu différente de ce qui a été présenté par les experts belges, probablement du fait que les enquêtes ont été menées en 2020. Une nouvelle enquête est en cours et apportera certainement un éclairage actualisé. Les discussions ont fait ressortir plusieurs points à analyser pour l'avenir, tels que l'importance : d'évaluer ce qui s'est passé afin de mieux intervenir dans le futur, du soutien social des enseignants, des écoles comme milieux de vie pour les jeunes, d'avoir un œil sur les secteurs les plus vulnérables et d'orienter les politiques publiques là où sont les besoins.

- Lors de la seconde partie de la séance de travail, les parlementaires se sont entretenus avec M. Simone Marchini, psychiatre et M^{me} Véronique Delvenne, cheffe de service en pédopsychiatrie à l'hôpital universitaire des Enfants Reine Fabiola, qui ont présenté une étude prospective longitudinale qui s'est déroulée en deux temps en 2020 sur les réseaux sociaux. L'émergence des besoins en santé mentale a été étudiée en lien avec les capacités de résilience, la solitude et les contacts sociaux.

La présentation de l'étude a fait ressortir les similitudes avec la vision québécoise des besoins en santé mentale. Des échanges ont suivi sur l'influence des réseaux sociaux et le sentiment d'appartenance à un groupe, l'importance d'orienter les politiques publiques vers la prévention précoce et la création souhaitable d'équipes pluridisciplinaires pour détecter rapidement les problématiques.

AUTRE RÉSULTAT

La délégation québécoise a participé à la remise des prix du Parlement des enfants.

SUIVI

La 31^e session du Comité mixte Assemblée nationale du Québec/Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles aura lieu à Québec, à une date à déterminer.

DÉPENSES

FRANÇOIS PARADIS (LÉVIS) PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Transport	1 454,69 \$
Repas	283,28 \$
Hébergement	0,00 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	246,10 \$
Sous-total	1 984,07 \$

DAVID BIRNBAUM (D'ARCY-MCGEE)

Transport	1 237,29 \$
Repas	260,13 \$
Hébergement	0,00 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	246,10 \$
Sous-total	1 743,52 \$

LUC PROVENÇAL (BEAUCE-NORD)

Transport	1 628,14 \$
Repas	337,68 \$
Hébergement	0,00 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	246,10 \$
Sous-total	2 211,92 \$

SIEGFRIED PETERS, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Transport	1 607,28 \$
Repas	218,63 \$
Hébergement	0,00 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	246,10 \$
Sous-total	2 072,01 \$

PASCAL BEAUSOLEIL, DIRECTEUR ADJOINT, CABINET DU PRÉSIDENT

Transport	1 409,44 \$
Repas	283,28 \$
Hébergement	0,00 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	246,10 \$
Sous-total	1 938,82 \$

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 313,68 \$
Repas	273,03 \$
Hébergement	0,00 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	246,10 \$
Sous-total	1 832,81 \$

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	731,53 \$
Sous-total	731,53 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	8 650,52 \$
Repas	1 656,03 \$
Hébergement	0,00 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	1 476,60 \$
Autres frais	731,53 \$

TOTAL	12 514,68 \$
--------------	---------------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF ET RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE DE LA *NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES*

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Seattle, Washington
18-21 mai 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la DANRÉU et représentant de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) au sein du Comité exécutif de la *National Conference of State Legislatures* (NCSL)
- M. Sylvain Gaudreault (Jonquière), représentant de l'ANQ au Groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique de la NCSL
- Secrétaire administrative de la DANRÉU

CONTEXTE

L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) participe à cette activité à titre de membre international affilié à la NCSL, une organisation interparlementaire américaine réunissant des parlementaires des 50 États et des territoires américains.

Depuis août 2005, l'ANQ occupe un poste sans droit de vote au comité exécutif de la NCSL, devenant ainsi le premier membre international affilié à siéger à cette instance.

Le comité exécutif de la NCSL s'est tenu à Seattle, Washington. Le groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique, auquel participe également l'ANQ, s'est réuni en amont de l'événement.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Prendre part aux différentes visites de terrain et séances du groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique et se tenir au fait des enjeux actuels en matière d'énergie dans la région.

- À l'occasion des visites de terrain, les députés de l'ANQ ont pu découvrir différents sites de la région de Seattle qui favorisent les innovations en matière d'approvisionnement énergétique. Les installations du *Snohomish Public Utilities District Arlington Microgrid and Clean Energy Center* représentent la plus importante installation solaire communautaire de l'État de Washington. Ce projet démontre comment les énergies renouvelables et le stockage d'énergie par batterie permettent d'augmenter la résilience du réseau, en plus de pouvoir opérer de façon indépendante en cas de désastre. Ce centre étudie également les nouvelles possibilités en matière de transmission de l'énergie des véhicules électriques vers le réseau. Les députés québécois ont également pu visiter le *Bullit Center*, l'un des édifices verts « zéro émission » les plus innovateurs en Amérique du Nord, qui vise à éduquer le public en matière de construction verte et de développement urbain durable.
- Dans le cadre des travaux du groupe de travail, une séance a porté sur la mise en place de législations au sein de plusieurs États américains, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'État de Washington a présenté les démarches en cours afin d'implanter son propre marché du carbone qui doit entrer en vigueur en 2023. Les députés québécois ont ainsi pu échanger avec le sénateur et président de la Commission de l'Environnement, de l'Énergie et des Technologies de l'État de Washington, M. Reuven Carlyle, concernant l'intérêt de l'État de Washington de se joindre au marché du carbone de la *Western Climate Initiative (WCI)*, auquel participe le Québec et la Californie. Il a également été question des opportunités et des défis de l'exploitation de l'hydrogène dans le secteur de l'énergie et des transports.
- Finalement, dans le cadre d'un tour de table, les députés québécois ont présenté les derniers développements en matière d'énergie au Québec, notamment l'adoption de la Loi visant à mettre fin à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités, la première Stratégie sur l'hydrogène vert et les bioénergies, les contrats d'exportations d'hydro-électricité aux États-Unis, l'électrification des transports et le développement de l'industrie des batteries pour les véhicules électriques.

Prendre part aux réunions de planification stratégique de l'organisation.

- Le député québécois a assisté à la réunion du sous-comité sur le budget, les finances et la réglementation et à celle du sous-comité sur les institutions législatives. Il a notamment été question de la création d'une politique visant à gérer un fonds de réserve pour l'organisation. Enfin, il a assisté à la réunion du comité exécutif où il a pu prendre connaissance du rapport du directeur exécutif et des rapports des divers sous-comités s'étant réunis au cours de la fin de semaine.

Renforcer le réseau de contacts privilégiés de l'ANQ avec les parlementaires et les membres du personnel administratif siégeant au comité exécutif de la NCSL ainsi qu'avec le personnel-cadre de cette organisation.

- Les membres de la délégation québécoise se sont entretenus avec les membres du bureau de direction de la NCSL. Il a notamment été question de l'intérêt de l'Assemblée nationale d'accueillir la réunion du comité exécutif de l'organisation au printemps 2024, en remplacement de la réunion initialement prévue en 2020, laquelle n'avait pas pu se tenir à Québec en raison de la pandémie de Covid-19.

STATISTIQUES



SUIVIS

L'Assemblée nationale assurera les suivis concernant le renouvellement de sa candidature à titre de membre international affilié du Comité exécutif pour l'année 2022-2023, en prévision de la prochaine réunion qui se tiendra lors de l'Assemblée annuelle de la NCSL, en juillet 2022, à Denver.

DÉPENSES

MATHIEU LEMAY (MASSON) VICE PRÉSIDENT DE LA DANREU

Transport	1 706,94 \$
Repas	380,60 \$
Hébergement	1 788,80 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	197,55 \$

Sous-total 4 073,89 \$

SYLVAIN GAUDREULT (JONQUIÈRE)

Transport	1 478,81 \$
Repas	248,85 \$
Hébergement	957,41 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	65,13 \$

Sous-total 2 750,20 \$

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 421,70 \$
Repas	344,91 \$
Hébergement	1 779,68 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	233,55 \$

Sous-total 3 779,84 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	4 607,45 \$
Repas	974,36 \$
Hébergement	4 525,89 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	496,23 \$
Autres frais	0,00 \$

TOTAL	10 603,93 \$
--------------	---------------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



RÉUNION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(mise à jour : 2022-06-14)

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Bruxelles, Belgique
23 au 25 mai 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Geneviève Hébert (Saint-François), rapporteure de la Commission des affaires parlementaires de l'APF
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

AUTRES PARTICIPANTS

- M. Rudy Demotte, président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- M. Matthieu Daele, président de la section belge de l'APF
- M. Joël Godin, président de la Commission des affaires parlementaires de l'APF et membre de la section canadienne de l'APF
- M. Damien Cesselin, secrétaire général administratif de l'APF
- M. Xavier Baeselen, secrétaire général du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Autres membres de la Commission des affaires parlementaires de l'APF

CONTEXTE

La Commission des affaires parlementaires est l'une des quatre commissions permanentes de l'APF, lesquelles se réunissent habituellement deux fois par année.

La Commission des affaires parlementaires a pour fonction d'examiner les questions parlementaires d'intérêt commun entre les membres de l'APF, les orientations générales de la coopération interparlementaire, les questions juridiques dans l'espace francophone, les droits et libertés et le développement de la démocratie. La section du Québec y occupe un poste de rapporteure.

La Commission des affaires parlementaires se réunissait en présentiel pour la première fois depuis 2019. Des réunions en format virtuel ont toutefois été organisées pendant cette période.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présenter la version finale du rapport « Ouverture des parlements : observations sur les bonnes pratiques des parlements francophones pour un rapprochement des institutions et des populations ».

- Depuis 2019, la rapporteure de la section du Québec travaillait sur le thème de l'ouverture des parlements. Après avoir consulté les membres de la Commission à deux reprises, transmis un questionnaire aux sections de l'APF et produit une revue de littérature, la section du Québec a présenté son rapport final dans un nouveau format visuel en couleur agréable à consulter et à lire.
- L'objectif du rapport était de cibler les défis auxquels font face les parlements pour se rapprocher de la population et de recenser des exemples de bonnes pratiques au sein de l'espace francophone en matière d'ouverture des parlements aux citoyennes et citoyens.
- Le rapport a été adopté par les membres de la Commission et la rapporteure québécoise a annoncé qu'elle souhaitait proposer, pour la prochaine réunion prévue en juillet en amont de l'Assemblée plénière de l'APF, un projet de résolution en lien avec l'ouverture des parlements.

Présenter, conjointement avec la représentante de la section belge, le nouveau thème de travail des sections québécoise et belge, à savoir les effets de la désinformation sur les parlements.

- La section québécoise et la section belge ont proposé, lors de la dernière réunion de la Commission, d'étudier conjointement la thématique de la désinformation et de ses effets au sein des parlements de l'espace francophone. Les rapporteures québécoise et belge ont ainsi présenté à Bruxelles les objectifs pour

ce rapport conjoint. Elles ont indiqué que ce thème d'étude visait essentiellement à comprendre le phénomène en contexte parlementaire et à identifier des pistes de solutions pour renforcer la confiance des populations envers les élu(e)s. La rapporteure de la section du Québec a également mentionné sa volonté de collaborer avec le Réseau francophone international en conseil scientifique. Il a également été proposé d'intégrer au futur rapport les résolutions qu'adopteront les participantes et participants du Parlement francophone des jeunes qui aura lieu en juillet et pour lequel la thématique de la désinformation a notamment été retenue.

- À la suite de la prise de parole des deux rapporteures, les membres de la Commission ont d'ailleurs pu entendre le professeur Mathieu Ouimet (Université Laval) expliquer le projet d'étude « Infrastructures et mécanismes institutionnels pour l'utilisation de l'information scientifique dans les parlements », un projet visant justement à contrer la désinformation et à favoriser la diffusion des données scientifiques en contexte parlementaire.

Participer aux discussions sur les autres sujets à l'ordre du jour et faire le suivi des travaux de la Commission.

- Plusieurs autres points étaient à l'ordre du jour de la réunion. Les membres ont notamment discuté de l'avancement de la révision des statuts de l'APF et des impacts pour la Commission des affaires parlementaires, se sont exprimés sur le projet de cadre stratégique 2023-2026 de l'APF, ont approuvé le projet d'accord-cadre avec la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, ont fait un suivi du partenariat avec le Réseau francophone d'éthique et de déontologie parlementaire et ont échangé sur le bilan des actions de coopération menées par l'APF au cours des derniers mois.
- Les membres de la Commission ont également pu auditionner plusieurs expertes et experts, dont le directeur des affaires politiques et de la gouvernance de l'Organisation internationale de la Francophonie, des représentants du Conseil d'État et de la Cour des comptes de Belgique, ainsi que le directeur de la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg.

AUTRES RÉSULTATS

La nouvelle présentation visuelle du rapport final sur l'ouverture des parlements proposée par la rapporteure québécoise a reçu un accueil très positif de la part des membres de la Commission, mais également des représentants du secrétariat de l'APF. La section québécoise souhaite ainsi pouvoir reprendre cette facture visuelle pour ces prochains rapports.

Il a été convenu que le rapport soit à nouveau diffusé lors de la prochaine réunion de la Commission des affaires parlementaires à Kigali (Rwanda) en juillet 2022, en amont

de l'Assemblée plénière de l'APF, afin d'assurer une plus grande diffusion du document.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine réunion de la Commission des affaires parlementaires de l'APF aura lieu à Kigali (Rwanda) en juillet 2022, en amont de l'Assemblée plénière de l'APF.

Suivant le dépôt de son rapport sur l'ouverture des parlements, la section québécoise y présentera un projet de résolution sur l'ouverture et la transparence des parlements afin de favoriser le rapprochement des institutions et des populations.

En collaboration avec la section belge, la section québécoise proposera à la prochaine réunion un atelier participatif sur la désinformation dans les parlements afin de recueillir l'expérience des parlementaires.

DÉPENSES

GENEVIÈVE HÉBERT (SAINT FRANÇOIS) RAPPORTEURE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES DE L'APF

Transport	1 852,24 \$
Repas	328,92 \$
Hébergement	861,42 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	197,44 \$
Sous-total	3 240,02 \$

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	2 224,91 \$
Repas	351,07 \$
Hébergement	861,42 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	197,44 \$
Sous-total	3 634,84 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	4 077,15 \$
Repas	679,99 \$
Hébergement	1 722,84 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	394,88 \$
TOTAL	6 874,86 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



13^e Session de la Commission parlementaire mixte Bavière- Québec

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec la Bavière (DANRBA)
Munich, Allemagne
26 au 29 juin 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec
- M. Simon Allaire, député (Maskinongé)
- M^{me} Nancy Guillemette, députée (Roberval)
- M^{me} Lise Thériault, députée (Anjou-Louis-Riel)
- M. Sylvain Gaudreault, député (Jonquière)
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M. Pascal Beausoleil, directeur adjoint du cabinet du président
- Chef d'équipe des affaires multilatérales et de la coopération

CONTEXTE

La 12^e Session de la Commission parlementaire mixte Bavière-Québec a eu lieu à Québec, du 17 au 20 novembre 2019. Compte tenu du contexte sanitaire mondial, la 13^e Session de la Commission a été reportée à deux reprises.

Toutefois, jusqu'à ce que la situation sanitaire mondiale permette la tenue de la 13^e Session en personne à Munich, les deux parlements ont convenu d'organiser deux réunions intersessionnelles en visioconférence. La première a été réalisée le 3 mai 2021 et portait sur le thème suivant : état de la recherche en matière d'intelligence artificielle : défis éthiques et encadrement législatif. La deuxième réunion virtuelle s'est tenue le 8 novembre 2021 sur le thème suivant : le développement de la filière de l'hydrogène vert au Québec et en Bavière.

Dans le cadre de la 13^e Session de la Commission parlementaire mixte, il a été convenu d'approfondir l'étude des deux thèmes abordés lors des deux réunions intersessionnelles, en plus du stockage d'énergie et des batteries.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Assister et prendre part activement à la séance de travail sur les infrastructures d'hydrogène en Allemagne.

- La délégation québécoise a assisté à une présentation du Dr. Alexander Martin, directeur de l'Institut Fraunhofer des circuits intégrés, sur les infrastructures d'hydrogène en Allemagne et en Bavière. Les parlementaires ont ainsi pu en apprendre davantage sur les enjeux et les défis relatifs au développement de cette filière, notamment en ce qui a trait au transport de cette ressource stratégique. Ils ont également pu échanger avec le Dr. Martin et les parlementaires bavarois présents lors d'une période de questions et réponses. La sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Allemagne dans le contexte de la guerre en Ukraine, ainsi que les enjeux relatifs aux changements climatiques, ont constitué la trame de fond des discussions entre les parlementaires et l'expert.

Prendre part à une visite terrain au Centre de recherche BMW en matière de batteries.

- En lien avec le thème portant sur la recherche en matière de stockage d'énergie, la délégation québécoise a pu visiter le centre de recherche de BMW sur le développement et la production des batteries. La visite, animée par des experts du centre de recherche, a permis aux parlementaires québécois de s'enquérir des principales étapes menant à la conception et à la production des batteries. Ils ont également pu être mis au fait des innovations récentes de BMW en la matière.

Participer à une visite terrain de l'Institut Fraunhofer sur les systèmes cognitifs.

- Portant sur le thème de l'intelligence artificielle et de la transformation numérique, la délégation québécoise a pu visiter les locaux de l'Institut Fraunhofer sur les systèmes cognitifs, en plus d'assister à une série de présentations sur divers domaines où l'intelligence artificielle joue un rôle déterminant. Ces présentations, données par des experts dans le domaine, ont permis aux parlementaires québécois de constater concrètement comment l'intelligence artificielle se déploie dans divers secteurs de nos vies, en plus de bénéficier d'une analyse prospective des développements futurs dans le domaine.

Assister et prendre part activement à la séance de travail portant sur l'intelligence artificielle et la robotique.

- La délégation québécoise a pu assister à une présentation du Dr. Sami Haddadin, expert de l'École de robotique de l'Université technique de Munich, portant sur le déploiement de la robotique et de l'intelligence artificielle dans divers secteurs. Cette présentation a permis aux parlementaires de mieux saisir la synergie entre la robotique de l'IA, en plus de leur permettre d'anticiper les développements et défis futurs en la matière. Une période de questions et réponses était prévue à la fin, ce qui a permis aux parlementaires québécois d'échanger avec leurs homologues bavarois et avec l'expert invité.

SUIVIS

La 14^e Session de la Commission parlementaire mixte Bavière-Québec se tiendra à Québec. Les dates ne sont toujours pas connues. Sachant que des élections se tiendront en Bavière à l'automne 2023, la 14^e Session se tiendra vraisemblablement en 2024. Entretemps, les deux parlements comptent poursuivre leur collaboration en organisant une réunion intersessionnelle en 2023.

DÉPENSES

FRANÇOIS PARADIS (LÉVIS) PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Transport	2 268,41 \$
Repas	472,27 \$
Hébergement	2 583,78 \$*
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	344,34 \$
Sous-total	5 668,80 \$

*Les frais d'hébergement incluent les journées de transit entre la mission à Munich et celle à Kigali, où le président devait se rendre pour prendre part à la 47^e Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

SIMON ALLAIRE (MASKINONGÉ)

Transport	2 858,03 \$
Repas	175,45 \$
Hébergement	853,50 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	170,10 \$
Sous-total	4 057,08 \$

NANCY GUILLEMETTE (ROBERVAL)

Transport	3 450,65 \$
Repas	108,80 \$
Hébergement	853,50 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	170,10 \$
Sous-total	4 583,05 \$

LISE THÉRIAULT (ANJOU-LOUIS-RIEL)

Transport	2 693,88 \$
Repas	108,80 \$
Hébergement	853,50 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	170,10 \$

Sous-total	3 826,28 \$
-------------------	--------------------

SYLVAIN GAUDREAU (JONQUIÈRE)

Transport	3 720,43 \$
Repas	130,95 \$
Hébergement	853,50 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	170,10 \$

Sous-total	4 874,98 \$
-------------------	--------------------

SIEGFRIED PETERS, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Transport	2 852,09 \$
Repas	136,60 \$
Hébergement	853,50 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	170,10 \$

Sous-total	4 012,29 \$
-------------------	--------------------

PASCAL BEAUSOLEIL, DIRECTEUR ADJOINT, CABINET DU PRÉSIDENT

Transport	2 229,34 \$
Repas	472,27 \$
Hébergement	1 802,88 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	344,34 \$
Sous-total	4 848,83 \$

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	2 324,38 \$
Repas	108,80 \$
Hébergement	853,50 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	170,10 \$
Sous-total	3 456,78 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	22 397,21 \$
Repas	1 713,94 \$
Hébergement	9 507,66 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	1 709,28 \$
Autres frais	0,00 \$
TOTAL	35 328,09 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



SYMPOSIUM DES LEADERS PARLEMENTAIRES DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Québec
28 juin au 1^{er} juillet 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la DANRÉU et représentant de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) au comité exécutif de la *National Conference of State Legislatures* (NCSL)
- M^{me} Joëlle Boutin (Jean-Talon), représentante de l'ANQ au comité exécutif du *Council of State Governments* (CSG) et de l'*Eastern Regional Conference* (ERC)
- M. Guy Ouellette (Chomedey)
- Directrice des relations interparlementaires et internationales et du protocole
- Cheffe du protocole
- Conseillère au protocole
- Secrétaire administrative de la DANRÉU

CONTEXTE

Du 28 juin au 1^{er} juillet 2022, l'ANQ a accueilli le Symposium des leaders parlementaires de la NCSL pour une seconde fois. L'ANQ avait également accueilli une édition de cette activité en septembre 2015.

Ce Symposium, qui se déroule généralement deux fois par année, rassemble une cinquantaine de délégués dont les présidents de chambre et autres leaders des assemblées législatives américaines. Il a pour but de leur offrir la possibilité d'être inspirés par des conférenciers de haute renommée issus de divers domaines. Axé sur le leadership et les grands enjeux économiques, politiques et scientifiques, cet événement constitue une occasion concrète de développement professionnel et de réseautage pour les leaders parlementaires américains.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Faire connaître aux législateurs américains la réalité et l'expertise québécoises et ainsi contribuer au rayonnement de l'ANQ et du Québec aux États-Unis.

- La NCSL ayant offert à l'ANQ la possibilité de contribuer aux choix des thèmes et des conférenciers, cela a représenté une occasion privilégiée de discuter d'enjeux stratégiques pour le Québec et de mettre en lumière des personnalités québécoises de haut niveau. Ainsi, les parlementaires américains ont eu l'occasion d'entendre le professeur de science politique D^r Éric Duchesne concernant les enjeux actuels de la frontière canado-américaine, ainsi que le chercheur et commentateur D^r Rafael Jacob concernant les prochaines élections américaines et la perspective québécoise quant à la scène politique américaine. M^{me} Anne-Marie Hubert, experte du leadership au féminin pour EY Canada, a par ailleurs présenté le secteur de l'intelligence artificielle québécoise et la plaque tournante que représente Montréal dans ce secteur.
- La ministre des Relations internationales et de la Francophonie, M^{me} Nadine Girault, a pris la parole lors de l'événement afin de souligner l'importance des relations entre le Québec et les États-Unis.

Approfondir l'étude de certains sujets d'intérêt et rester à l'affût des enjeux qui concernent les États américains.

- Plusieurs conférenciers américains de haut niveau ont également donné une conférence. Parmi ceux-ci, l'expert du langage corporel Mark Bowden, le directeur du Centre de sondages de l'Université du New Hampshire, D^r Andrew Smith, le professeur en neurosciences et auteur, D^r John Médina, et la fondatrice de *Smart Incentives*, D^{re} Ellen Harpel.

Renforcer le réseau de contacts privilégiés de l'ANQ avec les parlementaires américains, les membres du comité exécutif et le personnel-cadre de la NCSL.

- Cet accueil a contribué à rejoindre l'un des objectifs attendus de la DANREU pour la 42^e législature quant à son positionnement stratégique au sein de la NCSL.

- Les membres de la délégation québécoise ont pu s’entretenir avec les membres du comité exécutif de la NCSL ainsi que plusieurs membres du bureau de direction de la NCSL. Plusieurs des contacts établis faciliteront, à terme, une participation accrue de l’ANQ aux instances décisionnelles de l’organisation.
- Il s’agissait d’une occasion unique pour les parlementaires québécois de s’entretenir et de tisser des liens avec leurs homologues de plusieurs États américains détenant des postes de leadership.

AUTRES RÉSULTATS

En plus de procurer une belle visibilité pour l’ANQ et la ville de Québec, cet accueil a eu des retombées économiques positives pour l’industrie touristique de la région.

STATISTIQUES



DÉPENSES

Transport	10 651,98 \$
Restauration	40 125,65 \$
Hébergement	0,00 \$
Interprétation	0,00 \$
Visite de terrain	4 724,65 \$
Divers	3 381,18 \$
TOTAL	58 883,46 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



47^e Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Kigali, Rwanda
5 au 10 juillet 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et vice-président de l'APF
- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'ANQ, présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- M^{me} Geneviève Hébert, députée de Saint-François, rapporteure à la Commission des affaires parlementaires
- M. Joël Arseneau, député des Îles-de-la-Madeleine, vice-président et rapporteur à la Commission de la coopération et du développement
- M. François Arsenault, secrétaire général adjoint aux affaires parlementaires
- M. Pascal Beausoleil, directeur adjoint, cabinet du président de l'ANQ
- Conseillères en relations interparlementaires et internationales

CONTEXTE

L'APF tient chaque année une session. La dernière qui s'est tenue en présentiel a eu lieu en 2019 à Abidjan, en Côte-d'Ivoire. Une autre session s'est déroulée en format virtuel en janvier 2021.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

S'investir dans le renforcement de l'APF en appuyant les demandes de changements de statuts ainsi que les demandes d'adhésion à l'organisation.

- Les membres du Bureau ont approuvé la demande de changement de statut de la section du Kosovo, qui est donc passée d'observatrice à section associée. L'adhésion de la section du Monténégro à titre de section associée a aussi été approuvée. De plus, le Secrétariat a mentionné que l'Ukraine avait transmis une correspondance officielle faisant part de son intérêt à entamer les démarches pour intégrer l'organisation. Le nombre de sections membres de l'APF est maintenant de 91.

Présenter le rapport d'activité de la Région Amérique en remplacement du chargé de mission.

- Le président de l'ANQ a remplacé le chargé de mission pour l'ensemble de cette activité. À ce titre, il a présenté lors de la Plénière le rapport d'activité de la Région Amérique. Le rapport présentait les activités tenues depuis le dernier Bureau de l'APF, en janvier dernier.

Assurer la présidence du Réseau des femmes parlementaires, assumée par la section du Québec, et présenter le rapport d'activité de la dernière année.

- La vice-présidente de l'ANQ a présidé l'ensemble des travaux du Réseau des femmes qui s'est réuni le 6 juillet. Elle a fait état des activités qui se sont tenues depuis la réunion intersessionnelle du Réseau en avril 2022. Elle a également rappelé que plusieurs séminaires sont prévus à l'automne dans certaines des sections qui en ont fait la demande et qui ont été sélectionnées.
- Le 20^e anniversaire du Réseau a été souligné lors de la rencontre, notamment par la remise de l'Ordre de la Pléiade aux anciennes présidentes. M^{me} Gaudreault a reçu l'ordre d'Officier.

Présenter les rapports d'étude et les projets de résolution des thématiques étudiées par la section du Québec.

- La présidente du Réseau des femmes a présenté le projet de résolution sur la politique-cadre pour prévenir et gérer le harcèlement. Elle a rappelé qu'un groupe de travail a été formé avec des représentantes de chacune des régions de l'APF afin de rédiger le document. Le Secrétariat de l'APF a informé les sections qu'elles peuvent solliciter des séminaires sur ce dernier. Le projet de résolution incite tous les parlements à se doter de leur propre politique contre le

harcèlement et à y attacher une campagne de prévention et de sensibilisation. Il demande aussi à l'APF de se doter de sa propre politique, applicable au Secrétariat et à ses activités.

- Le président de l'ANQ et vice-président de l'APF, agissant en remplacement du chargé de mission, a présenté la résolution adoptée lors de la Conférence des présidences de section de la Région Amérique tenue le 4 avril dernier. Elle portait sur la situation en Haïti, où le parlement est tombé caduc dû à l'incapacité de tenir des élections, mais dont la section accumule des arriérés de cotisations. Cette résolution a suscité des échanges entre les membres du Bureau, qui soulignaient la nécessité de trouver un équilibre entre la solidarité pour ce type de situation et le besoin de l'APF de recueillir du financement. Il a donc été convenu que le Trésorier allait établir un mécanisme d'échanges entre les régions de l'APF pour partager les pratiques sur cette question. L'utilisation potentielle du Fonds de solidarité pour rembourser les arriérés des sections a également été abordée. Un suivi sera effectué au Bureau de janvier 2023.
- La rapporteure à la Commission des affaires parlementaires a fait adopter un projet de résolution sur l'ouverture des parlements. Cette résolution invite notamment les parlements de l'APF à réfléchir aux mesures et aux outils à mettre en place pour favoriser un rapprochement entre les institutions et les populations. Il propose aussi à l'APF de considérer la possibilité de développer des critères d'évaluation d'ouverture des parlements francophones. Dans le cadre du projet de rapport sur la désinformation, les représentantes du Québec et de la Belgique ont mené un atelier de consultation auprès des membres de la Commission afin de les entendre sur les effets de la désinformation sur les personnes élues, les parlements, les processus électoraux et les citoyennes et citoyens.
- Le président de l'ANQ, agissant en remplacement du vice-président de la Commission politique, a présenté un projet de résolution portant sur l'impact de l'intelligence artificielle sur la démocratie, l'État de droit et les droits humains afin de clore l'étude de cette thématique.
- La vice-présidente de l'ANQ, en remplacement de sa collègue, a présenté à la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles le suivi de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005. Elle a également fait adopter une résolution sur le décrochage scolaire qui souligne l'importance pour les gouvernements francophones de tenir une analyse différenciée selon les sexes pour lutter contre le décrochage scolaire. La résolution encourage aussi les membres de l'APF à promouvoir une éducation inclusive et sensible au genre.
- Le vice-président et le rapporteur de la Commission de la coopération et du développement a présenté son rapport sur la transition énergétique. Il a également fait adopter en Plénière sa résolution sur la vitalité des territoires ruraux. La résolution incite les parlementaires francophones à légiférer et à mettre en place des fonds, des programmes ainsi que des politiques favorables à un développement rural durable.

Faire adopter le projet de politique-cadre pour prévenir et gérer le harcèlement au sein des parlements francophones.

- La présidente du Réseau des femmes est intervenue à différentes reprises afin de présenter la politique-cadre. En premier lieu, elle s'est adressée aux membres du Bureau afin de leur faire état de l'avancement du mandat qu'ils lui avaient donné lors du Bureau de Dakar en janvier 2020. En second lieu, elle a pris la parole lors de la réunion du Réseau des femmes afin de présenter cet outil à toutes les membres et de leur rappeler la possibilité de déposer une demande d'appui à l'APF pour tenir un séminaire sur le sujet. Finalement, pendant la Plénière, la présidente a rappelé le processus ayant mené à l'adoption de ce document et d'inciter ses collègues parlementaires à faire cheminer cet enjeu au sein de leurs institutions.

Présenter des candidatures pour les postes de responsabilité occupés par la section du Québec.

- Cette 47^e Session de l'APF était l'occasion de tenir des élections pour le mandat 2022-2024. L'ensemble des postes détenus par la section du Québec au sein des commissions ont été renouvelés. Le mandat à la tête du Réseau des femmes parlementaires a été renouvelé pour 2 ans. Un poste de rapporteur a été acquis au sein du Réseau des jeunes parlementaires. Finalement, la section du Québec conserve un poste de vice-président au Bureau de l'APF.

Faire valoir les priorités de la section du Québec pour le prochain cadre stratégique de l'APF 2023-2026.

- Le président de l'ANQ a pris la parole afin de partager les éléments qui devraient être priorisés selon la section du Québec. D'une part, il a mentionné que l'APF devait s'assurer de valoriser les actions concrètes qu'elle met en œuvre pour les parlements et les citoyennes et citoyens et viser à se rapprocher des populations, notamment par une amélioration et une vulgarisation des communications. D'autre part, il a rappelé l'importance d'améliorer la performance organisationnelle et la transparence, la saine gouvernance et l'utilisation efficace des fonds.

Échanger avec la Secrétaire générale de la Francophonie, M^{me} Louise Mushikiwabo, sur les principaux enjeux tenant à cœur la section du Québec.

- Le président de l'ANQ a remercié M^{me} Mushikiwabo pour l'information fournie sur la perspective de l'OIF sur certaines des situations politiques préoccupantes dans l'espace francophone. Il l'a questionné sur la tenue du prochain Sommet de la Francophonie, en novembre en Tunisie, alors que le parlement a été dissout par le président et que les élections législatives ne sont prévues que pour le 17 décembre.

- Pendant la séance plénière, la présidente du Réseau des femmes parlementaires a demandé à la Secrétaire générale où en était l'avancement du prochain cadre stratégique sur les enjeux liés à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes et des filles. En raison d'un conflit d'horaire, l'entretien qui devait avoir lieu entre les deux femmes a dû être reporté et se tiendra probablement de manière virtuelle dans les prochaines semaines.

Faire la promotion des activités de coopération de l'Assemblée nationale du Québec.

- La présidente du Réseau des femmes parlementaires a présenté aux élues l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones, organisé en collaboration avec l'École nationale d'administration publique et notamment financé par l'APF. Elle a invité les élues à s'inscrire à la prochaine édition qui aura possiblement lieu en novembre ou décembre 2022.
- Le président de l'ANQ a rencontré le président de l'Assemblée nationale du Bénin. Ils ont discuté de la mise en place d'un projet de coopération entre les deux parlements, qui partagent une longue histoire de collaboration. Le représentant béninois a notamment fait part de son intérêt pour le e-parlement, les technologies pour les travaux parlementaires hybrides ainsi que pour les outils et les moyens de rapprochement du parlement et des citoyennes et citoyens. Il a été convenu que les équipes administratives demeurent en contact afin d'établir un portrait plus complet des besoins du parlement béninois et de débiter les démarches pour mettre en branle le projet.
- Le président de l'ANQ a également tenu une rencontre bilatérale avec le 2^e vice-président de l'Assemblée nationale du Gabon, M. Albert Richard Royenbo. Cet entretien lui a permis de présenter les programmes de coopération de l'ANQ en plus de son offre de service de coopération.
- Plusieurs dépliants de présentation de l'offre de service de l'ANQ en matière de coopération ont été distribués tout au long de la Session ainsi que des rapports d'activité de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones de 2021.

AUTRES RÉSULTATS

- Le Bureau s'est entendu afin de lever la mise sous alerte de la section du Bénin à la suite de la présentation du rapport de mission par le rapporteur de la Commission politique.
- La présidente du Réseau des femmes parlementaires a présenté le premier récipiendaire du nouveau Prix du Réseau, créé à l'occasion du 20^e anniversaire de ce dernier. La candidature qui a remporté le vote est celle du collectif Pro-Femmes/Twese Hamwe du Rwanda, dont la présidente était présente pour recevoir le prix.

- Les membres du Bureau se sont entendus afin de mieux définir les critères menant à la sélection du grade de l'Ordre de la Pléiade pour les sections proposant des candidatures.
- Le président de l'ANQ a échangé avec le président de la section marocaine de l'APF à propos de la prochaine rencontre de la Commission interparlementaire mixte Maroc-Québec, qui doit se tenir au Québec.
- L'APF a rendu hommage au président de l'ANQ durant la Plénière, puisqu'il a annoncé qu'il ne se représenterait pas aux prochaines élections se tenant en octobre 2022 au Québec. Ils ont souligné son impact important en tant qu'ancien président de l'APF et l'ont remercié pour son implication.

STATISTIQUES



SUIVIS

Le Bureau de l'APF se réunira en janvier 2023, en Polynésie française, à l'invitation de cette section.

La 49^e Session de l'APF se tiendra au Canada, à Montréal, en juillet 2024. L'APF a fait un appel à candidatures pour l'accueil de la Session en juillet 2023 et le Bureau de janvier 2024.

DÉPENSES

FRANÇOIS PARADIS (LÉVIS) PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC ET VICE-PRÉSIDENT DE L'APF

Transport	7 751,68 \$
Repas	311,11 \$
Hébergement	2 320,43 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	285,80 \$
Sous-total	10 669,02 \$

MARYSE GAUDREULT (HULL) VICE-PRÉSIDENTE DE L'ANQ, PRÉSIDENTE DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DE L'APF

Transport	7 404,66 \$
Repas	311,11 \$
Hébergement	2 004,30 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	558,50 \$
Sous-total	10 278,57 \$

GENEVIÈVE HÉBERT (SAINT-FRANÇOIS) RAPPORTEURE À LA COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Transport	6 100,51 \$
Repas	311,11 \$
Hébergement	2004,30 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	499,28 \$
Sous-total	8 915,20 \$

**JOËL ARSENEAU (ÎLES-DE-LA-MADELEINE) VICE-PRÉSIDENT ET
RAPPORTEUR À LA COMMISSION DE LA COOPÉRATION ET DU
DÉVELOPPEMENT**

Transport	8 015,55 \$
Repas	349,32 \$
Hébergement	1 336,20 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	206,95 \$
Sous-total	9 908,02 \$

**FRANÇOIS ARSENAULT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX
AFFAIRES PARLEMENTAIRES**

Transport	7 386,67 \$
Repas	311,11 \$
Hébergement	2 320,43 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	342,01 \$
Sous-total	10 360,22 \$

**PASCAL BEAUSOLEIL, DIRECTEUR ADJOINT, CABINET DU
PRÉSIDENT**

Transport	7 776,68 \$
Repas	311,11 \$
Hébergement	2320,43 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	595,80 \$
Sous-total	11 004,02 \$

CONSEILLÈRE EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	7 447,67 \$
Repas	311,11 \$
Hébergement	2 320,43 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	603,86 \$
Sous-total	10 683,07 \$

CONSEILLÈRE EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	3 313,57 \$
Repas	204,40 \$
Hébergement	1 154,34 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	274,15 \$
Sous-total	4 946,46 \$

50% des frais liés à la participation de la conseillère ont été assumés par la Région Amérique de l'APF

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	55 197 \$
Repas	2 420,38 \$
Hébergement	15 780,86 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	3 366,35 \$
TOTAL	76 764,59 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



58^E CONFÉRENCE RÉGIONALE CANADIENNE DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH (APC)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Association parlementaire du Commonwealth (APC)
Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard
17 au 21 juillet 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'ANQ, représentante de la section québécoise au comité directeur des Femmes parlementaires du Commonwealth (FPC) de la région canadienne
- M^{me} Marilyne Picard (Soulanges), députée
- M. David Birnbaum (D'Arcy-McGee), député
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M. Pascal Beausoleil, directeur adjoint du cabinet du président
- M^{me} Catherine Pouliot, directrice du cabinet de la vice-présidente
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

CONTEXTE

La Conférence régionale canadienne de l'APC a lieu annuellement selon une rotation prédéfinie entre les sections membres (assemblées législatives des provinces et territoires et parlement fédéral). En raison de la pandémie de Covid-19, la Conférence n'avait pas eu lieu depuis 2019. Cette 58^e édition, organisée par l'Assemblée législative

de l'Île-du-Prince-Édouard, a regroupé plus de 80 délégués (parlementaires et fonctionnaires parlementaires) autour de huit séances thématiques de travail.

Le Conseil régional, qui regroupe les présidents et présidentes des assemblées législatives, les représentants de la section fédérale de l'APC ainsi que la présidente des FPC de la région canadienne, s'est également réuni dans le cadre de la Conférence afin de traiter des affaires courantes de la région.

De plus, la section canadienne des FPC a tenu sa conférence annuelle en amont de l'évènement et une réunion de son comité directeur a également été organisée.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Assurer la présence active de l'Assemblée nationale au sein des instances de la région canadienne de l'APC.

- La délégation québécoise a participé activement à toutes les activités organisées dans le cadre de la Conférence : séances thématiques de travail, réunion du Conseil régional, réunion du comité directeur des FPC, conférences thématiques des FPC, activités protocolaires organisées par la section hôte.
- En tant que représentante de la section du Québec au sein des FPC, la vice-présidente a participé à la réunion du comité directeur des FPC. À son initiative, une motion a été adoptée par les membres du comité directeur sur la situation des femmes politiques en Afghanistan.
- Lors de la séance d'ouverture, le président a pu présenter l'actualité politique et parlementaire des derniers mois au Québec. Il a notamment mentionné le travail effectué par la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs et la Commission spéciale sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie ainsi que l'adoption de la Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.
- Le président de l'Assemblée nationale a pris la parole comme panéliste lors de l'une des séances thématiques. Il a présenté la Table citoyenne et les efforts de l'Assemblée nationale pour favoriser l'ouverture du parlement aux citoyennes et citoyens, ce qui lui a permis de partager l'expérience québécoise.
- Le président de l'Assemblée nationale a également présidé l'une des séances thématiques et a pris part à la réunion du Conseil régional.

Renforcer les relations institutionnelles que maintient l'Assemblée nationale avec les assemblées législatives canadiennes fédérales, provinciales et territoriales.

- Le président de l'Assemblée nationale a pu échanger avec l'ensemble des présidents et présidentes des autres parlements canadiens dans le cadre du

dîner des présidents, de la réunion du Conseil régional ainsi que de façon formelle et informelle lors des travaux.

- L'ensemble des parlementaires de la délégation ont également pu échanger et partager leurs expériences, de façon formelle et informelle, avec leurs homologues des autres parlements du Canada.
- Le président et les autres membres de la délégation ont pu consolider les relations bilatérales déjà en cours avec l'Assemblée législative de l'Ontario, l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et l'Assemblée législative de Terre-Neuve-et-Labrador.

AUTRES RÉSULTATS

La participation active des membres de la délégation québécoise a permis de renforcer la présence du français lors de cette conférence canadienne, notamment par une prise de parole en français par les délégués québécois lors des séances de travail et autres activités officielles.

STATISTIQUES



SUIVIS

La 59^e Conférence régionale canadienne de l'APC aura lieu à Régina, à l'invitation de l'Assemblée législative de la Saskatchewan, en juillet 2023.

La prochaine activité de la région canadienne de l'APC sera le séminaire régional canadien. Il se tiendra à Yellowknife, à l'invitation de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest, en octobre 2022. En raison des élections générales au Québec, l'Assemblée nationale ne sera pas en mesure d'y participer.

La prochaine activité internationale de l'APC sera la Conférence parlementaire du Commonwealth à Halifax (Nouvelle-Écosse) du 20 au 26 août 2022. L'évènement est organisé par l'ensemble des sections de la région canadienne.

DÉPENSES

FRANÇOIS PARADIS (LÉVIS) PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Transport	924,96 \$
Repas	142,60 \$
Hébergement	990,24\$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	69,20 \$

Sous-total	2 477,00\$
-------------------	-------------------

CHANTAL SOUCY (SAINT-HYACINTHE) VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, REPRÉSENTANTE DE LA SECTION QUÉBÉCOISE AU COMITÉ DIRECTEUR DES FEMMES PARLEMENTAIRES DU COMMONWEALTH DE LA RÉGION CANADIENNE

Transport	1 341,78 \$
Repas	349,50 \$
Hébergement	1485,36 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	103,80 \$

Sous-total	3 630,44 \$
-------------------	--------------------

MARILYNE PICARD (SOULANGES)

Transport	879,30 \$
Repas	196,90 \$
Hébergement	1237,80 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	86,50 \$

Sous-total	2 750,50 \$
-------------------	--------------------

DAVID BIRNBAUM (D'ARCY-MCGEE)

Transport	842,65 \$
Repas	120,60 \$
Hébergement	861,08 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	69,20 \$

Sous-total	2 243,53 \$
-------------------	--------------------

SIEGFRIED PETERS, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Transport	1149,76 \$
Repas	142,50 \$
Hébergement	990,24 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	69,20 \$

Sous-total	2 701,70 \$
-------------------	--------------------

PASCAL BEAUSOLEIL, DIRECTEUR ADJOINT, CABINET DU PRÉSIDENT

Transport	1056,66 \$
Repas	196,90 \$
Hébergement	990,24 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	69,20 \$

Sous-total	2 663,00 \$
-------------------	--------------------



CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES	
---	--

Transport	1082,57 \$
Repas	349,50 \$
Hébergement	1485,36 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	103,80 \$

Sous-total	3 371,23 \$
-------------------	--------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX	
----------------------------	--

Transports	7 277,68 \$
Repas	1 498,50 \$
Hébergement	8 040,32 \$
Frais d'inscription	2 450,00 \$
Divers	570,90 \$

TOTAL	19 837,40 \$
--------------	---------------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



37^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE AMÉRIQUE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(mise à jour : 2022-09-20)

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Edmonton, Canada
18 au 22 juillet 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Éric Lefebvre, (Arthabaska), vice-président et rapporteur de la Commission politique de l'APF
- M. Samuel Poulin, (Beauce-Sud), représentant de la Section du Québec au Réseau des jeunes parlementaires de la Francophonie
- Conseillère en relations internationales

CONTEXTE

L'APF comprend quatre régions, dont la Région Amérique. Celle-ci se réunit en Session une fois par année. En raison du contexte sanitaire, la dernière rencontre s'était déroulée de manière virtuelle à l'été 2021.

Les membres de la Région Amérique ont été invités par la Section de l'Alberta pour cette 37^e session. La Conférence des présidences de section se réunit toujours en amont de cette activité. La Section du Québec préside cette instance pour le présent mandat.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présider la conférence des présidences de section, qui se déroule en amont de la Session, et discuter des points prévus à l'ordre du jour.

- Le député de Beauce-Sud, M. Samuel Poulin, a présidé la réunion de la conférence des présidences de section. Les points abordés ont notamment concerné le rapport d'activité du chargé de mission depuis la dernière rencontre, le résumé du Bureau et de la Session de l'APF qui se sont déroulés au Rwanda du 5 au 9 juillet, le rapport financier présentant les recettes et déboursés ainsi que l'actualité des sections. Il a également été question des élections pour les postes de responsabilité au sein de la Région Amérique.

S'informer des thématiques abordées et présenter la perspective du Québec sur ces dernières.

- La Section albertaine avait choisi la thématique de la célébration de la culture francophone comme thème central. Elle avait prévu cinq thématiques portant sur l'histoire et l'héritage, le tourisme culturel, la jeunesse et le futur de la culture franco-albertaine, la culture francophone à l'ère numérique et l'art et la culture. Des conférenciers experts sont intervenus sur chacun de ces sujets.

Se positionner sur les enjeux reliés à l'immigration francophone sur le territoire canadien.

- Le député de Beauce-Sud a présenté un projet de résolution sur l'immigration francophone canadienne. Ce document, adopté par l'ensemble des parlementaires présents, déplore que le Canada n'ait pas atteint une seule fois depuis 2003 sa cible d'immigration francophone hors-Québec, fixée à 4,4%. Elle interpelle les gouvernements provinciaux et le fédéral à s'engager à augmenter ces niveaux et entre autres, à investir dans l'offre de programmes en immersion française dans les milieux scolaires.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine session de l'Assemblée régionale Amérique se tiendra en Louisiane. La Conférence des présidences de section se réunira quant à elle de manière virtuelle au printemps 2023.

DÉPENSES

ÉRIC LEFEBVRE (ARTHABASKA) VICE-PRÉSIDENT ET RAPPORTEUR DE LA COMMISSION POLITIQUE DE L'APF

Transport	1 316,45 \$
Repas	152,85 \$
Hébergement	669,30 \$
Frais d'inscription	200 \$
Divers	69,20 \$
Sous-total	2 407,80 \$

SAMUEL POULIN (BEUCE-SUD) REPRÉSENTANT DE LA SECTION DU QUÉBEC AU RÉSEAU DES JEUNES PARLEMENTAIRES DE LA FRANCOPHONIE

Transport	1 353,81 \$
Repas	196,90 \$
Hébergement	624,24 \$
Frais d'inscription	200 \$
Divers	69,20 \$
Sous-total	2 444,15 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	2 670,26 \$
Repas	349,75 \$
Hébergement	1 293,54 \$
Frais d'inscription	400 \$
Divers	138,40 \$
Autres frais	0,00 \$
TOTAL	4 851,95 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



9^e ÉDITION DU PARLEMENT FRANCOPHONE DES JEUNES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Tirana (Albanie)
25-31 juillet 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- Représentant de la section du Québec au Parlement francophone des jeunes (PFJ)
- Représentante de la section du Québec au PFJ

DÉLÉGATION DE L'APF

- M. Francis Drouin (Canada), président de l'APF
- M. Jean-Charles Luperto (Belgique), chargé de mission Europe
- M. Alexandre Awassi, député du Gabon
- M. Gusty Graas, député du Luxembourg
- M. Amadou Massalatchi, député du Niger
- M. Nathan Tornay, député du canton de Valais
- Secrétaire général administratif de l'APF
- Conseillers de l'APF

CONTEXTE

Le PFJ est une simulation parlementaire organisée par l'APF avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie. Elle a pour objectifs de promouvoir la démocratie représentative, de faire connaître le travail législatif et de créer des espaces d'échanges pour des jeunes de l'espace francophone. Le PFJ se réunit tous les deux ans en marge de la Session de l'APF, permettant ainsi aux jeunes participants d'échanger avec des parlementaires de la Francophonie et de leur présenter les résolutions adoptées dans le cadre de leur travail en commissions.

La 9^e édition marquait le retour de cette simulation parlementaire après cinq ans d'absence. Organisée en collaboration avec le Parlement de la République d'Albanie et la mairie de Tirana, l'activité s'est tenue indépendamment de la Session de l'APF.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Offrir à deux participants du Québec la possibilité d'échanger, de débattre et de créer des liens avec des jeunes issus de toute la Francophonie.

- Les deux représentants de la section du Québec se sont familiarisés avec les thèmes suivants : la lutte contre la désinformation, la participation des jeunes à la lutte contre les changements climatiques, le retour des biens culturels à leur pays d'origine et l'abolition de la peine de mort.
- Les jeunes de la section du Québec ont pu discuter d'enjeux d'actualité internationale, exprimer leurs préoccupations, confronter leurs points de vue et partager leurs idées et idéaux avec des représentants de 27 autres pays de la Francophonie.

Représenter la section du Québec de l'APF dans les commissions de travail et l'Assemblée plénière du PFJ.

- En amont du PFJ, un thème a été attribué à chaque commission de travail. Tous les participantes et participants ont reçu un corpus de textes en lien avec le sujet de leur commission afin de préparer leur prise de position, renforçant ainsi leurs compétences de recherche, de synthèse et de débat. Les jeunes de la section québécoise ont aussi acquis de nouvelles connaissances sur le travail législatif, se familiarisant avec le fonctionnement d'une commission, la rédaction de projet de résolution et la proposition d'amendements. De plus, les deux participants du Québec ont participé aux processus électoraux en tentant d'être élus aux postes de rapporteur de commission et de porte-parole du PFJ.
- Les représentants de la section du Québec ont participé à l'élaboration et à l'adoption des quatre résolutions du PFJ ainsi qu'à l'élection de ses deux porte-paroles. Ces textes seront discutés lors des prochaines réunions de commissions de l'APF afin de les intégrer aux projets de rapports.

- Plus précisément, ils ont participé aux travaux de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles (CECAC) et de la Commission de la coopération et du développement (CCD). Le représentant de la section du Québec a d'ailleurs pris la parole lors de l'Assemblée plénière pour proposer un amendement à la résolution de la CECAC portant sur le retour des biens culturels à leur pays d'origine. La proposition d'amendement a été adoptée par l'ensemble du PFJ.

Contribuer à la promotion de la participation citoyenne et au mandat d'éducation à la démocratie de l'Assemblée nationale.

- Sur proposition de la Région Amérique de l'APF, l'Assemblée nationale du Québec a organisé une journée d'accueil pour les deux participants de la section du Québec au PFJ le 25 mai 2022. Durant leur passage à Québec, ils ont eu l'occasion d'en apprendre davantage sur le fonctionnement de l'APF, les enjeux de la francophonie parlementaire et les activités internationales du parlement, en plus d'assister à une période de questions et de réponses orales.
- Ils ont aussi bénéficié d'une formation sur les outils de référence et la recherche documentaire, offerte par la Bibliothèque du Parlement. Cela leur a permis d'être mieux outillés dans la préparation de leur travail en commission. Outre cela, quelques trucs et astuces au sujet de la prise de parole en public leur ont aussi été donnés par le service des programmes éducatifs.

AUTRES RÉSULTATS

Les participantes et participants du PFJ ont rencontré le maire de la ville de Tirana, nommée capitale européenne de la jeunesse pour l'année 2022. Ils ont aussi échangé avec la ministre du tourisme et de l'environnement de l'Albanie, en plus de s'entretenir avec divers parlementaires francophones, dont le président de l'APF.

Les jeunes du PFJ ont planté 70 arbres dans le parc de Tirana afin de témoigner de l'enracinement de la francophonie en Albanie et de compenser une partie des gaz à effet de serre produits dans le cadre de cette activité.

STATISTIQUES



SUIVIS

Un communiqué de presse a été diffusé par l'APF à la suite du 9^e Parlement francophone des jeunes. Les quatre résolutions adoptées ont été transmises aux membres de la section du Québec de l'APF. La représentante de la section du Québec a aussi diffusé les résolutions adoptées par le PFJ auprès de son député et de représentants du milieu universitaire.

Les deux co-porte-paroles du PFJ, issus des délégations de la Côte d'Ivoire et de la Vallée d'Aoste, participeront au 18^e Sommet de la Francophonie qui aura lieu à Djerba en Tunisie, les 19 et 20 novembre 2022. Ce sera l'occasion pour eux de présenter les résolutions adoptées par le PFJ et de discuter de l'engagement citoyen des jeunes dans l'espace francophone.

La 10^e édition du PFJ aura lieu en juillet 2024 à Montréal, Canada.

DÉPENSES

REPRÉSENTANT DE LA SECTION DU QUÉBEC AU PARLEMENT FRANCOPHONE DES JEUNES

Transport	50,00 \$
Repas	0,00 \$
Hébergement	0,00 \$
Divers	230,80 \$

Sous-total	280,80 \$
-------------------	------------------

REPRÉSENTANTE DE LA SECTION DU QUÉBEC AU PARLEMENT FRANCOPHONE DES JEUNES

Transport	50,00 \$
Repas	0,00 \$
Hébergement	0,00 \$
Divers	230,80 \$

Sous-total	280,80 \$
-------------------	------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	100,00 \$
Repas	0,00 \$
Hébergement	0,00 \$
Divers	461,60 \$

TOTAL	561,60 \$
--------------	------------------

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a pris en charge les frais d'hébergement, de restauration et de transport.



SÉMINAIRE PARLEMENTAIRE SUR LA CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Abidjan (Côte d'Ivoire)
26-27 juillet 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Isabelle Giguère, directrice générale, Direction générale de l'information et de l'expérience visiteur de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)

AUTRES PARTICIPANTS

- M^{me} Patricia Sylvie Koko-Yao, vice-présidente de l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire
- M^{me} Françoise Remarck, ministre de la Culture et de la Francophonie de la Côte d'Ivoire
- M. Amadou Coulibaly, ministre de la Communication et de l'Économie numérique de la Côte d'Ivoire
- M. Kanvoly Kacou Bi Djè Stanislas, directeur des affaires juridiques et de la coopération internationale, ministère de la Communication et de l'Économie numérique de la Côte d'Ivoire
- M. Outtara Guelpétchin, directeur de l'informatique et des traces technologiques, ministère de l'Intérieur et de la Sécurité de la Côte d'Ivoire
- Conseillers de l'APF

CONTEXTE

Dans le cadre de son programme numérique, l'APF a organisé les 26 et 27 juillet 2022, un séminaire parlementaire à l'intention des députés et sénateurs ivoiriens sur le thème: accompagner les mutations numériques pour une citoyenneté responsable. Sollicité par l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire, ce séminaire invitait les parlementaires à se pencher sur les problématiques et les enjeux des usages numériques afin de mieux informer et responsabiliser les citoyennes et les citoyens.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Animer deux séances de travail sur la notion et les enjeux de la citoyenneté numérique et **partager** les bonnes pratiques et initiatives du Québec et l'ANQ.

- La première formation portait sur le thème de « La citoyenneté numérique : une réponse aux mutations du cyberspace ». La conférencière québécoise y a présenté le concept de citoyenneté numérique tel qu'il est apparu et a été développé au Québec. Il a notamment été question d'habilitation citoyenne à travers le numérique, de la numérisation du rapport entre le citoyen et l'État et du cadre législatif entourant la citoyenneté numérique. Elle a partagé plusieurs initiatives du Québec pour favoriser l'accessibilité et le partage des données ouvertes et développer les compétences numériques des jeunes et des adultes. Les parlementaires ont démontré un intérêt marqué pour l'intégration de la citoyenneté numérique dans le cursus scolaire québécois.
- La deuxième formation tentait de répondre à la question suivante : « Comment les parlementaires peuvent sensibiliser les citoyennes et citoyens aux enjeux numériques? ». Dans cette présentation, M^{me} Giguère s'est penchée plus spécifiquement sur les pratiques mises en place par l'ANQ pour sensibiliser les parlementaires, les employés administratifs et les citoyennes et les citoyens aux enjeux numériques. Elle a tout d'abord brossé un portrait des défis liés à la sécurité de l'information et à la cybersécurité, pour ensuite aborder les volets technologique, organisationnel et humain du programme de sécurité de l'information de l'ANQ. De plus, elle a mentionné l'importance pour le parlement québécois de favoriser l'accès et la participation du public aux travaux parlementaires via le numérique (commentaires, consultations, diffusion en simultané des travaux sur le site Web, etc.). À cet effet, elle a présenté l'initiative numérique de la Table citoyenne, qui a permis de recueillir les idées et préoccupations des citoyennes et des citoyens en vue d'alimenter les réflexions dans le cadre de la prochaine réforme parlementaire.
- La directrice générale a aussi présenté la mission éducative et la programmation citoyenne de l'ANQ, lesquels ont pour objectif de faire connaître au grand public l'institution, son rôle et sa mission.
- M^{me} Giguère a participé au panel sur l'introduction des notions de

responsabilité et de citoyenneté numériques dans la formation scolaire et professionnelle et dans le milieu associatif.

Représenter l'ANQ sur la scène internationale et **consolider** les liens avec l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire et l'APF.

- M^{me} Giguère a été présente durant l'ensemble du programme. Elle a ainsi pu échanger avec plusieurs représentants du parlement et de la société civile de la Côte d'Ivoire. Elle s'est d'ailleurs entretenue brièvement avec le nouveau secrétaire général de l'Assemblée nationale ivoirienne, M. Diomandé Aboubakar Sidiki, nommé le 18 juillet 2022.

Promouvoir l'offre de services de l'ANQ en matière de coopération interparlementaire, notamment l'Atelier de leadership pour les femmes parlementaires et le Programme international de formation interparlementaire (PIFP).

- Des brochures sur l'Atelier de leadership et le PIFP ont été transmises aux autorités responsables du parlement ivoirien.

AUTRE RÉSULTAT

Le directeur et l'attachée aux affaires culturelles, éducatives et publiques du Bureau du Québec à Abidjan ont participé à l'ensemble du séminaire en tant qu'invités de l'ANQ, ce qui a permis de consolider les liens entre le parlement et la représentation du Québec en Côte d'Ivoire. La directrice générale a d'ailleurs présenté l'offre de services en coopération interparlementaire de l'ANQ au Bureau du Québec à Abidjan.

STATISTIQUES



SUIVIS

Un communiqué de presse a été diffusé par l'APF à la suite de la mission. Une prochaine formation sur le thème de l'intégration de la citoyenneté numérique dans le cursus scolaire pourrait être envisagée dans le futur.

DÉPENSES

ISABELLE GIGUÈRE, DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INFORMATION ET DE L'EXPÉRIENCE VISITEUR DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Transport	50 \$
Repas	166,98 \$
Hébergement	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	1 109,38 \$
<hr/>	
Sous-total	1 326,36 \$
<hr/>	

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	50 \$
Repas	166,98 \$
Hébergement	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	1 109,38 \$
<hr/>	
TOTAL	1326,36 \$
<hr/>	

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a pris en charge les frais d'hébergement et le billet d'avion.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Denver, Colorado
30 juillet au 3 août 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la DANRÉU
- M^{me} Joëlle Boutin (Jean-Talon), membre de la DANRÉU
- M. Martin Ouellet (René-Lévesque)
- M. Guy Ouellette (Chomedey)
- Secrétaire administrative de la DANRÉU

CONTEXTE

L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) participe à cette activité à titre de membre international affilié à la *National Conference of State Legislatures* (NCSL), une organisation nationale américaine réunissant des parlementaires des 50 États et des territoires américains. L'ANQ a obtenu ce statut en 2000.

L'ANQ est représentée au sein de la Commission du travail et du développement économique ainsi que de la Commission des ressources naturelles et des infrastructures.

Depuis août 2005, l'ANQ occupe un poste sans droit de vote au Comité exécutif de la NCSL, devenant ainsi le premier membre international affilié à siéger à cette instance. Elle participe également, depuis 2009, aux travaux du groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique, lequel relève directement du Comité exécutif.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Prendre une part active aux séances de travail offertes au programme.

- Les membres de la délégation québécoise ont notamment participé à des séances portant sur la transition énergétique américaine, les élections américaines de mi-mandat, les impacts de la pandémie pour les femmes sur le marché de l'emploi et les promesses et défis des véhicules électriques.
- Plusieurs séances étaient également orientées vers le développement professionnel et portaient sur la négociation, le leadership, l'utilisation des réseaux sociaux et les relations avec les commettants.

Faire valoir les intérêts du Québec relativement aux enjeux de l'**environnement** et de l'**énergie** auprès des interlocuteurs américains.

- Dans le cadre des travaux du groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique, il a notamment été question des enjeux entourant la transmission de l'énergie entre les États américains. Les parlementaires québécois ont fait valoir l'importance des échanges avec les partenaires économiques du Nord-Est des États-Unis dans le secteur de l'énergie. Ils ont pu discuter avec des élus américains ainsi que des représentants d'Hydro-Québec de l'importance du corridor de transport d'électricité et de l'entente entre Hydro-Québec et le Massachusetts.

Assurer **la réélection de l'ANQ au comité exécutif** à titre de membre international affilié pour l'année 2023.

- Le représentant de l'ANQ au comité exécutif de la NCSL, M. Mathieu Lemay, a été réélu pour l'année 2023.

Rappeler l'intérêt de **tenir la réunion du Comité exécutif de la NCSL à Québec, au printemps 2024.**

- Le représentant de l'ANQ au comité exécutif a réitéré l'intérêt et la disponibilité de l'ANQ auprès des instances administratives de l'organisation pour accueillir la réunion du printemps 2024.

Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États et ainsi contribuer au rayonnement de l'ANQ et du Québec aux États-Unis.

- L'Assemblée annuelle de la NCSL a réuni plusieurs milliers de participants. La délégation québécoise a pu approfondir son réseau de contacts auprès de nombreux parlementaires américains d'influence.

Se familiariser avec les travaux et le fonctionnement du *Women Legislative Network*

- Dans le cadre de la réunion du Comité exécutif du *Women Legislative Network*, il a notamment été question de l'importance de partager les exemples de lois qui permettent d'améliorer les conditions des femmes et d'offrir encore plus de formations en leadership pour les femmes parlementaires.
- Dans le cadre d'un atelier tables rondes « Women in the Workforce : Pay Equity and Strategies to bolster the Workforce », la députée M^{me} Joëlle Boutin a présenté les mesures mises en place au Québec en matière d'équité salariale et d'accès aux services de garde pour enfants.

Participer au programme international et faire connaître le rôle de l'ANQ au sein de la NCSL, en plus de l'importance stratégique de l'organisation pour les parlementaires étrangers.

- Les parlementaires Joëlle Boutin et Guy Ouellette ont participé au programme international et ont pu y tisser des liens avec certains des 200 représentants de plus de 17 pays présents.

AUTRES RÉSULTATS

La délégation québécoise a tenu une rencontre avec le Consul général du Canada à Denver, M. Sylvain Fabi. Les discussions ont porté sur la relation entre les États-Unis et le Canada, ainsi que sur les dossiers économiques et commerciaux prioritaires.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine réunion du Comité exécutif aura lieu à Savannah (Georgie), les 13 et 14 janvier 2023 et la prochaine Assemblée annuelle de la NCSL aura lieu à Indianapolis (Indiana), du 14 au 16 août 2023.

Poursuivre les échanges avec le *Women Legislative Network* en vue d'une plus grande participation de l'ANQ à ses activités.

DÉPENSES

MATHIEU LEMAY (MASSON) VICE-PRÉSIDENT DE LA DANRÉU ET REPRÉSENTANT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC AU SEIN DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES

Transport	1 869,48 \$
Repas	434,10 \$
Hébergement	3 040,70 \$
Frais d'inscription	967,68 \$
Divers	138,00 \$

Sous-total	6 449,96 \$
-------------------	--------------------

JOËLLE BOUTIN (JEAN TALON) MEMBRE DE LA DANRÉU

Transport	2 129,11 \$
Repas	570,07 \$
Hébergement	2 195,52 \$
Frais d'inscription	837,37 \$
Divers	138,00 \$

Sous-total	5 870,07 \$
-------------------	--------------------

MARTIN OUELLET (RENÉ LÉVESQUE)

Transport	1 802,50 \$
Repas	649,73 \$
Hébergement	2 207,58 \$
Frais d'inscription	837,37 \$
Divers	138,00 \$

Sous-total	5 635,18 \$
-------------------	--------------------

GUY OUELLETTE (CHOMEDEY)

Transport	1 634,69 \$
Repas	530,21 \$
Hébergement	1 821,80 \$
Frais d'inscription	837,37 \$
Divers	115,00 \$
Sous-total	4 939,07 \$

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE DE LA DANRÉU

Transport	1 259,42 \$
Repas	617,48 \$
Hébergement	2 365,39 \$
Frais d'inscription	837,36 \$
Divers	155,30 \$
Sous-total	5 234,95 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	8 695,20 \$
Repas	2 801,59 \$
Hébergement	11 630,99 \$
Frais d'inscription	4 317,15 \$
Divers	684,30 \$
TOTAL	28 129,23 \$



61^e ASSEMBLÉE ANNUELLE DE L'ESTERN REGIONAL CONFERENCE (ERC)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Manchester, New Hampshire
13 au 17 août 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- Guy Ouellette (Chomedey), ancien co-président de l'ERC et co-président de la Commission des relations Canada-États-Unis de l'ERC
- Secrétaire administrative de la DANRÉU

CONTEXTE

La 61^e Assemblée annuelle de l'*Eastern Regional Conference* (ERC) s'est tenue à Manchester, au New Hampshire, du 13 au 17 août 2022. Mentionnons que l'ANQ est membre international affilié de cette organisation interparlementaire depuis 1990.

Le thème général de la 61^e Assemblée annuelle était « States of Transition ». Les séances plénières ont notamment porté sur les efforts des États pour réduire la crise des opioïdes, l'éducation et le développement des travailleurs dans une économie post-covid, les conditions fiscales des États américains, ainsi que les solutions pour combattre la crise de la pénurie de main-d'œuvre.

L'Assemblée annuelle et le Forum régional de l'ERC ont eu lieu pour la dernière fois en présentiel à Pittsburg, New York, du 27 au 31 juillet 2019.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Participer aux deux réunions du comité exécutif de l'organisation, de même qu'aux réunions de ses sous-comités, soit le sous-comité de la planification stratégique et le sous-comité de l'assemblée annuelle.

- À titre de membre du comité exécutif, le député québécois a participé activement aux deux réunions de ce comité. Les différents sous-comités de l'organisation y ont présenté leur rapport, dont celui portant sur le budget, dans lequel il a été question de l'augmentation de la cotisation annuelle. En raison du taux de change américain, il a été convenu qu'une discussion aura lieu avec les provinces canadiennes à ce sujet d'ici le prochain comité exécutif. La délégation québécoise a également soutenu l'adoption d'une résolution pour la création d'une Banque nationale américaine des infrastructures.
- Le représentant du Québec a pris part à la réunion du sous-comité de l'assemblée annuelle au cours de laquelle les discussions ont porté sur les défis, notamment financiers, pour organiser cet événement et pour trouver des assemblées disposées à accueillir les prochaines éditions. Par ailleurs, plusieurs idées ont été soulevées afin d'assurer le futur de l'organisation, notamment l'importance d'attirer de nouveaux législateurs parmi les membres, de revoir la formule de l'assemblée annuelle et les thèmes abordés, ainsi que l'idée d'offrir un volet dédié au personnel parlementaire, tout comme le font d'autres organisations américaines.

Présider une séance de travail de la Commission sur les relations Canada-États-Unis et participer activement aux séances de travail de cette commission.

- Le député du Québec a présidé la séance de travail de la Commission sur les relations Canada-États-Unis, laquelle portait sur l'état de la relation bilatérale entre les deux pays à la suite de la pandémie de Covid-19.
- Les discussions ont permis de faire le point sur plusieurs enjeux rencontrés durant la pandémie concernant la gestion de la frontière canado-américaine. Plusieurs états et provinces ont pris la parole pour discuter des retombées négatives de la fermeture de la frontière, mais également de la nécessité d'apprendre de cette pandémie et de prévoir davantage de transparence et une plus grande consultation entre les différents niveaux de gouvernement.

Prendre part activement aux travaux portant sur l'agriculture, l'énergie et l'environnement, ainsi que les transports.

- Dans le cadre des travaux de la Commission des transports portant sur les répercussions fiscales de la transition vers les véhicules électriques, le parlementaire québécois a fait la promotion de l'expertise en la matière de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal. L'Université de Syracuse de New York a démontré de l'intérêt à entrer en contact avec eux.

- À l’occasion d’un tour de table sur les derniers développements en matière de transports, le parlementaire québécois a présenté l’évolution de la transition vers les véhicules électriques au Québec, l’enjeu du recyclage des batteries et l’importance d’assurer l’aboutissement du projet de la ligne de transport d’électricité entre le Québec et le Massachusetts.
- Les membres de la délégation québécoise ont également assisté à des séances de travail portant sur la transition énergétique américaine, les élections américaines de mi-mandat, les changements climatiques et leurs impacts sur l’agriculture du Nord-est américain.

Promouvoir l’hydro-électricité québécoise comme source d’énergie verte disponible aux États du Nord-Est américain dans le contexte des nombreuses mesures et des investissements annoncés aux États-Unis pour accélérer la transition vers une énergie plus verte.

- La délégation québécoise a pu discuter avec des élus américains ainsi que des représentants d’Hydro-Québec de l’importance du corridor de transport d’électricité et de l’entente entre la société d’État et le Massachusetts.

Maintenir le leadership de l’ANQ au sein de l’ERC et contribuer au renforcement de cette institution.

- La délégation québécoise a été très active tout au long des travaux de l’Assemblée annuelle et a veillé à ce que les discussions ainsi que les résolutions adoptées reflètent les intérêts du Québec.
- En marge des travaux, la délégation québécoise a également pu s’entretenir avec ses homologues des provinces canadiennes de l’Ontario, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve.

STATISTIQUES



SUIVIS

À la suite des élections générales se déroulant au Québec en octobre, assurer un suivi pour la nomination des nouveaux représentants de l’Assemblée nationale du Québec au comité exécutif de l’organisation, dont la réunion se tiendra les 2 et 3 décembre 2022 à Toronto en Ontario.

DÉPENSES

GUY OUELLETTE (CHOMEDEY)

Transport	1 382,53 \$
Repas	278,29 \$
Hébergement	1 025,44 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	91,32 \$
Sous-total	2 777,58 \$

CONSEILLÈRE EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 851,72 \$
Repas	248,80 \$
Hébergement	1 025,44 \$
Frais d'inscription	486,98 \$
Divers	91,32 \$
Sous-total	3 704,26 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	3 234,25 \$
Repas	527,09 \$
Hébergement	2 050,88 \$
Frais d'inscription	486,98 \$
Divers	182,64 \$
TOTAL	6 481,84 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



ATELIERS VIRTUELS DE FORMATION POUR L'ADMINISTRATION PARLEMENTAIRE HAÏTIENNE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Coopération
Visioconférence
18, 23 et 25 août 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- Conseillères en relations interparlementaires et internationales

AUTRES PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS

- Chargée de programme principale de l'Union interparlementaire
- Expert consultant de l'Union interparlementaire
- Fonctionnaires parlementaires du Sénat de la République d'Haïti
- Fonctionnaires parlementaires de la Chambre des députés de la République d'Haïti

CONTEXTE

Dans l'attente de la tenue des élections législatives, reportées *sine die*, le Parlement de la République d'Haïti (Sénat et Chambre des députés) a demandé à l'Assemblée

nationale du Québec (ANQ) de l'aider à poursuivre la préparation de ses équipes pour la nouvelle législature.

À l'initiative de l'ANQ et sous sa coordination, une collaboration a été mise sur pied entre différents partenaires de coopération, soit l'Union interparlementaire (UIP), l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et le PSAT-Haïti, afin de proposer au Parlement d'Haïti des ateliers virtuels de formation sur les bonnes pratiques en matière d'accueil des parlementaires lors d'une nouvelle législature.

Trois ateliers virtuels d'une durée de deux heures et trente minutes ont été organisés. Les ateliers étaient animés par un expert consultant de l'UIP, lequel était appuyé par une chargée de programme principale de l'UIP et par deux conseillères en relations interparlementaires et internationales de l'ANQ. Les participantes et participants de l'administration parlementaire haïtienne étaient réunis dans une salle équipée de la visioconférence au PSAT à Port-au-Prince.

Les ateliers ont été financés par l'APF, grâce à un fonds fourni par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Partager avec les participantes et participants haïtiens les bonnes pratiques en matière de rentrée parlementaire mises en œuvre dans d'autres parlements de l'espace francophone.

- S'appuyant sur une étude réalisée auprès d'une quinzaine de parlements francophones, l'expert consultant a partagé avec les participantes et participants les meilleures pratiques répertoriées à travers une quarantaine de questions divisées en une dizaine de thèmes, dont l'administration du parlement entre deux législatures, les règles de fonctionnement internes et la budgétisation des dépenses, la gestion des informations en provenance et à destination des nouveaux élu.e.s, la logistique de la rentrée parlementaire et la communication, l'assistance technique spécifique ainsi que la formation des nouveaux élu.e.s sur le fonctionnement des travaux parlementaires.
- Pour chacun des thèmes, les participantes et participants ont pu se familiariser avec les différentes pratiques qui existent dans d'autres parlements de l'espace francophone et les comparer avec les pratiques en place au Parlement d'Haïti, que ce soit pour les travaux préparatoires à la rentrée parlementaire, l'accueil et l'installation des nouveaux élu.e.s ou les activités de renforcement des capacités des élu.e.s pour l'exercice du travail parlementaire.

Amener les participantes et participants haïtiens à réfléchir aux pratiques qui pourraient être adoptées par le Parlement d'Haïti en préparation de la prochaine législature.

- L'animation des ateliers proposait régulièrement aux participantes et participants

de se consulter en petits groupes et de discuter de la situation au Sénat et à la Chambre des députés. Les formateurs encourageaient les participantes et participants à se questionner sur les pratiques en cours au sein de leur parlement et sur celles qui pourraient y être adoptées. Ils étaient ensuite invités à partager leur réflexion avec l'ensemble du groupe.

- Les ateliers ont notamment révélé l'importance d'assurer un canal de communication entre les équipes du Sénat et de la Chambre des députés afin de favoriser le partage et la cohérence entre les deux chambres. Les participantes et participants, avec l'approbation des secrétaires généraux, ont ainsi proposé la mise sur pied d'un groupe de travail mixte regroupant des fonctionnaires parlementaires du Sénat et de la Chambre des députés.

AUTRES RÉSULTATS

À la fin du troisième atelier, des certificats de participation, préparés en collaboration avec l'APF, ont été remis aux participantes et participants. Ces derniers ont également reçu par courriel une fiche d'évaluation pour la formation.

Par ailleurs, ce projet d'appui technique au Parlement d'Haïti, rendu possible grâce au leadership de l'Assemblée nationale du Québec, a permis le développement d'une collaboration et d'une relation approfondie avec l'Union interparlementaire, une organisation internationale qui regroupe uniquement les parlements d'états nationaux.

STATISTIQUES



SUIVIS

À la suite des ateliers de formation, un rapport sera produit par l'expert consultant de l'UIP afin de synthétiser les échanges et les pistes d'actions mises de l'avant par les participantes et participants. Le rapport sera transmis au Parlement d'Haïti par une conseillère de l'Assemblée nationale du Québec.

Le Parlement d'Haïti souhaite maintenant travailler, par l'entremise de son groupe de

travail mixte, à la préparation de sa rentrée parlementaire et à l'élaboration d'un guide destiné aux nouveaux parlementaires. L'ANQ, appuyée par ses partenaires de l'UIP et de l'APF, pourra poursuivre le travail d'accompagnement de l'administration parlementaire haïtienne en fonction des besoins qui seront exprimés.



65^E CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(mise à jour : 2022-08-30)

ACTIVITÉ

Association parlementaire du Commonwealth (APC)
Halifax, Nouvelle-Écosse
20 au 26 août 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

CONTEXTE

La 65^e édition de la Conférence parlementaire du Commonwealth (CPC) se tenait à Halifax, en Nouvelle-Écosse, du 20 au 26 août 2022. L'évènement était organisé par l'ensemble des sections de la région canadienne sous le leadership de la section fédérale. Plus de 600 participantes et participants issus d'une cinquantaine de pays du Commonwealth étaient présents.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Appuyer la section fédérale dans l'organisation de la CPC en tant qu'hôte de l'évènement.

- L'Assemblée nationale du Québec a pu offrir un soutien direct à l'équipe organisatrice de la CPC, notamment dans le cadre des sessions de travail thématiques ainsi que lors de la réception d'accueil offerte par la région canadienne.

Assurer la visibilité et le rayonnement de l'Assemblée nationale auprès du secrétariat international de l'APC.

- L'Assemblée nationale a pu consolider ses liens auprès des acteurs clés du secrétariat international de l'APC et ainsi favoriser son rayonnement au sein de l'organisation, notamment à travers le partage de son expérience et de ses bonnes pratiques.

Rencontrer les homologues des autres parlements du Commonwealth et renforcer les relations interparlementaires de l'Assemblée nationale.

- L'Assemblée nationale a pu consolider et renforcer ses liens avec les autres assemblées canadiennes. Des discussions plus spécifiques avec certaines législatures ont permis de travailler à la préparation d'éventuelles rencontres bilatérales pour la 43^e législature, notamment avec la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador et la Chambre des communes du Canada.
- L'Assemblée nationale a également pu renforcer ses liens avec plusieurs parlements du Commonwealth avec lesquels elle entretient soit des relations de longue date, soit des relations en développement. Des discussions avec la délégation écossaise ont notamment permis de confirmer la volonté des deux parlements de concrétiser l'accueil à Québec de la présidente du Parlement écossais en 2023. Des échanges avec des représentants du Parlement gallois, faisant suite à l'accueil à Québec d'une délégation parlementaire galloise en février 2020, ont permis de réactiver les discussions sur la possibilité d'approfondir les échanges entre les deux institutions. De même, plusieurs discussions informelles avec les homologues d'autres parlements ont permis de consolider et d'élargir le réseau diplomatique de l'Assemblée nationale.
- Enfin, puisque la visite d'une délégation parlementaire néo-zélandaise était prévue à Québec quelques semaines après l'évènement, des échanges avec des représentants du Parlement de Nouvelle-Zélande ont permis d'entamer l'organisation de cet accueil.

AUTRES RÉSULTATS

Dans le cadre de la publication du supplément de la revue *The Parliamentarian* consacré à la région canadienne en amont de la CPC, le président de l'Assemblée nationale a signé un [article consacré à la Table citoyenne](#) qui met en valeur l'expérience et les bonnes pratiques de l'Assemblée nationale du Québec.

STATISTIQUES

600
participant·es et
participants

122
parlements
représentés

SUIVIS

La prochaine Conférence parlementaire du Commonwealth aura lieu à Accra (Ghana) du 30 septembre au 6 octobre 2023.

DÉPENSES

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 216,13 \$
Repas	164,15 \$
Hébergement	1 210,53 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	51,90 \$
Sous-total	2 642,71 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	1 216,13 \$
Repas	164,15 \$
Hébergement	1 210,53 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	51,90 \$
TOTAL	2 642,71 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



VISITE D'UNE DÉLÉGATION DU PARLEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Relations bilatérales
Québec
29-30 septembre 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M^{me} Isabelle Giguère, directrice générale de l'information et de l'expérience visiteur
- Conseillères en relations interparlementaires et internationales et au protocole

DÉLÉGATION NÉO-ZÉLANDAISE

- M. Rawiri Waititi, co-chef du Māori Party et député
- M^{me} Rachel Boyack, députée
- M^{me} Nicola Grigg, députée
- M. Shanan Halbert, député
- M. Simon Watts, député
- M. Winton Holmes, conseiller en relations interparlementaires, Parlement de la Nouvelle-Zélande
- M. Iain Wood, conseiller politique, Haut-Commissariat de la Nouvelle-Zélande à Ottawa

CONTEXTE

Une délégation de parlementaires de la Nouvelle-Zélande a effectué une mission d'étude au Canada du 26 au 30 septembre 2022 pour en apprendre davantage sur les politiques publiques et le parlementarisme canadien. Avec l'appui du Haut-Commissariat de la Nouvelle-Zélande à Ottawa, les membres de la délégation ont rencontré divers représentants de la Chambre des communes, du Sénat du Canada et des Premières Nations et Inuit.

Dans le cadre de leur visite, la délégation néo-zélandaise a souhaité se rendre à Québec pour rencontrer le président et le secrétaire général de l'Assemblée nationale ainsi qu'effectuer une visite de l'Hôtel du Parlement. D'autres rencontres étaient aussi prévues avec des représentants de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Université Laval, du Secrétariat aux affaires autochtones et de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Tisser des liens avec le parlement de la Nouvelle-Zélande et discuter de l'actualité politique et parlementaire au Québec et en Nouvelle-Zélande.

- Bien que l'Assemblée nationale n'entretienne pas de relations officielles avec le parlement néo-zélandais, le Québec et la Nouvelle-Zélande se côtoient dans le cadre des activités de l'Association parlementaire du Commonwealth. Le président et le secrétaire général ont tous deux mentionné l'ouverture et la disponibilité de l'Assemblée nationale à entretenir des relations de collaboration plus étroites avec la Chambre des représentants de la Nouvelle-Zélande.
- Les échanges entre le président, le secrétaire général et les membres de la délégation néo-zélandaise ont porté sur l'actualité politique et parlementaire du Québec. Il a notamment été question des élections générales et de la journée nationale sur la réconciliation et la vérité. Le président a mentionné que la langue, l'immigration, les aînés, la santé, l'éducation, le logement et le coût de la vie ont fait partie des enjeux phares de la campagne. Quant aux enjeux autochtones, le président et le secrétaire général ont souligné la volonté de l'institution d'en faire davantage à ce sujet. Ils ont indiqué que l'Assemblée a offert une formation sur les enjeux autochtones à l'ensemble des parlementaires et du personnel politique ainsi qu'à certains membres de l'administration parlementaire. Ils ont tous deux interrogé la délégation néo-zélandaise sur les mesures mises en place au sein de leur parlement pour favoriser une meilleure participation et représentation du peuple maori.
- Les discussions ont aussi porté sur les fonctions et les mandats de la présidence et du secrétariat général de l'Assemblée.

Échanger sur les thèmes d'intérêt de la délégation néo-zélandaise et présenter les projets institutionnels en cours.

- L'enjeu de l'ouverture des parlements aux citoyennes et citoyens a été abordé par le président, qui a souligné la volonté de l'Assemblée de rapprocher les institutions démocratiques du public. Il a mis de l'avant le nouveau pavillon d'accueil et sa programmation citoyenne ainsi que les initiatives menées par le parlement pour intégrer les nouvelles technologies aux travaux parlementaires. Le président s'est ensuite entretenu avec les parlementaires néo-zélandais de la Table citoyenne, une démarche de consultation qui a permis à l'Assemblée de recueillir 96 recommandations citoyennes afin d'alimenter la réflexion pour la prochaine réforme parlementaire. Le projet de réforme parlementaire a suscité des échanges entre les membres de l'Assemblée et de la Nouvelle-Zélande, notamment sur les thèmes de la conciliation travail-famille et du traitement des pétitions.
- La question de la représentativité a été au cœur des échanges entre le président, le secrétaire général et la délégation de la Nouvelle-Zélande. Les discussions ont ainsi porté sur la représentation politique des femmes, des Maoris, des populations du Pacifique, de la communauté LGBTQ+ et des nouveaux arrivants. Les parlementaires de la Nouvelle-Zélande ont expliqué le fonctionnement du mode de scrutin proportionnel mixte et des sept sièges réservés aux élus maoris qui favorisent une meilleure représentativité au sein du parlement néo-zélandais. Ils ont mentionné que la présidence du parlement ainsi que plusieurs postes de ministres étaient occupées par des représentants de la diversité, indiquant au passage l'existence de caucus arc-en-ciel et maori.
- Le secrétaire général a présenté à la délégation néo-zélandaise les grands projets institutionnels du Parlement en matière de sécurité et de cybersécurité, de planification stratégique, de développement durable, de modernisation de l'Hôtel du Parlement et de transformation numérique. Il a aussi abordé avec eux le projet « Nouvelle législature » pour l'accueil et l'accompagnement des 125 parlementaires de la 43^e législature et de leur personnel politique.

Offrir une séance d'information sur le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

- Les parlementaires néo-zélandais ont assisté à une présentation de la Commissaire à l'éthique et à la déontologie, M^{me} Ariane Mignolet, sur son rôle, ses fonctions et ses champs d'intervention. Ainsi, ils ont pu en apprendre davantage sur l'institution et les règles déontologiques qui guident la conduite des membres de l'Assemblée nationale et de leur personnel. La commissaire et les membres de la délégation ont notamment discuté des enjeux de conflits d'intérêts et de déclarations d'intérêts ainsi que des processus d'enquêtes et de rapports de la commissaire.

AUTRES RÉSULTATS

La directrice générale de l'information et de l'expérience visiteur a présenté aux membres de la délégation néo-zélandaise les grandes lignes de l'expérience visiteur et les projets en cours pour faire du Parlement une véritable maison citoyenne, où les citoyennes et les citoyens prennent part au débat public et s'approprient les outils de participation mis à leur disposition. Les parlementaires de la Nouvelle-Zélande ont aussi effectué une visite guidée de l'Hôtel du Parlement.

Avec la coordination de l'Assemblée, la délégation de la Nouvelle-Zélande a pu s'entretenir avec des professeurs de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Université Laval et des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones.

STATISTIQUES



SUIVIS

Transférer au parlement néo-zélandais la documentation en lien avec la politique relative à la prévention et à la gestion des situations de harcèlement au travail, la Table citoyenne, le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale et la planification stratégique.

Évaluer la possibilité d'organiser une séance virtuelle d'échanges de bonnes pratiques sur les termes de la représentativité, de la diversité et de l'inclusion avec la Chambre des représentants de la Nouvelle-Zélande.

DÉPENSES

Transport	0 \$
Restauration	144,90 \$
Hébergement	0 \$
Interprétation	500,00 \$
Divers	0 \$
TOTAL	644,90 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.

Séminaire parlementaire régional sur la déontologie

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Tirana, Albanie

17 et 18 octobre 2022

Délégation québécoise

- M^{me} Anik Laplante, Directrice du Secrétariat général adjoint à l'administration, du Vivre-ensemble et de la prévention du harcèlement

Délégation pays / organisation

- Laurent Werhli, député (Suisse) et président de la Commission des affaires parlementaires
- Christophe Pallez, déontologue de l'Assemblée nationale française
- Joshua N. OSIH, député (Cameroun), et questeur à l'Assemblée nationale du Cameroun
- Parlementaires et fonctionnaires du parlement albanais
- Conseillers du Secrétariat de l'APF

Contexte

L'Albanie est membre de l'APF depuis 1994. Elle a sollicité des actions de coopération sur les questions d'éthique et de déontologie dans le milieu parlementaire. La tenue de cette activité traduit la volonté de renforcer les institutions parlementaires francophones en les dotant d'organisations responsables en matière d'éthique et de déontologie dans la perspective d'améliorer la confiance de la population envers les élu(e)s et les institutions. La Section du Québec a été sollicitée afin d'envoyer une experte à participer à titre de conférencière sur les questions liées aux politiques contre le harcèlement au sein des parlements.

Objectifs et résultats

Différencier les organes de déontologie et d'éthique des politiques contre le harcèlement.

- En collaboration avec le déontologue de l'Assemblée nationale de France, M. Christophe Pallez, la directrice a expliqué que différents outils pouvaient permettre aux parlements de prévenir et de gérer les situations de harcèlement (par exemple, un code d'éthique ou une politique).

Présenter le contexte d'adoption de la politique-cadre de l'APF pour lutter contre le harcèlement et expliquer brièvement les étapes à suivre afin de se doter d'un tel instrument.

- M^{me} Laplante a expliqué la réflexion qui a poussé l'APF à mettre en place un groupe de travail afin d'élaborer une politique-cadre contre le harcèlement. Ce groupe était composé de parlementaires issues des différentes régions et il s'est réuni à plusieurs reprises, tant en virtuel qu'en présentiel, afin de mettre sur pied la politique-cadre. Celle-ci a par la suite été présentée et approuvée par le Réseau des femmes parlementaires, puis lors de la Session de Kigali de juillet 2022.
- M^{me} Laplante a présenté la politique de lutte contre le harcèlement de l'Assemblée nationale du Québec. Le processus en cours de révision de celle-ci a été expliqué aux participantes et participants. Entre autres, elle a mis de l'avant l'importance de la confidentialité du processus, de divers mécanismes de règlement de conflit, de moyens permettant d'éviter les représailles et de l'implication des hautes autorités et des parlementaires eux-mêmes. Elle a également souligné le rôle-clé d'autres éléments entourant la politique, dont des campagnes de sensibilisation, afin d'opérer un changement de culture au sein des parlements.

Les deux présentations ont donné lieu à des échanges enrichissants sur les relations au sein des parlements. Tout d'abord, sur les relations entre les parlementaires, que ce soit lors de travaux parlementaires ou dans différents contextes, et sur les relations entre les élus et le personnel politique ou administratif. De plus, les participantes et participants ont échangé sur le climat de travail au parlement qui peut être toxique, de même que sur l'importance d'agir et de faire changer les mentalités.

Statistiques



Suivi

Le Réseau des femmes parlementaires devrait organiser un autre séminaire au Liban d'ici à la fin de 2022. La réunion intersessionnelle du Réseau devrait se tenir au printemps 2023 au Maroc.

Les parlementaires souhaitant bénéficier d'un séminaire sur cette thématique peuvent solliciter une action de coopération auprès de l'APF qui pourra demander à une experte de l'ANQ d'y prendre part.

Dépenses

Anik Laplante, Directrice du Secrétariat général adjoint à l'administration, du Vivre-ensemble et de la prévention du harcèlement

Transport*	91.74 \$
Repas	237.47 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	96 \$
Sous-total	425.21 \$

Sous-totaux globaux

Transport*	91.74 \$
Repas	237.47 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	96 \$
Autres frais (ex: interprétation)	\$
TOTAL	425.21 \$

**L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a pris en charge les frais d'hébergement et le billet d'avion.*



Réunion de la Délégation permanente de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(2022-10-20)

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Visioconférence
19 octobre 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et vice-président de l'APF
- M. Pascal Beausoleil, directeur adjoint, cabinet du président de l'ANQ
- Conseillères en relations interparlementaires et internationales

AUTRES PARTICIPANTS

- M. Francis Drouin, président de l'APF (député, Canada)
- M. Bruno Fuchs, secrétaire général parlementaire (député, France)
- M. Faustin Boukoubi, premier vice-président (député, Gabon)
- M. Amadou Mame Diop, vice-président (député, Sénégal)
- M. Gaston Tong Sang, vice-président (député, Polynésie française)
- M. Jean-Paul Wahl, vice-président (député, Belgique)
- M^{me} Elsa Schalck, vice-présidente déléguée (députée, France)
- M. Damien Cesselin, secrétaire général administratif (France)

- Conseillers et conseillères au Secrétariat de l'APF
- Secrétaires administratifs des autres sections membres

CONTEXTE

Pendant la pandémie de Covid-19, l'APF a convoqué plusieurs réunions virtuelles des membres de la Délégation permanente afin de prendre des décisions et de partager des informations sur le fonctionnement de l'organisation. La dernière réunion de cette entité s'était tenue il y a un an et demi.

La Délégation permanente est composée du président, du secrétaire général parlementaire, du premier vice-président, des vice-présidents et du Trésorier.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Préparer la participation de l'APF au Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Djerba, en Tunisie, les 19 et 20 novembre.

- Malgré les tensions actuelles en Tunisie et l'absence de pouvoir législatif, l'APF a décidé de participer au Sommet de Djerba. Les membres de la Délégation permanente se sont entendus afin que l'APF souligne l'importance du pouvoir législatif dans un système démocratique ainsi que du rôle de l'opposition. Ils ont également mentionné que l'APF devra réitérer sa disponibilité pour effectuer du renforcement des institutions démocratiques ainsi que son souhait de voir les futurs parlementaires tunisiens rejoindre l'APF. Les représentants de l'APF présenteront également l'avis qui a été rédigé et adopté lors de la Session de Kigali portant sur la thématique du Sommet, « Connectivité dans la diversité ».

Discuter de certains éléments en lien avec le Bureau de l'APF, prévu les 30 et 31 janvier à Papeete, en Polynésie française, et du lieu pour la 43^e Session en juillet 2023.

- Les membres ont convenu de permettre, pour l'instant, la participation virtuelle seulement pour certaines parties du Bureau. Selon les circonstances, il sera envisagé d'élargir cette possibilité à des membres du Bureau qui ne pourraient pas effectuer le déplacement.
- Les différentes candidatures transmises au Secrétariat pour la Session de juillet 2023 ont été présentées à la Délégation permanente, qui les a examinées. Les candidatures peuvent encore être reçues et la décision du lieu et des dates sera prise lors du Bureau de janvier 2023.

S'enquérir sur le projet de tribune proposé par le Secrétaire général parlementaire.

- Le Secrétaire général parlementaire souhaite publier une tribune appelant à une plus grande mobilisation de la communauté francophone en faveur de la paix, de la sécurité, de la démocratie et du développement dans le Sahel. Les parlementaires pourront signifier de manière individuelle leur volonté de signer cette tribune. Le Secrétariat transmettra le projet aux sections une fois rédigé.

Échanger sur les orientations stratégiques de l'APF.

- Le Secrétariat a expliqué que l'APF devra s'inspirer des orientations adoptées par l'OIF afin de rédiger son prochain cadre stratégique. Le président de l'ANQ s'est informé des modalités de participation des sections dans la préparation de ce cadre stratégique. Le Secrétariat a expliqué qu'une consultation en ligne serait bientôt lancée.

AUTRES RÉSULTATS

- Un groupe WhatsApp a été créé afin de faciliter les échanges entre les membres de la Délégation permanente entre les réunions.

STATISTIQUES



SUIVIS

Le Bureau de l'APF se réunira les 30 et 31 janvier 2023, en Polynésie française, à l'invitation de cette section.

Réunion du Groupe de travail pour la révision des Statuts de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Paris, France

3 et 4 novembre 2022

Délégation québécoise

- M. Éric Lefebvre, député d'Arthabaska, vice-président et rapporteur de la Commission politique de l'APF
- Conseillère en relations internationales

Délégation pays / organisation

- M. Christophe-André Frassa, sénateur (France), président de la Commission politique
- M. Kalla Hankoraou, député (Niger), vice-président de la Commission politique
- M. Philippe Courard, député (Belgique), rapporteur de la Commission politique
- M. Joël Godin, député (Canada), rapporteur de la Commission politique
- M. Yves Nidegger, député (Suisse)
- M. Chea Chet, sénateur (Cambodge)
- Secrétaires administratives de la section française de l'APF
- Conseiller au Secrétariat de l'APF

Contexte

Le Groupe de travail a été créé à la demande du Bureau de l'APF afin de réviser les Statuts et autres documents administratifs. Il s'était réuni pour la dernière fois à Québec en mai 2022. Les objectifs sont entre autres d'actualiser le fonctionnement de l'APF, d'augmenter son efficacité et sa transparence.

Objectifs et résultats

Adopter un projet de Statuts révisés à présenter au Bureau de l'APF en janvier 2023

- Le député du Québec s'est exprimé sur la version présentée par le Secrétariat. Les échanges ont permis de valider le document qui devra être présenté lors de la prochaine réunion du Bureau. Si les membres du Bureau valident le document, il pourra être adopté à la Session de juillet 2023. Dans le cas contraire, le Groupe devra travailler à nouveau sur les Statuts afin de répondre aux exigences des membres.

Discuter des amendements sur le projet de règlement financier

- Le projet de règlement financier a été élaboré par la section du Luxembourg, en collaboration avec le Secrétariat. Il avait été transmis au préalable aux membres du groupe de travail, qui avaient soumis des amendements. Il s'agissait d'une première discussion sur ce document. Il a été convenu que le manuel de procédures serait annexé aux Statuts et révisé par le groupe lors de la prochaine réunion de travail.

Échanger sur les amendements sur le projet de règlement intérieur

- Le projet de règlement intérieur contient des éléments plus précis que les Statuts et vise à rendre plus flexible leur modification en cas de besoin. Les membres ont échangé pour une première fois sur ce document qui, tout comme le projet de règlement financier, avait été transmis au préalable afin de recueillir les propositions d'amendements des sections.

Débuter l'étude de la proposition de révision des mécanismes de vigilance démocratique

- Lors du Bureau de Dakar en janvier 2020, les membres avaient vivement critiqué les mécanismes actuels. Un nouveau modèle de mécanismes a été préparé par le Secrétariat.

Statistiques

18

participantes et
participants

Suivi

Les Statuts révisés seront présentés lors du Bureau de l'APF qui se tiendra à Papeete les 30 et 31 janvier 2023. Par la suite, le Groupe de travail sera à nouveau sollicité pour une réunion de travail en amont de la réunion intersessionnelle qui se tiendra à Paris au printemps 2023.

Dépenses

Eric Lefebvre (Arthabaska) vice-président et rapporteur de la Commission politique de l'APF

Transport	2 856.78 \$
Repas	391.02 \$
Hébergement	925.23 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	201.96 \$
Sous-total	4 374.99 \$

Conseillère en relations internationales

Transport	2 496.81 \$
Repas	637.88 \$
Hébergement	1 233.64 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	269.28 \$
Sous-total	4 637.61 \$



Sous-totaux globaux

Transport	5 353.59 \$
Repas	1 028.90 \$
Hébergement	2 158.87 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	471.24 \$
TOTAL	9 012.60 \$

Réunion du comité exécutif du Council of State Governments East

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Toronto (Ontario)
2 et 3 décembre 2022

Délégation québécoise

- M. Simon Allaire (Maskinongé), représentant de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) à la Commission de l'agriculture et à la Commission de l'énergie et de l'environnement du Council of State Governments East (CSG-East)
- Secrétaire administrative de la DANRÉU

Contexte

Le CSG East est l'une des quatre organisations régionales du Council of State Governments (CSG). Elle est formée de 18 sections membres regroupant des parlementaires de 11 États du nord-est des États-Unis, des îles Vierges américaines, de Puerto Rico, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et du Québec.

Le comité exécutif de l'organisation se réunit deux à trois fois par année, dont une fois en hiver et une fois en marge de l'Assemblée annuelle de l'organisation à l'été. À titre de membre avec un droit de vote depuis 1990, l'ANQ participe à la reddition de compte, aux orientations et aux décisions stratégiques, ainsi qu'aux décisions financières de l'organisation.

Objectifs et résultats

Prendre part aux réunions des sous-comités de l'assemblée annuelle, de la planification stratégique et du budget.

- Le comité de l'assemblée annuelle a soulevé les enjeux entourant le déclin de la participation à cet événement et les défis rencontrés pour trouver les hôtes pour les prochaines éditions. Les thèmes de l'énergie, des transports et du logement abordable ont été identifiés comme prioritaires pour la prochaine édition.
- Lors de la réunion du comité sur la planification stratégique, il a notamment été question de créer un conseil du leadership, ainsi qu'un volet destiné au personnel parlementaire au sein de l'organisation. Les prochaines étapes seront présentées au comité exécutif cet été.
- Dans le cadre de la réunion du comité du budget, les membres se sont prononcés sur les augmentations à venir pour les cotisations des cinq prochaines années.

Assurer la présence de l'ANQ au sein du CSG East et contribuer au renforcement de cette organisation.

- Le représentant du Québec a participé à la réunion du comité exécutif et a pris connaissance des rapports des divers comités et commissions du CSG East, en plus des états financiers et du budget de l'organisation.

Maintenir le leadership de l'ANQ au sein du CSG East.

- La délégation québécoise a signifié au directeur général de l'organisation l'intérêt de l'ANQ de continuer de co-présider la Commission des relations Canada-États-Unis, à la suite du départ du député Guy Ouellette qui occupait ce poste. Elle a également soulevé la possibilité que l'ANQ accueille à nouveau l'Assemblée annuelle de l'organisation en 2026 ou 2027.

Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États, contribuant ainsi au rayonnement de l'Assemblée nationale et du Québec aux États-Unis.

- Le représentant de l'ANQ a eu l'occasion d'échanger avec les parlementaires américains et canadiens présents sur la situation politique et institutionnelle du Québec depuis les dernières élections générales d'octobre 2022. Il a également pu s'enquérir de la situation politique prévalant aux États-Unis à la suite des élections de mi-mandat 2022.

Statistiques



Suivi

La prochaine Assemblée annuelle aura lieu à Toronto, du 20 au 23 août 2023.

Dépenses

Simon Allaire (Maskinongé)

Transport	1 192.81 \$
Repas	102.45 \$
Hébergement	233.86 \$
Frais d'inscription	201.01 \$
Divers	17.30 \$
Sous-total	1 747.43 \$

Secrétaire administrative de la DANRÉU

Transport*	1 853.86 \$
Repas	204.90 \$
Hébergement	467.73 \$
Frais d'inscription	202.27 \$
Divers	34.60 \$
Sous-total	2 763.36 \$

* Le coût du transport inclus des billets d'avion pour 2 missions successives



Sous-totaux globaux

Transport	3 046.67 \$
Repas	307.35 \$
Hébergement	701.59 \$
Frais d'inscription	403.28 \$
Divers	51.90 \$
Autres frais	\$
TOTAL	4 510.79 \$

Forecast 2023 et Réunion du groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique de la National Conference of State Legislatures (NCSL)

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
San Diego, Californie
5 au 8 décembre 2022

Délégation québécoise

- M. Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la DANRÉU et représentant de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) au groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique de la NCSL
- Conseillère en relations internationales et interparlementaires

Contexte

Le NCSL Forecast 2023 est un nouvel événement créé par l'organisation pour permettre aux parlementaires de se réunir avant le début de la session parlementaire afin d'approfondir leurs connaissances des enjeux politiques de l'heure, de bénéficier d'ateliers de renforcement des capacités spécifiques au domaine législatif, et d'élargir leur réseau de contacts. Le groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique, duquel est également membre l'ANQ, s'est réuni en marge de l'événement. Créé en 2009, il rassemble des parlementaires et du personnel législatif ayant un intérêt pour le développement et l'analyse des politiques énergétiques.

L'ANQ participe à ces activités à titre de membre international affilié à la NCSL, une organisation interparlementaire américaine réunissant des parlementaires des 50 États et des territoires américains.

Objectifs et résultats

Assister aux ateliers et conférences du Forecast 2023 portant sur les thèmes prioritaires de la DANRÉU.

- La délégation a pris part à onze conférences et ateliers portant, entre autres, sur les énergies renouvelables, l'environnement, l'inflation, la récession, l'élaboration de budgets en contexte d'incertitude économique, la santé mentale, les relations entre les États américains et le gouvernement fédéral, en plus d'assister à un panel sur les enjeux frontaliers entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. La délégation s'est aussi informée auprès d'experts et de parlementaires de la situation politique prévalant aux États-Unis à la suite des élections de mi-mandat 2022.
- Le représentant de l'ANQ a discuté avec plusieurs parlementaires des enjeux d'actualité propres aux États américains et au Québec. Il a notamment été question des conséquences de la pandémie de la COVID-19 et de l'enseignement à distance sur la santé mentale des jeunes, ainsi que du marché du carbone entre le Québec et la Californie. Le représentant de l'ANQ a aussi pris la parole lors du panel sur les relations États-Unis-Mexique-Canada pour partager la perspective québécoise et présenter le réseau de représentations du Québec à l'étranger.

Prendre part aux visites de terrain et aux réunions du groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique de la NCSL.

- Dans le cadre des visites de terrain, la délégation a visité une installation de *Schneider Electric* qui présentait son système de contrôle de l'énergie *Wiser Energy*. Le système *Wiser Energy* permet aux propriétaires de surveiller l'état du réseau électrique de leur maison en temps réel, les aidant ainsi à mieux contrôler leur consommation énergétique et leur production d'énergie solaire. Les membres du groupe de travail ont ensuite visité les bureaux du centre d'opérations d'urgence de la compagnie *San Diego Gas & Electric* (SDGE). Des experts de la SDGE ont partagé certaines initiatives de leur centre pour prévenir les pannes de courant dans la région, qui est régulièrement soumise aux feux de forêt. Ils ont notamment présenté leur système de surveillance par drones des installations électriques et fait état de la mise en place de systèmes de contrôle de la qualité de l'air afin de déterminer l'impact de la fumée des feux de forêt sur les communautés locales. Il a aussi été question de l'installation de microréseaux, qui permettent de garder les services essentiels fonctionnels en cas de coupures de courant, ainsi que de l'importance des stations météorologiques. Ces dernières ont pour objectif de recueillir des données météorologiques afin d'assurer une meilleure gestion du réseau, de prévoir les tendances climatiques et d'adapter les communautés à ces changements. Un programme de mitigation des changements climatiques et des feux de forêts est déjà en place au sein du SDGE.

- Les séances de travail du groupe sur l’approvisionnement énergétique ont porté sur les nouveaux programmes énergétiques du gouvernement fédéral, l’*Inflation Reduction Act* (IRA), les programmes de réduction de gaz à effet de serre (GES), ainsi que sur les enjeux liés à l’efficacité, l’efficience et la transition énergétiques. Ainsi, les parlementaires ont assisté aux présentations de divers acteurs du secteur de l’énergie tels que l’*American Clean Power Association*, le *California Office of Energy Safety* et le *Los Angeles Department of Water and Power*. Les discussions ont porté sur l’accroissement de la demande énergétique, notamment en raison de l’électrification des transports et des programmes de transition énergétique, la décarbonisation de l’économie et le développement des énergies renouvelables comme les énergies solaire et éolienne.
- Le représentant de l’ANQ a pris la parole lors du tour de table des membres du groupe de travail pour présenter les dernières actualités du Québec en matière d’énergie. Il a mentionné que la transition énergétique sera l’un des enjeux majeurs de la 43^e législature et l’un des principaux piliers de l’action gouvernementale dans la lutte aux changements climatiques. À cet effet, il a souligné qu’Hydro-Québec prévoit une hausse de la demande québécoise d’électricité au courant des prochaines années. Il a donc fait état de la nécessité d’augmenter la capacité de production d’hydroélectricité québécoise de 100 TWh d’ici 2050 pour poursuivre l’électrification de l’économie du Québec et répondre à la demande pour une énergie propre et renouvelable. De plus, il a présenté quelques initiatives du Québec en matière d’électrification des transports et des bâtiments. Il a notamment été question de la *Politique gouvernementale d’acquisition de véhicules* qui oblige les ministères et organismes à se doter de véhicules électriques en remplacement de leurs véhicules à combustion désuets, et ce, toutes catégories confondues. Il a aussi partagé la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Québec qui souhaite une réduction de 37,5% sous le niveau de 1990 d’ici 2030.

Consolider les liens avec les parlementaires américains, les assemblées législatives des États participants et le personnel-cadre de la NCSL, contribuant ainsi au rayonnement du Québec.

- Les membres de la délégation québécoise se sont entretenus avec des représentants du comité exécutif de la NCSL. Ils ont échangé avec le président désigné de l’organisation sur la possibilité d’organiser une visite de la présidence de la NCSL à Québec en mars 2023. La tenue d’une réunion du groupe de travail sur l’approvisionnement énergétique à Québec a aussi été évoquée lors d’échanges avec les co-présidents du groupe de travail.
- La délégation a discuté avec la présidente du Sénat du Massachusetts, M^{me} Karen E. Spilka, de la relation bilatérale entre la Cour générale du Massachusetts et l’ANQ dans le cadre de l’Association parlementaire Québec-Massachusetts. Il a été question d’enjeux communs tels que l’éducation supérieure, l’environnement, l’équité et l’inclusion, ainsi que de l’intérêt des deux parties à relancer la relation bilatérale. Des échanges ont aussi eu lieu avec la présidente de la Chambre des représentants de l’État de Washington, M^{me} Laurie Jinkins, et d’autres parlementaires de cet État prioritaire pour le Québec.

- Le représentant de l'ANQ a échangé avec un sénateur de l'État de la Californie sur les relations entre le Québec et la Californie. Ils ont discuté du marché du carbone, de l'environnement, de la Délégation du Québec à Los Angeles ainsi que la Conférence de l'ONU sur la biodiversité, qui se tiendra à Montréal du 7 au 19 décembre 2022. Le sénateur a mentionné qu'il fera partie d'une délégation parlementaire californienne, composée de membres du Sénat et de la Chambre des représentants, qui se déplacera à Montréal à cette occasion. Il a d'ailleurs invité le parlementaire québécois à participer à une réception offerte par la délégation de la Californie le 12 décembre 2022 à Montréal.
- La délégation québécoise a profité de la présence de représentants de l'Union nationale des Assemblées législatives des États fédérés du Brésil (UNALE) et du *National Hispanic Caucus of State Legislators* pour relancer les discussions sur la Confédération parlementaire des Amériques (COPA). Ils ont discuté de la réunion prochaine des trois secrétariats de la COPA à Toluca (Mexique) ainsi que du processus de réforme institutionnelle qui vise à faire de la COPA une organisation multilatérale orientée vers la formation, le renforcement des capacités des parlements et l'étude approfondie de thématiques communes à l'ensemble des Amériques. Un responsable du volet international de la NCSL a aussi été informé des dernières actualités en lien avec la COPA.
- Le représentant de l'ANQ a aussi consolidé ses relations avec des représentants de la Délégation générale du Québec à Los Angeles et du Consulat général du Canada à Los Angeles. Il a ainsi été informé des enjeux prioritaires du Québec dans l'Ouest américain et des dernières actualités en lien avec l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM).

Statistiques

421 participantes et participants au NCSL Forecast 2023

44 États, 4 territoires, le District de Columbia et 6 pays étrangers représentés au NCSL Forecast 2023

42 participantes et participants et 11 États représentés au Groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique

Suivi

Le représentant de l'ANQ poursuivra son travail auprès de ses homologues américains en vue de consolider les liens entre l'ANQ les instances de la NCSL. Des suivis particuliers seront effectués auprès des représentants des États du Massachusetts et de la Californie afin de relancer l'Association parlementaire Québec-Massachusetts et d'explorer les potentielles pistes de



collaboration futures avec la Californie. Le représentant de l'ANQ participera à la réception offerte par la délégation californienne dans le cadre de la Conférence de l'ONU sur la biodiversité à Montréal.

La documentation et l'information recueillies dans le cadre de la NCSL Forecast 2023 et le groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique seront transmises aux personnes et aux commissions parlementaires concernées. Des discussions auront lieu pour confirmer l'accueil à l'ANQ d'une délégation de la NCSL en mars 2023.

La 2^e édition du NCSL Forecast devrait avoir lieu en décembre 2024. Quant à elle, la prochaine réunion du groupe de travail sur l'approvisionnement énergétiques est prévue en marge de l'Assemblée annuelle de la NCSL, qui aura lieu du 14 au 16 août 2023, à Indianapolis, Indiana.

Dépenses

Mathieu Lemay (Masson) vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis et représentant de l'Assemblée nationale du Québec au groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique de la National Conference of State Legislatures

Transport	1 662.09 \$
Repas	328.88 \$
Hébergement	1 167.24 \$
Frais d'inscription	134.00 \$
Divers	94.80 \$
Sous-total	3 387.01 \$

Conseillère en relations internationales et interparlementaires

Transport	1 552.89 \$
Repas	460.71 \$
Hébergement	1 459.05 \$
Frais d'inscription	134.01 \$
Divers	118.50 \$
Sous-total	3 725.16 \$



Sous-totaux globaux

Transport	3 214.98 \$
Repas	789.59 \$
Hébergement	2 626.29 \$
Frais d'inscription	268.01 \$
Divers	213.30 \$
Autres frais	\$
TOTAL	7 112.17 \$

Conférence nationale du Council of State Governments

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)

Honolulu (Hawaï)

7 au 10 décembre 2022

Délégation québécoise

- M^{me} Joëlle Boutin (Jean-Talon), représentante de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) au Comité exécutif du Council of State Governments (CSG)
- Secrétaire administrative de la DANREU

Contexte

La conférence annuelle du CSG réunit des représentants des branches exécutive, législative et judiciaire des États américains, des parlementaires des États et des territoires membres et associés, ainsi que des gouverneurs et des représentants du milieu universitaire et du secteur privé. Elle constitue une occasion privilégiée de s'enquérir des grandes tendances en matière de politiques publiques, de consolider les liens de l'Assemblée nationale au sein du CSG et de faire rayonner l'expertise québécoise auprès de décideurs des États américains.

L'édition 2022 s'est déroulée sur plusieurs jours avec la réunion du Comité exécutif du CSG et diverses conférences d'experts sur des thématiques d'actualité, telles que la crise du manque de main-d'œuvre sur le marché de l'emploi, les nouvelles innovations en santé, la crise de la santé mentale, la cybersécurité et l'accès au logement.

Objectifs et résultats

Assister aux travaux des instances de gouvernance du CSG.

- La représentante de l'ANQ a siégé à la réunion du Comité exécutif. Elle a pris connaissance du rapport du président du CSG et des autres rapports administratifs de l'organisation, tels que les rapports financiers et le rapport d'activité du directeur général. Les augmentations aux cotisations des membres ont également été adoptées pour les cinq prochaines années.

- 
- La représentante de l'ANQ a également pris connaissance des nominations des officiers du CSG pour l'année 2023, dont son nouveau président, le gouverneur de l'État du Delaware, M. John Carney, qui entrera en fonction le 1^{er} janvier 2023 pour un mandat d'un an.
 - Il a également été question du calendrier des prochaines activités des instances du CSG, dont la 62^e Assemblée annuelle du CSG East, du 20 au 23 août 2023, à Toronto, ainsi que l'Assemblée annuelle du Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent, les 8 et 9 septembre 2023, à Québec.
 - Finalement, la députée a pu discuter avec un parlementaire de la Chambre des représentants de la Californie et président du CSG West, M. Mike Gibson, qui lui a signifié l'intérêt de la Chambre de tenir une rencontre sur les questions énergétiques avec des élus québécois.

Assister aux ateliers et conférences portant sur les thèmes prioritaires de la DANREU et du Québec.

- La délégation a pris part à 14 conférences et ateliers portant, entre autres, sur la crise du manque de main-d'œuvre, les nouvelles technologies en santé, l'accès à des logements abordables, la crise en matière de santé mentale, la cybersécurité, ainsi que la situation politique aux États-Unis à la suite des élections de mi-mandat 2022.
- La représentante de l'ANQ a également pris part à la séance « Return on Investment : Addressing the child care dilemma » lors de laquelle le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et le programme de place à contributions réduites au Québec ont été présentés, ainsi que les bonnes pratiques mises en place dans l'État du Kentucky dans ce domaine. Étant donné l'intérêt de plusieurs femmes parlementaires envers le système mis en place au Québec, une discussion a débuté avec la représentante de la Délégation générale du Québec à New York, présente sur place, afin d'organiser la visite potentielle à Québec d'une délégation de parlementaires de l'État de New York intéressées par ce thème.

Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États et provinces canadiennes, contribuant ainsi au rayonnement de l'ANQ.

- La représentante de l'ANQ a renforcé son réseau de contacts, notamment lors d'échanges avec des parlementaires de nombreux États américains et provinces canadiennes. Elle a pu discuter avec divers membres du Leadership Council du CSG, dont les directeurs généraux du CSG National, du CSG East et du CSG West, ainsi que plusieurs acteurs stratégiques, dont la sénatrice du Kansas, M^{me} Carolyn McGinn. Cette rencontre a mené à l'échange d'informations pertinentes concernant le [Wichita State University's Innovation Campus](#), un campus de recherches et d'innovation qui accueille de nombreuses entreprises notamment dans le secteur aéronautique.

- La représentante de l'ANQ a participé à la réception organisée par le Consulat général du Canada à San Francisco et la Délégation générale du Québec à Los Angeles, échangeant notamment avec le gouverneur de l'État d'Hawaï, M. Josh Green, avec plusieurs parlementaires américains, ainsi qu'avec des parlementaires des assemblées législatives de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Nouvelle-Écosse. Dans le cadre d'un petit-déjeuner de travail avec le Consul général du Canada à San Francisco, M. Rana Sarkar, la représentante de l'ANQ et les parlementaires de l'Alberta ont également discuté de l'importance d'une collaboration accrue entre les provinces canadiennes, ainsi que des opportunités d'affaires sur le marché américain liées à la transition énergétique.

Statistiques

700
participantes et
participants

Suivi

La représentante de l'ANQ poursuivra son travail auprès de ses homologues américains en vue du consolider les liens entre l'Assemblée nationale et les instances du CSG. Des suivis particuliers seront effectués auprès de l'organisation Women in Government et de représentants du CSG West afin d'explorer les potentielles pistes de collaboration futures.

La documentation et l'information recueillies dans le cadre de la conférence seront transmises aux personnes et aux commissions parlementaires concernées.

La prochaine Conférence nationale du CSG aura lieu du 6 au 9 décembre 2023 à Raleigh, en Caroline du Nord.

Dépenses

Joëlle Boutin (Jean-Talon) Représentante de l'ANQ au Comité exécutif du CSG

Transport	5 856.80 \$
Repas	421.42 \$
Hébergement	2 832.18 \$
Frais d'inscription	877.27 \$
Divers	142.20 \$
Sous-total	10 129.87 \$

Secrétaire administrative de la DANRÉU

Transport*	91.74 \$
Repas	693.61 \$
Hébergement	3 396.27 \$
Frais d'inscription	876.50 \$
Divers	165.90 \$
Sous-total	5 224,02 \$

* Le coût du billet d'avion est comptabilisé dans les dépenses de la réunion du Comité exécutif du Council of State Governments East qui s'est déroulée les 2 et 3 décembre 2022, à Toronto.

Sous-totaux globaux

Transport	5 948.54 \$
Repas	1 115.03 \$
Hébergement	6 228.45 \$
Frais d'inscription	1 753.77 \$
Divers	308.10\$
Autres frais (ex : interprétation)	\$
TOTAL	15 353.89 \$

Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones

Coopération

Paris, France

12 au 16 décembre 2022

Délégation québécoise

- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
- M^{me} Anik Laplante, Directrice du Secrétariat général adjoint à l'administration, du Vivre-ensemble et de la prévention du harcèlement
- Conseillère en relations internationales

Délégation pays / organisation

- Sona Ghazaryan, députée (Arménie)
- Arusyak Julhakyan, députée (Arménie)
- Elisaveta Belobradova, députée (Bulgarie)
- Dominique Vien, députée (Canada)
- Nantarie Aboa, députée (Côte-d'Ivoire)
- Firmine Olga Badjina Moudouma, députée (Gabon)
- Françoise Assengone Obame, députée (Gabon)
- Natalia Kusendova-Bashta, députée (Ontario)
- Minarii Chantal Galenon, députée (Polynésie française)
- Sylvana Puhetini, députée (Polynésie française)

- Nicole Sanquer, députée (Polynésie française)
- Eliane Tevahitua, députée (Polynésie française)
- Romilda Tahiaata, députée (Polynésie française)
- Simona Bucura-Oprescu, députée (Roumanie)
- Jadranka Jovanovic, députée (Serbie)
- Conseillers du Secrétariat de l'APF

Contexte

L'Atelier mise sur l'optimisation des aptitudes individuelles des femmes parlementaires et l'acquisition des compétences dans la défense des droits des femmes. Le programme comporte des présentations théoriques de niveau universitaire, des exercices pratiques et des séances d'accompagnement.

Initiative de l'Assemblée nationale du Québec, l'Atelier est développé en partenariat avec la Chaire La Capitale en leadership de l'École nationale de l'administration publique (ÉNAP).

La première édition s'est tenue en mars 2017. Il s'agit de la 5^e édition. Des dizaines d'élues provenant de parlements à travers toute la Francophonie ont déjà participé à ce programme.

Objectifs et résultats

Permettre aux parlementaires d'effectuer une réflexion sur leur carrière, leurs forces et leurs points faibles ainsi que sur leur cheminement professionnel.

- La professeure M^{me} Natalie Rinfret de l'ÉNAP a donné trois jours de formation pendant l'atelier. Elle a débuté son intervention par une présentation de théories sur la carrière, sa gestion et son développement. Elle a proposé un exercice aux participantes sur la connaissance de soi, de ses motivations et de ses valeurs. Par la suite, elle a amené les élues à réfléchir à leur propre carrière, en réalisant des exercices de bilan de carrière et en rêvant à un scénario de leur avenir professionnel. Les parlementaires ont été amenées à réfléchir aux compétences nécessaires à une carrière en politique et à dresser le diagnostic de leurs propres compétences.

Renforcer les capacités des élues à élaborer des plans d'action et choisir les bonnes stratégies pour atteindre leurs objectifs.

- M^{me} Rinfret a invité les participantes à réfléchir à un projet qu'elles souhaitent mener à terme dans leur carrière politique. Elles ont utilisé les résultats des exercices de réflexion sur elles-mêmes et ont été inspirées des thématiques abordées durant l'atelier afin d'imaginer des projets permettant d'améliorer l'égalité femmes-hommes. Elles ont envisagé les possibles difficultés rencontrées, les alliances permettant de mener à terme le plan d'action et les étapes à franchir. Elles ont présenté leurs projets afin de recevoir des commentaires des autres participantes et de bonifier leurs plans.



Faire connaître la politique cadre pour prévenir et gérer le harcèlement au sein des parlements francophones adoptée par l'APF et outiller les participantes sur les différents mécanismes de lutte contre le harcèlement.

- M^{me} Anik Laplante a expliqué le processus ayant mené à l'adoption de la politique-cadre pour prévenir et gérer le harcèlement au sein des parlements francophones de l'APF. Elle a fait comprendre aux femmes comment utiliser cet instrument pour mettre en place une politique similaire dans leur parlement. Elle a mentionné que l'ANQ se rend disponible pour toute question ou toute demande d'appui à ce sujet.
- M^{me} Laplante a présenté la politique de lutte contre le harcèlement de l'ANQ. Le processus en cours de révision de celle-ci a été expliqué aux participantes et participants. Entre autres, elle a mis de l'avant l'importance de la confidentialité du processus, de divers mécanismes de règlement de conflit, de moyens permettant d'éviter les représailles et de l'implication des hautes autorités et des parlementaires eux-mêmes. Elle a également souligné le rôle-clé des autres aspects entourant la politique, notamment celui des campagnes de sensibilisation, afin d'opérer un changement de culture au sein des parlements.

Offrir une formation de base sur le budget sensible au genre (BSG) en présentant les objectifs, les avantages et des moyens à mettre en action pour favoriser cette approche.

- La spécialiste de budgétisation sensible au genre, M^{me} Laurence Jacquet, a offert une journée de formation sur ce sujet. Elle a présenté les cinq avantages principaux de cet outil, dont la garantie des droits humains, l'équité et l'égalité, la non-discrimination, la réduction de la pauvreté et la croissance inclusive et finalement, l'efficacité et l'efficience. Elle a exposé des illustrations du BSG à travers le monde, présentant une analyse sur la présence de piliers dont le cadre légal et institutionnel, la préparation, l'exécution et le suivi du budget et le contrôle parlementaire et l'audit. Elle a également expliqué comment la BSG doit être imbriqué dans le cycle budgétaire à l'aide d'exemples concrets.

Faire connaître une problématique liée à la condition féminine, soit l'enregistrement des naissances dans l'état-civil et explorer les différents enjeux qui y sont reliés.

- Les participantes ont pris part au colloque organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) sur l'importance d'une meilleure prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les processus d'enregistrement des faits d'état civil. Le colloque était divisé en deux panels. Le premier s'intitulait : « Regards croisés sur les discriminations à l'égard des filles/femmes dans l'enregistrement des faits d'état civil : De quoi s'agit-il ? ». Le second panel portait sur les « Mécanismes et outils pour l'accélération de l'enregistrement des filles et la reconnaissance des femmes à déclarer les naissances de leurs enfants ».

Faire découvrir le fonctionnement général d'un autre parlement.

- La visite de l'Assemblée nationale française a permis aux participantes de se familiariser avec cette institution. Elles ont pu assister à la période de questions et de réponses orales au gouvernement. La visite de la bibliothèque leur a permis d'en connaître davantage sur le rôle marquant de certaines femmes dans l'histoire politique française. Une parlementaire membre de la délégation des droits des femmes de l'ANF a assisté à la formation sur le budget sensible au genre. Les observations qu'elle a effectuées serviront à un rapport qui sera publié sur ce sujet dans le premier trimestre de 2023.

Statistiques



Suivi

L'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones tiendra sa 6^e édition en 2023. Les dates et le lieu seront communiqués ultérieurement.

Dépenses

Chantal Soucy (Saint-Hyacinthe) Vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF

Transport	2 725.43 \$
Repas	923.79 \$
Hébergement	1 575.07 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	479.99 \$
Sous-total	5 704.28 \$

Conseillère en relation internationales

Transport	2 712.95 \$
Repas	1 079.26 \$
Hébergement	1 800.08 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	538.56 \$
Sous-total	6 130.85 \$

Sous-totaux globaux

Transport	5 438.38 \$
Repas	2 003.05 \$
Hébergement	3 375.15 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	1 018.55 \$
Autres frais	38.92 \$
TOTAL	11 874.05 \$

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a pris en charge l'ensemble des frais d'Anick Laplante.

Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones

Coopération

Paris, France

12 au 16 décembre 2022

Délégation québécoise

- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
- M^{me} Anik Laplante, Directrice du Secrétariat général adjoint à l'administration, du Vivre-ensemble et de la prévention du harcèlement
- Conseillère en relations internationales

Délégation pays / organisation

- Sona Ghazaryan, députée (Arménie)
- Arusyak Julhakyan, députée (Arménie)
- Elisaveta Belobradova, députée (Bulgarie)
- Dominique Vien, députée (Canada)
- Nantarie Aboa, députée (Côte-d'Ivoire)
- Firmine Olga Badjina Moudouma, députée (Gabon)
- Françoise Assengone Obame, députée (Gabon)
- Natalia Kusendova-Bashta, députée (Ontario)
- Minarii Chantal Galenon, députée (Polynésie française)
- Sylvana Puhetini, députée (Polynésie française)

- Nicole Sanquer, députée (Polynésie française)
- Eliane Tevahitua, députée (Polynésie française)
- Romilda Tahiaata, députée (Polynésie française)
- Simona Bucura-Oprescu, députée (Roumanie)
- Jadranka Jovanovic, députée (Serbie)
- Conseillers du Secrétariat de l'APF

Contexte

L'Atelier mise sur l'optimisation des aptitudes individuelles des femmes parlementaires et l'acquisition des compétences dans la défense des droits des femmes. Le programme comporte des présentations théoriques de niveau universitaire, des exercices pratiques et des séances d'accompagnement.

Initiative de l'Assemblée nationale du Québec, l'Atelier est développé en partenariat avec la Chaire La Capitale en leadership de l'École nationale de l'administration publique (ÉNAP).

La première édition s'est tenue en mars 2017. Il s'agit de la 5^e édition. Des dizaines d'élues provenant de parlements à travers toute la Francophonie ont déjà participé à ce programme.

Objectifs et résultats

Permettre aux parlementaires d'effectuer une réflexion sur leur carrière, leurs forces et leurs points faibles ainsi que sur leur cheminement professionnel.

- La professeure M^{me} Natalie Rinfret de l'ÉNAP a donné trois jours de formation pendant l'atelier. Elle a débuté son intervention par une présentation de théories sur la carrière, sa gestion et son développement. Elle a proposé un exercice aux participantes sur la connaissance de soi, de ses motivations et de ses valeurs. Par la suite, elle a amené les élues à réfléchir à leur propre carrière, en réalisant des exercices de bilan de carrière et en rêvant à un scénario de leur avenir professionnel. Les parlementaires ont été amenées à réfléchir aux compétences nécessaires à une carrière en politique et à dresser le diagnostic de leurs propres compétences.

Renforcer les capacités des élues à élaborer des plans d'action et choisir les bonnes stratégies pour atteindre leurs objectifs.

- M^{me} Rinfret a invité les participantes à réfléchir à un projet qu'elles souhaitent mener à terme dans leur carrière politique. Elles ont utilisé les résultats des exercices de réflexion sur elles-mêmes et ont été inspirées des thématiques abordées durant l'atelier afin d'imaginer des projets permettant d'améliorer l'égalité femmes-hommes. Elles ont envisagé les possibles difficultés rencontrées, les alliances permettant de mener à terme le plan d'action et les étapes à franchir. Elles ont présenté leurs projets afin de recevoir des commentaires des autres participantes et de bonifier leurs plans.



Faire connaître la politique cadre pour prévenir et gérer le harcèlement au sein des parlements francophones adoptée par l'APF et outiller les participantes sur les différents mécanismes de lutte contre le harcèlement.

- M^{me} Anik Laplante a expliqué le processus ayant mené à l'adoption de la politique-cadre pour prévenir et gérer le harcèlement au sein des parlements francophones de l'APF. Elle a fait comprendre aux femmes comment utiliser cet instrument pour mettre en place une politique similaire dans leur parlement. Elle a mentionné que l'ANQ se rend disponible pour toute question ou toute demande d'appui à ce sujet.
- M^{me} Laplante a présenté la politique de lutte contre le harcèlement de l'ANQ. Le processus en cours de révision de celle-ci a été expliqué aux participantes et participants. Entre autres, elle a mis de l'avant l'importance de la confidentialité du processus, de divers mécanismes de règlement de conflit, de moyens permettant d'éviter les représailles et de l'implication des hautes autorités et des parlementaires eux-mêmes. Elle a également souligné le rôle-clé des autres aspects entourant la politique, notamment celui des campagnes de sensibilisation, afin d'opérer un changement de culture au sein des parlements.

Offrir une formation de base sur le budget sensible au genre (BSG) en présentant les objectifs, les avantages et des moyens à mettre en action pour favoriser cette approche.

- La spécialiste de budgétisation sensible au genre, M^{me} Laurence Jacquet, a offert une journée de formation sur ce sujet. Elle a présenté les cinq avantages principaux de cet outil, dont la garantie des droits humains, l'équité et l'égalité, la non-discrimination, la réduction de la pauvreté et la croissance inclusive et finalement, l'efficacité et l'efficience. Elle a exposé des illustrations du BSG à travers le monde, présentant une analyse sur la présence de piliers dont le cadre légal et institutionnel, la préparation, l'exécution et le suivi du budget et le contrôle parlementaire et l'audit. Elle a également expliqué comment la BSG doit être imbriqué dans le cycle budgétaire à l'aide d'exemples concrets.

Faire connaître une problématique liée à la condition féminine, soit l'enregistrement des naissances dans l'état-civil et explorer les différents enjeux qui y sont reliée.

- Les participantes ont pris part au colloque organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) sur l'importance d'une meilleure prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les processus d'enregistrement des faits d'état civil. Le colloque était divisé en deux panels. Le premier s'intitulait : « Regards croisés sur les discriminations à l'égard des filles/femmes dans l'enregistrement des faits d'état civil : De quoi s'agit-il ? ». Le second panel portait sur les « Mécanismes et outils pour l'accélération de l'enregistrement des filles et la reconnaissance des femmes à déclarer les naissances de leurs enfants ».

Faire découvrir le fonctionnement général d'un autre parlement.

- La visite de l'Assemblée nationale française a permis aux participantes de se familiariser avec cette institution. Elles ont pu assister à la période de questions et de réponses orales au gouvernement. La visite de la bibliothèque leur a permis d'en connaître davantage sur le rôle marquant de certaines femmes dans l'histoire politique française. Une parlementaire membre de la délégation des droits des femmes de l'ANF a assisté à la formation sur le budget sensible au genre. Les observations qu'elle a effectuées serviront à un rapport qui sera publié sur ce sujet dans le premier trimestre de 2023.

Statistiques



Suivi

L'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones tiendra sa 6^e édition en 2023. Les dates et le lieu seront communiqués ultérieurement.

Dépenses

Chantal Soucy (Saint-Hyacinthe) Vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF

Transport	2 725.43 \$
Repas	923.79 \$
Hébergement	1 575.07 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	479.99 \$
Sous-total	5 704.28 \$

Conseillère en relation internationales

Transport	2 712.95 \$
Repas	1 079.26 \$
Hébergement	1 800.08 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	538.56 \$
Sous-total	6 130.85 \$

Sous-totaux globaux

Transport	5 438.38 \$
Repas	2 003.05 \$
Hébergement	3 375.15 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	1 018.55 \$
Autres frais	38.92 \$
TOTAL	11 874.05 \$

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a pris en charge l'ensemble des frais d'Anick Laplante.

Symposium international des leaders législatifs de la National Conference of State Legislatures (NCSL)

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)

New York

14 au 16 décembre 2022

Délégation québécoise

- M. Sylvain Lévesque (Chauveau), vice-président de l'Assemblée nationale
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Contexte

Le Symposium des leaders parlementaires de la NCSL est une occasion pour les présidents des sénats et des chambres des représentants des États américains, ainsi que pour les leaders parlementaires des majorités et minorités, de se rencontrer et d'échanger sur les principaux enjeux auxquels ils font face. Le Symposium a pour but de leur offrir la possibilité d'être inspirés par des conférenciers de haute renommée issus de divers domaines. Axé sur le leadership et les grands enjeux économiques, politiques et scientifiques, cet événement constitue une occasion concrète de développement professionnel et de réseautage pour les leaders parlementaires.

Le Symposium a lieu deux fois par année. La présente édition a été organisée dans la ville de New York. La précédente édition avait été organisée à Québec en juin 2022.

Objectifs et résultats

Approfondir l'étude de certains sujets d'intérêt, rester à l'affût des enjeux qui concernent les États américains et effectuer un échange de bonnes pratiques en milieu législatif avec les experts de la NCSL, les conférenciers et les législateurs présents.

- Le programme préparé par la NCSL prévoyait plusieurs conférences de haut niveau et des activités d'échanges de bonnes pratiques entre législateurs. Les participantes et



participants ont notamment eu l'occasion d'entendre la vice-présidente du Council on Foreign Relations, M^{me} Shannon O'Neil, sur la mondialisation et la régionalisation, le vice-président de la Bourse de New York, M. John Turtle, sur l'évolution récente de l'économie et ses effets sur les entreprises ainsi que le professeur en leadership éthique à la New York University, M. Jonathan Haidt, sur les processus décisionnels derrière les choix politiques. Le vice-président a pris activement part à toutes les séances prévues au programme.

Renforcer les liens de collaboration avec des parlementaires et partenaires américains de haut niveau afin de promouvoir les intérêts du Québec au sein de la NCSL et des États-Unis.

- En prenant part aux diverses séances de travail, conférences et activités de réseautage, le vice-président a créé des liens utiles avec plusieurs législateurs de haut niveau des États-Unis ainsi qu'avec le personnel-cadre de la NCSL.
- Le vice-président a rappelé au président de la NCSL l'engagement de l'ANQ auprès de l'organisation et son rôle unique en tant que seul membre international affilié siégeant au comité exécutif de l'organisation. Le vice-président a également confirmé avec l'équipe de la NCSL la volonté de l'ANQ de demeurer un membre actif au sein de l'organisation. De même, il a réitéré l'invitation faite à l'exécutif de la NCSL pour organiser une visite de travail à Québec.
- Le vice-président a échangé avec de nombreux législateurs, notamment avec le président de la Chambre des représentants de Porto Rico qui souhaitait notamment discuter des activités de la Confédération parlementaire des Amériques, une organisation interparlementaire à laquelle participe également l'Assemblée nationale. Il a également discuté avec la leader adjointe de la majorité du Congrès de l'État de New York qui a manifesté beaucoup d'intérêt à voir son assemblée développer davantage de relations avec l'Assemblée nationale du Québec.

Rencontrer la déléguée générale du Québec à New York et son équipe et échanger sur les priorités du Québec aux États-Unis.

- Une rencontre a été organisée à la Délégation générale du Québec à New York. Le vice-président a ainsi pu s'entretenir avec la déléguée générale et des membres de son équipe afin de discuter du rôle, des priorités, des défis et des activités de la Délégation. Ils ont notamment souligné l'importance de la Délégation pour la défense et la promotion des intérêts du Québec en matière politique, économique et culturelle. La déléguée générale a aussi rappelé la disponibilité de l'équipe de la Délégation pour appuyer, au besoin, les actions parlementaires en territoire américain. Le vice-président a pour sa part rappelé les engagements et les activités de l'Assemblée nationale du Québec au sein des organisations interparlementaires américaines.

- L'équipe de la Délégation générale et le vice-président ont convenu de poursuivre et de renforcer leur collaboration lorsque pertinent afin de travailler ensemble au rayonnement du Québec aux États-Unis.

Statistiques

58 parlementaires
présents

31 états américains
représentés
(+ Porto Rico)

135 participantes et
participants

Suivi

Une visite de travail de l'exécutif de la NCSL à l'Assemblée nationale est envisagée pour le printemps. Le prochain Symposium des leaders parlementaires de la NCSL aura lieu à San Diego du 18 au 20 mai 2023.

Dépenses

Sylvain Lévesque (Chauveau) Vice-président de l'Assemblée nationale

Transport*	643.09 \$
Repas	212.18 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	48.10 \$
Sous-total	903.37 \$

Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Transport	1 461.10 \$
Repas	212.18 \$
Hébergement	855.02 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	48.10 \$
Sous-total	2 576.40 \$

Sous-totaux globaux

Transport	2 104.19 \$
Repas	424.36 \$
Hébergement	855.02 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	96.20\$
Autres frais	\$
TOTAL	3 479.77\$

* La NCSL a pris en charge l'hébergement et la moitié du coût du billet d'avion de M. Lévesque

Réunion du Comité exécutif de la National Conference of State Legislatures

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Savannah (Georgie)
13 et 14 janvier 2023

Délégation québécoise

- M. Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la DANREU et représentant de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) au sein du Comité exécutif de la National Conference of State Legislatures (NCSL)
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Contexte

L'ANQ participe à cette activité à titre de membre international affilié à la NCSL, une organisation interparlementaire américaine réunissant des parlementaires des 50 États et des territoires américains. Elle est le premier membre international affilié et le seul à siéger au Comité exécutif, sans droit de vote, et ce, depuis août 2005.

Le Comité exécutif assume la direction générale des opérations de la NCSL. Ses 63 membres sont élus chaque année parmi les parlementaires et le personnel des assemblées membres. Le Comité exécutif, sous le leadership de son comité directeur (président, ex-président, président-élu, vice-président et trois membres du personnel administratif), supervise les activités générales de l'organisation, met en œuvre ses politiques, poursuit ses objectifs et supervise son budget. Il se réunit trois fois par année, dont une fois lors de l'assemblée annuelle de la NCSL.

Objectifs et résultats

Prendre part aux réunions du sous-comité sur le budget, les finances et la réglementation et à celle du sous-comité sur les institutions législatives.

- Le sous-comité sur le budget, les finances et la réglementation a revu le rapport d'audit sur les états financiers de l'organisation, ainsi que la mise à jour du budget 2023. Les membres se sont également prononcés concernant l'adoption de la nouvelle Politique d'opération du fonds de réserve (Operating Reserve Fund), ainsi que la planification des cotisations pour l'année 2025, qui prévoit une augmentation de quatre pourcents.
- Lors de la réunion du sous-comité sur les institutions législatives, il a notamment été question du travail effectué par l'organisation durant la dernière année pour offrir de l'accompagnement aux institutions législatives, ainsi que des résultats d'un sondage qui soulève les défis rencontrés par les membres face à l'adaptation aux travaux parlementaires à distance et pour assurer le recrutement et la rétention de personnel législatif au sein des législatures américaines. Les membres ont également proposé des thèmes potentiels pour la prochaine Assemblée annuelle : les leçons apprises lors des sessions parlementaires à distance, le mentorat pour les nouveaux législateurs, comment faire face à la démocratie directe avec les citoyens via les réseaux sociaux et les défis de la rétention du personnel législatif.

Assurer la présence de l'ANQ au sein du Comité exécutif de la NCSL et contribuer au renforcement de cette organisation.

- Le représentant du Québec a participé à la réunion du comité exécutif et a pris connaissance des rapports du Directeur général, des divers sous-comités de la NCSL, en plus des états financiers et du budget de l'organisation.
- Dans le cadre de cette réunion, le président de l'Assemblée de l'État du Wisconsin, M. Robin Vos, a été élu à titre de président de l'organisation jusqu'à la prochaine Assemblée annuelle (août 2023), afin de terminer le mandat de M. Scott Bedke, élu à titre de Lieutenant-gouverneur de l'État de l'Idaho.

Maintenir le leadership de l'ANQ au sein de la NCSL.

- La délégation québécoise a réitéré l'intérêt d'accueillir la réunion du Comité exécutif du printemps 2024 à Québec. Les autorités politiques et administratives de la NCSL ont évoqué le souhait d'effectuer une visite à Québec en mars afin de rencontrer la nouvelle présidente de l'ANQ et les nouveaux membres de la DANREU.



Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États, contribuant ainsi au rayonnement de l'ANQ aux États-Unis.

- Le représentant de l'ANQ a eu l'occasion d'échanger avec les parlementaires américains présents sur la situation politique et institutionnelle du Québec depuis les dernières élections générales d'octobre 2022. Il a également pu s'enquérir de la situation politique prévalant aux États-Unis à la suite des élections de mi-mandat 2022.

Statistiques



Suivi

La prochaine réunion du Comité exécutif aura lieu lors de l'Assemblée annuelle de la NCSL qui se tiendra à Indianapolis (Indiana) du 14 au 16 août 2023.

Assurer un suivi afin d'organiser une visite du président émérite de la NCSL à Québec en mars 2023.

Dépenses

Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la DANREU et représentant de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) au sein du Comité exécutif de la National Conference of State Legislatures (NCSL)

Transport	936.77 \$
Repas	355.42 \$
Hébergement	941.99 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	72.33 \$
Sous-total	2 306.51 \$

Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Transport	1 296.63 \$
Repas	466.31 \$
Hébergement	993.51 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	72.33 \$
Sous-total	2 828.78 \$

Sous-totaux globaux

Transport	2 233.40\$
Repas	821.73 \$
Hébergement	1 935.50 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	144.66 \$
Autres frais	\$
TOTAL	5 135.29 \$

Réunion du comité exécutif du Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)

Virtuel

20 janvier 2023

Délégation québécoise

- M^{me} Joëlle Boutin (Jean-Talon), représentante de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) au comité exécutif du Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent (CLGLST)
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Contexte

Le CLGLST, composé de parlementaires provenant de huit États américains et des provinces canadiennes de l'Ontario et du Québec, a été créé en 2003. Cette organisation pluraliste et non partisane a pour mandat d'effectuer un suivi des questions environnementales et économiques qui ont une incidence sur les populations habitant la région des Grands Lacs, et qui peuvent avoir un impact sur le bassin du fleuve Saint-Laurent. La Section du Midwest du Council of State Governments (CSG) héberge le secrétariat du Caucus législatif des Grands Lacs.

La réunion du comité exécutif du CLGLST se tient normalement deux fois par année dont une fois dans le cadre de la réunion annuelle de l'organisation.

Objectifs et résultats

Assurer la présence de l'ANQ au sein du comité exécutif du CLGLST et contribuer au renforcement de cette organisation.

- La représentante de l'ANQ a siégé à la réunion du comité exécutif. Elle a pris connaissance du rapport du président, le sénateur du Wisconsin M. André Jacques, et des autres rapports administratifs de l'organisation. Il a également été question d'encourager la participation de nouveaux parlementaires aux activités de l'organisation.

- La représentante de l'ANQ a également pris connaissance des nominations du nouveau président de l'organisation, le sénateur du Wisconsin, M. André Jacques, de la vice-présidente, la sénatrice de l'Illinois, M^{me} Laura Fine, ainsi que des nouveaux parlementaires qui siègeront sur le comité exécutif pour l'année 2023.
- Il a également été question du calendrier des prochaines activités des instances du CLGLST, dont la tenue de l'Institut Birkholz de politiques publiques, les 21 et 22 avril 2023, sur le thème de la résilience climatique, ainsi que la réunion annuelle du Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent, les 8 et 9 septembre 2023, à Québec. La représentante de l'ANQ a invité ses collègues à participer en grand nombre à cette activité.
- Le comité exécutif s'est également prononcé concernant les éléments du nouveau Plan stratégique 2023-2027 de l'organisation. Il a notamment été convenu que le secrétariat de l'organisation fasse un bilan de ce qui a été accompli depuis le dernier plan stratégique, afin de déterminer les éléments qui devront être reconduits dans le nouveau plan. Une discussion a également eu lieu concernant les nouvelles priorités de l'organisation.
- Finalement, les parlementaires se sont prononcés en faveur de l'adoption d'une déclaration commune avec d'autres organisations partenaires portant sur les priorités fédérales concernant les Grands Lacs. Cette déclaration commune sera publiée par la Commission des Grands Lacs à l'occasion de la Journée des Grands Lacs, le 9 mars, à Washington.

Statistiques



Suivi

Assurer le suivi afin de proposer la candidature de deux parlementaires de l'ANQ pour prendre part à l'Institut de politique Birkholz les 21 et 22 avril 2023.

La prochaine réunion du CLGLST aura lieu les 8 et 9 septembre 2023, à Québec.

Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Papeete, Polynésie française

30 et 31 janvier 2023

Délégation québécoise

- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- M. Siegfried Peters, secrétaire général de l'ANQ et président de l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones (ASGPF)
- Conseillère en relations internationales

Délégation de l'APF

- M. Francis Drouin (Canada), président de l'APF
- M. Faustin Boukoubi (Gabon), premier vice-président
- M. Bruno Fuchs (France), secrétaire général parlementaire
- M. Gaston Tong Sang (Polynésie française), vice-président
- M. Jean-Paul Wahl (Belgique), vice-président
- M. Mars di Bartolomeo (Luxembourg), trésorier
- M^{me} Angélique Ngoma (Gabon), présidente de la Commission coopération et développement
- M. Joël Godin (Canada), président de la Commission des affaires parlementaires
- M. Pascal Sawa (Nouvelle-Calédonie), président du Réseau des jeunes parlementaires
- M. Christophe-André Frassa (France), président de la Commission politique

- M. Laurent Wherli (Suisse), président de la Commission de l'éducation, des affaires culturelles et de la communication
- M. Stéphane Sarrazin (Ontario), chargé de mission Amérique
- M. Glen Savoie (Nouveau-Brunswick), membre
- M^{me} Anh Nguyen (Vietnam), chargée de mission Asie-Pacifique
- Membres de la section polynésienne de l'APF
- Conseillers du Secrétariat de l'APF

Contexte

Le Bureau de l'APF se réunit au moins deux fois par an. Sa réunion d'été précède de quelques jours la session de l'Assemblée plénière. Les décisions du Bureau sont, pour la plupart d'entre elles, soumises à cette assemblée. La réunion d'hiver conduit, en général, à l'adoption de déclarations.

La section du Québec occupe deux postes au sein du Bureau, soit la présidence du Réseau des femmes parlementaires et la vice-présidence du Bureau (mandat de 2022 à 2024).

Le secrétaire général de l'ANQ occupe le poste de président de l'ASGPF depuis son Assemblée annuelle qui s'est tenue à Rabat, au Maroc, en septembre 2022.

Objectifs et résultats

Présenter les activités du Réseau des femmes parlementaires depuis le dernier Bureau, qui s'est tenu dans le cadre de la 47^e Session de l'APF à Kigali, au Rwanda, en juillet 2022.

- La présidente du Réseau des femmes a présenté son rapport d'activité. Elle a fait mention des cinq actions qui ont été réalisées depuis juillet, à savoir : un séminaire sur l'autonomisation économique des femmes au Cambodge, un séminaire sur l'accompagnement des femmes victimes des conflits armés et du terrorisme, une activité au parlement albanais sur la mise en place d'une politique contre les violences faites aux femmes et une formation sur la budgétisation sensible au genre au parlement du Liban et à l'Assemblée nationale du Gabon.

Faire avancer certains projets de coopération avec des partenaires.

- Le secrétaire général de l'ANQ s'est entretenu avec son homologue de l'Assemblée nationale du Bénin. Ils ont poursuivi les échanges entamés sur l'organisation d'un accueil de cadres fonctionnaires parlementaires béninois à l'ANQ. Les cadres effectueront un stage de courte durée afin d'en apprendre davantage sur certains processus administratifs et de s'inspirer de bonnes pratiques en matière parlementaire. Parmi leurs champs d'intérêt, ils ont mentionné les communications et les processus législatifs.

- Le prix Geoffrey-Dieudonné pour le fonctionnaire parlementaire francophone de l'année a été remis à M. Ghislain Essabe, directeur des relations internationales de l'Assemblée nationale du Gabon. Il a demandé à effectuer son stage à l'ANQ. Les frais de déplacement et d'hébergement, ainsi que des per diem du stagiaire seront pris en charge par l'APF. Des échanges entre le secrétaire général et M. Essabe ont permis de définir les attentes du lauréat pour son stage et de choisir une période pour sa réalisation au printemps 2023. Le programme continuera d'être élaboré au cours des prochaines semaines.
- Par ailleurs, des échanges ont permis d'apprendre que l'Assemblée nationale de la Polynésie française s'était inspirée du concept du Tournoi des jeunes démocrates mis en place à l'ANQ afin de mettre sur pied leur propre édition de l'activité. Les discussions ont permis de faire connaître le camp de jour citoyen, dernière innovation des programmes éducatifs de l'ANQ, laquelle a suscité l'intérêt des homologues polynésiens. Davantage d'information leur sera transmise à ce sujet.

Participer aux échanges entourant les différentes situations politiques dans l'espace francophone

- Le président de la Commission politique a présenté son rapport sur les situations politiques dans l'espace francophone. Il a soumis au Bureau des demandes de changements de statut pour deux sections, la Géorgie et l'Ukraine. Par ailleurs, pour la section haïtienne, la suspension de facto a été constatée en raison de l'absence d'élus haïtiens au parlement depuis le 9 janvier dernier. La mise sous alerte de la section cambodgienne a quant à elle été levée. Par ailleurs, la situation politique au sein d'autres sections dont le Sénégal, le Liban, l'Arménie et le Cameroun a été mentionnée dans le rapport.
- À l'initiative du secrétaire général parlementaire de l'APF, un point a été ajouté à l'ordre du jour afin de permettre des échanges spontanés entre les parlementaires sur des enjeux politiques. La proposition a été approuvée par la Délégation permanente en amont du Bureau. L'ancien président de l'Assemblée nationale du Sénégal, M. Moustapha Niasse, a été invité à s'exprimer en tant qu'expert sur cette thématique afin de mettre la table pour tenir les échanges.
- La vice-présidente de l'ANQ s'est exprimée à titre de présidente du Réseau des femmes parlementaires afin de rappeler l'importance cruciale d'intégrer les femmes à toutes les étapes de gestion et de résolution des situations de crise. Elle a proposé qu'une des missions de bons offices se tienne dans un pays traversant une crise politique avec une délégation composée par une majorité de femmes parlementaires. Elle a également rappelé la nécessité d'inclure les femmes dans tous les aspects de l'intervention dans une crise, incluant les rencontres prévues dans les programmes de mission.
- La Délégation permanente a été chargée d'élaborer un document sur cette thématique qui sera présentée lors du Bureau de juillet 2023.

Échanger avec l'Administrateur de la Francophonie et s'enquérir de possibilités de collaboration entre l'APF et l'OIF.

- La vice-présidente de l'ANQ a questionné l'Administrateur de la Francophonie, M. Geoffroi Montpetit, sur le nouveau cadre stratégique de l'OIF pour la période 2023-2030 et sur la place réservée à l'égalité femmes-hommes dans ce nouvel outil. Elle a également exprimé la volonté du Réseau des femmes de l'APF de collaborer avec l'OIF sur les enjeux reliés à ce volet. L'Administrateur



a expliqué que l'égalité femmes-hommes est un objectif transversal du nouveau cadre stratégique, mais il a souligné l'importance de développer aussi des actions spécifiques à cet enjeu. Il a réitéré l'intérêt de l'OIF à poursuivre la collaboration avec l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones. Par ailleurs, il a soulevé l'enjeu spécifique du cyberharcèlement comme un sujet qui touche toutes les régions de l'espace francophone sur lequel il serait possible de collaborer. Finalement, il a souligné son ouverture à réaliser des activités ciblées.

Exprimer l'opinion du Québec sur les enjeux entourant la modernisation et la dynamisation de l'APF.

- Les membres du Bureau ont été consultés concernant les demandes d'adhésion et de changement de statut des sections de l'Ukraine et de la section de la Géorgie. Ces demandes ont été transmises à la Commission politique pour étude et recommandation lors du prochain Bureau en juillet 2023.
- La vice-présidente de l'ANQ a soulevé plusieurs éléments de réflexion à la suite du dépôt du rapport du trésorier. Elle a notamment proposé que la participation à des réunions internationales soit mieux encadrée et que des objectifs, en lien avec le cadre stratégique, soient fixés pour chaque mission. Le trésorier a laissé savoir qu'il était en accord avec cette remarque. Un relevé de décisions entourant le rapport du trésorier a été adopté par les membres du Bureau afin de mettre par écrit ces engagements.
- Le président de la Commission politique a fait état de l'avancement des travaux du Groupe de travail pour la révision des Statuts de l'APF. Il a également expliqué que le règlement intérieur, le règlement financier et les mécanismes de vigilance démocratique seront examinés lors de la prochaine réunion du groupe prévue à Paris en avril, à laquelle prendra part un représentant de la section du Québec. Après quelques discussions, les membres ont adopté une nouvelle version des Statuts. Celle-ci sera présentée pour adoption lors de la Session de juillet prochain.
- Le Secrétariat de l'APF a proposé un nouveau code pour l'Ordre de la Pléiade. L'objectif de ce nouvel instrument est de clarifier les conditions d'attribution de chacun des grades, de fixer un nombre maximum de récipiendaires par contingent semestriel et de mettre en place un Conseil de l'ordre. La section du Québec s'est réjouie de cette initiative de l'APF et elle l'a soutenue.
- Le président de l'APF a proposé de mener les démarches afin que l'organisation interparlementaire obtienne le statut d'observateur auprès des Nations Unies. Cette proposition a été accueillie favorablement par la section du Québec et les autres membres, ce qui lui permettra d'entamer ce mandat.

Prendre part au processus de réflexion entourant l'élaboration et l'adoption du prochain cadre stratégique 2023-2027.

- La vice-présidente de l'ANQ est intervenue afin de signifier qu'elle partage le constat de l'APF que le cadre stratégique précédent était très large et qu'il comportait beaucoup d'objectifs. Elle a mentionné qu'il était important de prévoir cette fois des indicateurs clairement mesurables, afin d'éviter les difficultés rencontrées pour évaluer l'atteinte des objectifs du cadre précédent. Elle a également proposé qu'un volet "égalité" soit inclus dans toutes les études de thème au sein des commissions et réseaux.

Présenter les travaux récents de l'Association des secrétaires généraux de parlements francophones (ASGPF) aux membres du Bureau.

- Le secrétaire général de l'ANQ et président de l'ASGPF a pris la parole afin de faire état des dernières activités de l'organisation. Il a expliqué qu'en raison de la pandémie, les rencontres statutaires ont été interrompues mais que dans les derniers mois, deux réunions ont été tenues. L'organisation s'est réunie à Rabat en septembre 2022 pour son assemblée annuelle, ce qui a permis le renouvellement de son Bureau. Par la suite, le Bureau s'est réuni à Paris en janvier. À cette occasion, les membres ont décidé de mettre sur pied un webinaire en 2023 sur la thématique : « Comment accueillir et accompagner les parlementaires nouvellement élus ? Quelles démarches entreprendre pour faire un accueil réussi? ».
- Le président de l'ASGPF a réitéré la disponibilité des secrétaires généraux pour tout ce qui concerne les actions de coopération menées au sein des parlements de l'espace francophone. Par ailleurs, il a annoncé que la prochaine assemblée annuelle se tiendra en Belgique en septembre 2023 et a invité toutes les sections à y prendre part.

Rappeler l'importance d'Haïti dans la Francophonie et interpellier les gouvernements à agir face à la crise actuelle.

- Le chargé de mission Amérique, M. Stéphane Sarrazin, a présenté un projet de déclaration concernant la situation à Haïti, qui depuis le 9 janvier n'a plus aucun élu alors que le mandat des derniers sénateurs est arrivé à échéance. La déclaration offre son soutien au peuple haïtien et sa disponibilité à mettre en œuvre des actions de coopération destinées au renforcement des institutions parlementaires. La vice-présidente a appuyé ce projet et il a été adopté par les membres du Bureau. Un communiqué de presse de l'APF sera diffusé à ce sujet.

Faire la promotion des programmes de coopération mis en place par l'ANQ et s'assurer du renouvellement de leur financement.

- La vice-présidente de l'ANQ est intervenue afin de faire connaître les programmes de coopération mis en place par l'ANQ, à savoir le programme international de formation parlementaire et l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones. Elle a invité toutes les sections à y inscrire des participantes et participants. Elle a également remercié l'APF d'avoir accepté de fournir des subventions pour ces deux programmes.

Découvrir différentes pratiques locales répondant aux impératifs du développement durable et mieux saisir l'impact des changements climatiques pour les États insulaires.

- La section polynésienne a organisé la visite du plus grand système de climatisation par l'eau de mer au monde (SWAC), mis en service au Centre hospitalier de Polynésie française. La présentation a fait état des immenses économies réalisées depuis l'implantation de cette technologie, ainsi que du processus d'évaluation des impacts sur l'environnement qui ont précédé sa construction.
- La visite du Centre de coordination de sauvetage aéro-maritime en Polynésie française a permis de comprendre les mécanismes mis en place pour la surveillance et le contrôle des pêches. Les expertes et experts ont expliqué comment la collaboration entre différentes instances était nécessaire afin de protéger l'espace de plus de 4000 km² de la Polynésie.
- Les participantes et participants ont visité la commune de Teahupoo et la vague de Hava'e sur laquelle se dérouleront les épreuves de surf des Jeux olympiques de 2024. Ils ont également été informés des actions de cette commune en matière de protection de l'environnement et de

développement durable. Ils ont aussi visité une réserve marine protégée par la pratique traditionnelle de rahui.

- Les membres ont visité un atelier de mareyage et un bateau de pêche au port de Papeete. Les propriétaires ont expliqué que la construction des nouveaux bateaux faits en aluminium avait permis d'effectuer de grandes économies de carburant tout en favorisant une plus grande durabilité des embarcations. Il a également été expliqué qu'afin de recevoir une qualification de pêche durable, les techniques employées doivent répondre à certains critères.
- Finalement, les membres du Bureau ont visité le Centre de recherches insulaires et Observatoire de l'environnement pour en apprendre davantage sur le concept d'aire marine protégée. Ils ont aussi reçu une présentation sur la richesse de la biodiversité terrestre et marine.

Statistiques



Suivi

Le prochain Bureau aura lieu pendant la 48^e Session de l'APF, qui se tiendra à Tbilissi, en Géorgie, du 4 au 8 juillet 2023. Le Réseau des femmes parlementaires se réunira quant à lui du 1^{er} au 3 mars à Rabat, au Maroc. La section de la fédération Wallonie-Bruxelles a été retenue pour accueillir le Bureau d'hiver 2024.

Dépenses

Chantal Soucy (Saint-Hyacinthe) vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF

Transport	8 659.76 \$
Repas	403.26 \$
Hébergement	2 600.78 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	384.86 \$
Sous-total	12 048.66 \$

Siegfried Peters, secrétaire général de l'ANQ et président de l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones (ASGPF)

Transport	10 862.89 \$
Repas	332.13 \$
Hébergement	1 913.36 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	291.24 \$
Sous-total	13 399.62 \$

Conseillère en relations internationales

Transport	6 576.94 \$
Repas	512.38 \$
Hébergement	2 231.52 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	339.78 \$
Sous-total	9 660.62 \$

Sous-totaux globaux

Transport	26 099.59 \$
Repas	1 247.77 \$
Hébergement	6 745.66 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	1 015.88 \$
Autres frais (ex : interprétation)	\$
TOTAL	35 108.90 \$

*Les frais de transport peuvent inclure le coût du billet d'avion, les frais de transport entre le domicile et l'aéroport ainsi que les frais de transport sur les lieux de la mission. Le coût du billet d'avion varie en fonction du lieu de départ et de retour du ou de la participante, ainsi que de la date d'achat du billet, lié au système de réservation au sein des compagnies aériennes qui fait fluctuer les prix en fonction du nombre de sièges disponibles au moment de l'achat.

39^e Conférence des présidents d'Assemblée de la région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth

Association parlementaire du Commonwealth (APC)
Régina, Saskatchewan
2 au 5 février 2023

Délégation québécoise

- M^{me} Nathalie Roy, présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M. François Arsenault, secrétaire général adjoint aux affaires parlementaires
- M^{me} Emmanuelle Chapron, directrice adjointe du cabinet de la présidente de l'ANQ

Délégations des autres parlements

- M. Nathan Cooper, président de l'Assemblée législative de l'Alberta
- M. Raj Chouhan, président de l'Assemblée législative de Colombie-Britannique
- M^{me} Myrna Driedger, présidente de l'Assemblée législative du Manitoba
- M. Bill Oliver, président de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick
- M. Tony Akoak, président de l'Assemblée législative du Nunavut
- M. Ted Arnott, président de l'Assemblée législative de l'Ontario
- M. Randy Weekes, président de l'Assemblée législative de la Saskatchewan
- M. Derek Bennett, président de la Chambre d'Assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador
- M. Frederick Blake, président de l'Assemblée législative des Territoires-du-Nord-Ouest

- M. Jeremy Harper, président de l'Assemblée législative du Yukon
- M. Chris d'Entremont, vice-président de la Chambre des communes du Canada
- M^{me} Pierrette Ringuette, présidente intérimaire du Sénat du Canada
- 9 vice-présidents d'assemblée législative (Alberta, Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Nunavut, Ontario, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador)
- 9 secrétaires généraux (Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Ontario, Saskatchewan, Territoire-du-Nord-Ouest, Yukon)

Contexte

La Conférence des présidents d'Assemblée de la région canadienne de l'APC a lieu annuellement. Elle permet aux présidentes et présidents d'assemblée de discuter des récents enjeux parlementaires au Canada et de partager leurs expériences.

Objectifs et résultats

Permettre à la présidente de l'ANQ, nouvellement élue, de se familiariser avec la région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC).

- Il s'agissait de la première participation de la présidente de l'Assemblée nationale à une activité de l'APC. La présidente a pris activement part aux activités prévues au programme, incluant l'ensemble des séances de travail et la réunion de l'Association canadienne des président(e)s d'assemblée.

Favoriser le partage entre pairs, échanger sur les enjeux et les défis liés à la présidence d'une assemblée législative et faire rayonner l'expertise et l'expérience du Québec.

- La présidente et l'ensemble de la délégation ont participé à toutes les séances de travail. Plusieurs thèmes de travail étaient proposés, dont les parlements virtuels, la sécurité dans les parlements et la diversité dans les institutions parlementaires. Les membres de la délégation ont suivi attentivement une présentation portant sur les travaux parlementaires hybrides et les leçons apprises présentée par la Chambre des communes. Plusieurs parlementaires sont aussi intervenus lors de la présentation sur la diversité dans un parlement où les questions des tenues vestimentaires traditionnelles des Premières Nations et la présence de nourrissons dans le cadre des travaux parlementaires ont notamment été soulevées.
- La présidente a partagé avec ses pairs l'expérience de l'ANQ en matière de sécurité, notamment en ce qui a trait aux améliorations sécuritaires apportées grâce à l'ouverture du nouveau pavillon d'accueil. Elle a également évoqué la gestion des manifestations de



camionneurs à Québec en 2022 par la direction de la sécurité de l'ANQ et a souligné l'accueil à Québec en juillet 2022 de la Conférence annuelle de l'Association canadienne des sergents d'armes.

- La présidente a participé à une table ronde sur la fonction de président ou présidente et a pu partager ses réflexions sur les défis que peuvent rencontrer les personnes nouvellement élues dans cette fonction. Elle a également élaboré sur l'importance et la symbolique d'être seulement la seconde femme à avoir été élue à cette fonction en 230 ans de vie parlementaire québécoise.
- Enfin, le secrétaire général et le secrétaire général adjoint aux affaires parlementaires ont fait une présentation sur la question du serment d'allégeance lors de l'entrée en fonction des parlementaires et ont abordé la gestion de la situation vécue à l'ANQ à l'automne 2022 alors que certains élus ont refusé de prêter ledit serment.

Renforcer le réseau de relations interparlementaires de l'Assemblée nationale.

- L'ANQ a trois ententes bilatérales avec des parlements de la région canadienne de l'APC, soit l'Assemblée législative de l'Ontario, l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et la Chambre d'Assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador. La présidente a rencontré les présidents de ces trois assemblées législatives.
- Le président de l'Assemblée législative de l'Ontario a rapidement confirmé sa volonté d'accueillir la présidente et une délégation parlementaire québécoise à Queen's Park dès ce printemps. Les équipes des deux présidents seront en contact pour organiser ce déplacement. La délégation québécoise a notamment pris connaissance des exercices d'évacuation de la Chambre et des édifices parlementaires mis en place par l'Ontario en cas d'urgence.
- De même, la présidente a invité les présidents de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et de la Chambre d'Assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador à conduire une délégation parlementaire à Québec. Avec la pause imposée par la pandémie de Covid-19, les activités bilatérales avec ces deux parlements n'avaient pas encore repris. Les deux présidents se sont montrés intéressés à reprendre la relation bilatérale avec l'ANQ. Des discussions avec les deux parlements auront lieu afin de convenir d'une période propice pour accueillir leurs délégations.

Assurer la présence du français dans les activités de la région canadienne de l'APC.

- Conformément à son règlement, les activités de la région canadienne de l'APC doivent se tenir en anglais et en français avec interprétation simultanée. La participation des représentantes et représentants de l'ANQ a permis d'assurer une présence importante du français lors de l'évènement puisque toutes leurs prises de parole ont été faites en français.

Statistiques

42 participantes et
participants

11 présidentes et
présidents présents

15 parlements
représentés

Suivi

La prochaine Conférence des présidents d'Assemblée de la région canadienne de l'APC aura lieu à Yellowknife (Territoire-du-Nord-Ouest) du 17 au 19 janvier 2024. La prochaine activité de la région canadienne de l'APC sera la Conférence régionale canadienne qui se tiendra à Régina (Saskatchewan) du 22 au 29 juillet 2023.

Dépenses

Nathalie Roy (Montarville) présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport	930.58 \$
Repas	102.45 \$
Hébergement	459.60 \$
Frais d'inscription	300.00 \$
Divers	51.90 \$
Sous-total	1 844.53 \$

Siegfried Peters, secrétaire général

Transport	1 665.56 \$
Repas	45.85 \$
Hébergement	459.60 \$
Frais d'inscription	300.00 \$
Divers	51.90 \$
Sous-total	2 522.91 \$

François Arsenault, secrétaire général adjoint aux affaires parlementaires

Transport	1 023.77 \$
Repas	102.45 \$
Hébergement	459.60 \$
Frais d'inscription	300.00 \$
Divers	51.90 \$
Sous-total	1 937.72 \$

Emmanuelle Chapron, directrice adjointe du cabinet de la présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport	1 056.78 \$
Repas	102.45 \$
Hébergement	459.60 \$
Frais d'inscription	300.00 \$
Divers	51.90 \$
Sous-total	1 970.73 \$



Sous-totaux globaux

Transport	4 676.69 \$
Repas	353.20 \$
Hébergement	1 838.40 \$
Frais d'inscription	1 200.00 \$
Divers	207.60 \$
Autres frais	\$
TOTAL	8 275.89 \$

16^e session du Comité intergouvernemental de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Paris, France

6 au 11 février 2023

Délégation québécoise

- M^{me} Jennifer Maccarone (Westmount – Saint-Louis), députée et rapporteure à la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles (CECAC) de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Contexte

L'APF participe aux sessions du Comité intergouvernemental sur la Convention de 2005 en tant qu'observatrice et dispose, à ce titre, d'un droit de parole. La mise en œuvre de la Convention représente un enjeu prioritaire pour les parlementaires de la Francophonie. Ceux-ci et celles-ci ont joué un rôle déterminant dans le processus ayant mené à son adoption et son entrée en vigueur. À titre de rapporteure de la CECAC, la députée québécoise a pour responsabilité d'effectuer les suivis en lien avec la Convention, sa promotion, sa mise en œuvre et ses défis.

Objectifs et résultats

Participer à la réunion du Comité intergouvernemental de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO à titre de représentante de l'APF.

- En raison de l'engagement du Québec en matière de diversité des expressions culturelles et de son leadership joué pour l'adoption et la mise en œuvre de la Convention, un ou une parlementaire de l'Assemblée nationale du Québec assure la représentation de l'APF auprès des organes de la Convention depuis plus d'une dizaine d'années.
- Il s'agissait de la première participation de la députée au Comité intergouvernemental de la Convention. Elle a pris part activement et attentivement à toutes les séances du Comité, prenant la parole au nom de l'APF et en tant que députée de l'Assemblée nationale du Québec.

Se familiariser avec les enjeux de la diversité des expressions culturelles afin de rapporter les défis et les avancées quant à la mise en œuvre de la Convention auprès de l'APF, principalement auprès des membres de la CECAC.

- Au cours de la semaine, la députée s'est familiarisée à la fois avec les organes de la Convention, les enjeux de sa mise en œuvre, les priorités de l'APF et du Québec, ainsi qu'avec les différents acteurs gouvernementaux et de la société civile impliqués dans la mise en œuvre de la Convention.
- En tant que rapporteure auprès de la CECAC, la députée agit comme courroie de transmission entre le Comité et l'APF. Elle sera notamment appelée à faire rapport de l'avancée de la mise en œuvre de la Convention auprès des membres de la CECAC lors de sa prochaine réunion prévue les 24 et 25 avril à Ottawa. Plusieurs suivis pourront être faits auprès des membres, dont la nécessité pour les gouvernements de soumettre leurs rapports quadriennaux de mise en œuvre de la Convention et de contribuer au Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC). La députée pourra également faire un rappel des mécanismes pour la soumission de projets au FIDC et du rôle de la société civile pour la mise en œuvre de la Convention.

Faire état auprès des participantes et participants des actions entreprises par l'APF pour promouvoir la diversité des expressions culturelles, notamment en lien avec le cadre stratégique de l'APF.

- La députée a pris la parole à plusieurs reprises en tant que représentante de l'APF afin de faire connaître la position de l'organisation auprès des pays membres. Elle a notamment :

- 
- Rappelé les efforts qu'avait faits l'APF pour la ratification de la Convention auprès de ses parlements membres;
 - Mentionné que l'APF continue à promouvoir la mise en œuvre de la Convention, une action phare du dernier cadre stratégique que l'organisation;
 - Souligné les efforts faits par l'APF pour promouvoir au cours des dernières années la diversité des expressions linguistiques au sein des instances internationales, notamment au sein du Parlement européen;
 - Indiqué que l'APF s'était dotée d'objectifs directement liés à la diversité des expressions culturelles dans la sphère numérique afin d'encourager les parlements à adopter des législations encadrant l'usage et la production de contenus culturels à l'ère du numérique, d'appeler les gouvernements de l'espace francophone à lutter contre l'hégémonie des plateformes numériques transnationales, à favoriser la visibilité des contenus numériques locaux, ainsi qu'à assurer l'intégration d'une dimension culturelle dans les politiques numériques nationales.

Appuyer toute proposition répondant aux attentes et aux positions de l'APF concernant la mise en œuvre de la Convention.

- La députée a pris la parole pour appuyer le Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC) visant à financer des projets liés aux objectifs de la Convention dans des pays en développement et elle a réitéré l'engagement de l'APF à sensibiliser les parlementaires lors des réunions de ses instances et à encourager leurs gouvernements à contribuer à ce Fonds.
- La députée a appelé les États parties à la Convention à se pencher davantage sur l'enjeu du numérique afin de donner un nouveau souffle à la Convention qui, dans sa mise en œuvre, est confrontée à un espace numérique peu réglementé.

Affirmer le leadership de la section du Québec de l'APF au sein de la Francophonie parlementaire en matière de diversité des expressions culturelles.

- La députée participait à l'évènement à titre de représentante de l'APF, mais soulignait également systématiquement dans ses interventions et ses interactions qu'elle était députée de l'Assemblée nationale du Québec, permettant un rayonnement certain du Québec auprès de l'UNESCO.
- La députée a participé à la réception offerte par le gouvernement du Québec à l'occasion de la visite à l'UNESCO de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, M^{me} Martine Biron, au siège de l'UNESCO, en marge des travaux du Comité. Elle a notamment pu s'entretenir avec la ministre Biron et la déléguée générale du Québec à Paris, M^{me} Michèle Boisvert.
- La députée a rencontré plusieurs acteurs importants engagés dans la mise en œuvre de la Convention, dont le Président de la 16^e session du Comité intergouvernemental, S.E.M.



Christian Ter Stepanian, ambassadeur et délégué permanent de l'Arménie auprès de l'UNESCO, le secrétaire de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, M. Toussaint Tiendrebeogo, la secrétaire générale de la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle, M^{me} Marie-Julie Desrochers, ainsi que le nouveau président élu du Comité, S.E.M. Mounir Anastas, ambassadeur et délégué permanent de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO.

Se familiariser avec les instances de la Francophonie parlementaire ainsi qu'avec les objectifs et les moyens de l'engagement du Québec au sein de la Francophonie et au sein de l'UNESCO.

- En parallèle de la réunion du Comité intergouvernemental sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO, des entretiens étaient prévus avec différents acteurs engagés dans la Francophonie et auprès de l'UNESCO.
 - Un entretien a d'abord été organisé avec le secrétaire général administratif de l'APF, M. Damien Cesselin, ainsi qu'avec la conseillère de la CECAC, M^{me} Josée Thérien. La députée ayant nouvellement été nommée dans ses fonctions de rapporteure de la CECAC, le secrétaire général administratif a pu lui dresser un tableau de la mission et des priorités actuelles de l'APF et de la CECAC, des enjeux et défis de l'organisation, des relations de l'APF avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), des travaux à venir pour l'APF, notamment l'adoption d'un nouveau cadre stratégique, ainsi que des suivis envisagés avec l'UNESCO à la suite de la 16^e session du Comité intergouvernemental. L'entretien a été suivi d'une visite des locaux du Secrétariat de l'APF et de discussions informelles avec les employés présents. À noter qu'à la fin de la semaine de travail à l'UNESCO, une seconde rencontre avec le secrétaire général administratif de l'APF a eu lieu afin de faire le point sur la participation de la députée à l'évènement. Le secrétaire général administratif a notamment vu positivement non seulement les interventions de la députée lors des travaux, mais également les contacts qu'elle a pu créer au cours de la semaine au nom de l'APF et de l'Assemblée nationale du Québec. Des démarches seront entamées par l'APF pour collaborer davantage avec l'UNESCO.
 - Un entretien a également été organisé avec le représentant du gouvernement du Québec au sein de la délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, M. Michel Bonsaint. Ce dernier a notamment mis de l'avant les priorités du gouvernement du Québec auprès de l'UNESCO et la visibilité du Québec auprès de l'organisation grâce à l'accord Québec-Canada relatif à l'UNESCO. Le représentant du Québec a mentionné les efforts menés auprès de l'UNESCO sur les questions d'éducation, de culture – principalement en ce qui concerne la mise en oeuvre de la Convention de 2005 dans l'espace numérique et la découvrabilité des contenus –, d'éthique de l'intelligence artificielle et de promotion de la science ouverte. Il a également abordé la décennie internationale des langues autochtones et la soumission de la candidature de l'île d'Anticosti au patrimoine mondial de l'UNESCO.

- Enfin, la députée s'est déplacée dans les bureaux de la Délégation générale du Québec à Paris et de la Délégation du Québec aux affaires francophones et multilatérales. Les représentantes et représentants présents ont brossé un portrait des actions menées par les deux délégations auprès de la France et des partenaires francophones. Les volets économiques, numériques et de promotion des valeurs québécoises, notamment de l'égalité femme-homme, ont été abordés.

Statistiques

460 participantes et
participants

126 pays
représentés

Suivi

La rapporteure de la section québécoise effectuera un suivi de cette 16^e session du Comité intergouvernemental de la Convention auprès des membres de la CECAC lors de la prochaine réunion prévue à Ottawa le 24 et 25 avril 2023. La 9^e Conférence des parties à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles aura lieu à Paris du 5 au 9 juin 2023. La 17^e session du Comité intergouvernemental de la Convention, quant à elle, aura lieu à Paris du 27 février au 1^{er} mars 2024.

Dépenses

Jennifer Maccarone (Westmount – Saint-Louis) rapporteure à la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Transport*	1 111,38 \$
Repas*	517,07 \$
Hébergement*	756,47 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	360,80 \$
Sous-total	2 745,72 \$

Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Transport	2 702,11 \$
Repas	1 113,78 \$
Hébergement	1 512,95 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	360,80 \$
Sous-total	5 689,64 \$

Sous-totaux globaux

Transport	3 813,49 \$
Repas	1 630,85 \$
Hébergement	2 269,42 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	721,60 \$
Autres frais	\$
TOTAL	8 435,36 \$

* Le billet d'avion, les repas et l'hébergement de Mme Maccarone ont été pris en charge à 50 % par l'APF.

Réunion du Réseau des femmes parlementaires et de la Commission des affaires parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Rabat, Maroc

1^{er} au 3 mars 2023

Délégation québécoise

- M^{me} Nathalie Roy, présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'ANQ et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF
- M^{me} Geneviève Hébert, députée de Saint-François et rapporteure à la Commission des affaires parlementaires de l'APF
- M. Siegfried Peters, secrétaire général de l'ANQ
- M^{me} Anik Laplante, directrice du Secrétariat général adjoint à l'administration, du Vivre-ensemble et de la prévention du harcèlement
- M^{me} Emmanuelle Chapron, directrice adjointe du cabinet de la présidente de l'ANQ
- Conseillères en relations interparlementaires et internationales

Délégation pays / organisation

- M. Rachid El Alami, président de la Chambre des représentants du Royaume du Maroc
- M. Joël Godin (Canada), président de la Commission des affaires parlementaires de l'APF
- M^{me} Françoise Schepmans (Belgique), 1^{ere} vice-présidente du Réseau M^{me} Lydienne Epoube (Cameroun), 2^e vice-présidente du Réseau
- M^{me} Marie-France Lalonde (Canada), rapporteure au Réseau M^{me} Ty Borasy (Cambodge), membre du comité directeur du Réseau
- M^{me} Mina Hamdani (Maroc), membre du comité directeur du Réseau
- M^{me} Lucile Collard (Ontario), membre du comité directeur du Réseau
- M^{me} Sahadatou Saley (Niger), membre du comité directeur du Réseau
- M^{me} Nadia El Yousfi (Belgique), rapporteure à la Commission des affaires parlementaires
- M. Damien Cesselin, secrétaire général administratif de l'APF
- M. Dah Sansan (Côte-d'Ivoire), chargé de mission Afrique
- Autres parlementaires membres du Réseau des femmes parlementaires et de la Commission des affaires parlementaires de l'APF
- Conseillers du Secrétariat de l'APF

Contexte

Le Réseau des femmes parlementaires et la Commission des affaires parlementaires de l'APF se réunissent deux fois par an, une fois pendant la session annuelle et l'autre lors d'une réunion intersessionnelle. La section du Québec occupe la présidence du Réseau jusqu'en juillet 2024 et le poste de rapporteure à la Commission des affaires parlementaires.

Objectifs et résultats

Faire rayonner l'ANQ au sein de l'APF, notamment en présidant l'ensemble des travaux du Réseau des femmes parlementaires et en participant activement aux travaux du Réseau et de la Commission des affaires parlementaires.

- La vice-présidente de l'ANQ, Madame Chantal Soucy, a assuré la présidence du Réseau lors de ses travaux, permettant ainsi de faire rayonner l'institution au sein de l'APF. Elle a dirigé les périodes d'échange entre les parlementaires des différentes régions de l'APF et présenté les expertes et experts invités.
- Le parlement de Roumanie a remis une médaille à la présidente du Réseau afin de souligner son implication en matière d'égalité femmes-hommes au sein de la Francophonie.
- Les représentantes de la section du Québec ont pris part à toutes les activités prévues au programme et ont régulièrement pris la parole pour mettre en lumière l'expérience du Québec sur les enjeux abordés.

Effectuer le suivi des engagements internationaux concernant la condition féminine depuis la dernière réunion du Réseau.

- La présidente de l'ANQ a effectué une présentation sur différents engagements internationaux ainsi que sur des études sur l'égalité femmes-hommes à l'international. Cette prise de parole vise à faire connaître aux élues différents outils internationaux qui peuvent leur servir d'appui pour faire avancer la condition féminine chez elles. La présidente a tout d'abord fait rapport sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée en 1979, mais qui fait toujours l'objet de réserves importantes de la part de certains États francophones. Elle a aussi abordé la Convention no 190 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui traite de la question du harcèlement basée sur le genre en milieu de travail. Finalement, elle a partagé des informations sur un rapport sur les féminicides produit par l'ONU avec les données de 2021. Elle a mentionné que ce document contient de nombreuses pistes de solution afin de combattre ce fléau.

Proposer l'étude d'une nouvelle thématique par la section du Québec au sein du Réseau des femmes parlementaires.

- La présidente du Réseau a proposé que celui-ci se penche sur le thème des violences sexuelles contre les femmes durant les conflits. Madame Gloria Carrera Massana, experte des Nations Unies pour les Droits de l'Homme sur les violences faites aux femmes durant les conflits armés, est intervenue afin de poser les bases de ce sujet. Elle a expliqué que la résolution principale du Conseil de sécurité sur cet enjeu est la 1325, adoptée en 2000, mais que six autres résolutions ont été adoptées à ce sujet. Elle a invité les participantes à tenir compte des rapports publiés par l'ONU à ce sujet, dont le plus récent est paru en 2021.



Poursuivre l'étude du thème de la désinformation au sein de la Commission des affaires parlementaires.

- La rapporteure de la section du Québec a présenté aux membres de la Commission les résultats obtenus à la suite d'un atelier participatif organisé à la précédente réunion de la Commission. Afin de dynamiser les échanges, la section du Québec a, de façon inédite et novatrice, présenté lesdits résultats sous la forme d'une vidéo et à l'aide de graphiques permettant aux participantes et participants de beaucoup mieux visualiser les résultats et d'en tirer des conclusions.
- La rapporteure du Québec a annoncé sa volonté, pour les prochaines étapes, d'inclure plus spécifiquement les perspectives « jeunes » et « femmes » dans l'appréhension de l'enjeu de la désinformation. Elle a également annoncé la tenue à Québec en mai, à la suite de la réunion de la Commission de la coopération et du développement de l'APF, d'un colloque scientifique intitulé « Science, politique et société : quelle place pour l'information scientifique dans les parlements? ». Les résultats du colloque pourront être présentés à la prochaine réunion de la Commission des affaires parlementaires.
- De plus, la rapporteure de la section du Québec a participé aux discussions avec les porte-paroles du 9^e Parlement francophone des jeunes, qui ont adopté l'été dernier une résolution sur la désinformation dans les parlements. La rapporteure a proposé d'inclure la résolution et les réflexions des jeunes dans son futur rapport sur la désinformation.
- Enfin, la rapporteure a questionné le représentant de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) sur le projet de lutte contre la désinformation lancé par l'organisation en 2021 et sur les outils proposés sur la plateforme francophone des initiatives de lutte contre la désinformation.

Présenter la perspective du Québec sur les différentes thématiques abordées.

- Pendant les travaux du Réseau des femmes, la présidente de l'ANQ a partagé quelques bonnes pratiques récemment mises en place au Québec pour les femmes victimes de violence conjugale. Elle a parlé des bracelets anti-rapprochement et du tribunal spécialisé pour les victimes d'agression sexuelle.
- Lors de la présentation du bilan des actions de coopération de l'APF à la réunion de la Commission des affaires parlementaires, la rapporteure de la section du Québec a notamment souligné le succès des ateliers de formation virtuelle organisée pour l'administration parlementaire haïtienne par l'ANQ, en partenariat avec l'Union interparlementaire (UIP) et l'APF.



Faire la promotion de la politique-cadre pour prévenir et gérer le harcèlement au sein des parlements francophones.

- Madame Anik Laplante a pris part à cette mission afin de présenter la politique-cadre adoptée par l'APF lors de la Session de Kigali, en juillet 2022. Pendant son atelier, elle a animé des échanges afin que les élues puissent réfléchir à la définition du harcèlement. Les participantes se sont penchées sur des études de cas et ont partagé des expériences malheureusement vécues dans le cadre de leurs fonctions. Madame Laplante a élaboré sur les facteurs de risques sur lesquels on peut agir pour prévenir le harcèlement. Elle a aussi expliqué pourquoi une politique de lutte contre le harcèlement est nécessaire, entre autres car les parlements ont un devoir d'exemplarité en la matière.
- La présidente du Réseau a fait circuler une liste de questions aux participantes afin de mieux cerner leurs besoins en matière de lutte au harcèlement. Les questions portaient notamment sur leur connaissance de la politique-cadre, les cas de harcèlement au sein de leur parlement et leurs attentes envers l'APF, notamment en ce qui a trait à l'appui que l'organisation pourrait prévoir à cet effet. Les réponses seront compilées puis utilisées afin de prévoir d'autres activités sur cette thématique.

S'enquérir des bonnes pratiques du parlement marocain en ce qui concerne l'égalité femmes-hommes.

- L'expert du Centre national d'excellence marocain de budgétisation sensible au genre, M. Ben-Nasar Boularbah, a présenté le mandat général de son organisme, son historique et ses objectifs actuels. Il a présenté les analyses sectorielles genre, réalisées au sein de différents ministères et départements. Il a expliqué que le Centre organise des missions de sensibilisation auprès des organisations non-gouvernementales et des formations génériques et spécifiques au sein de ces mêmes instances. Le Centre participe également à la production du rapport budget genre, qui couvre maintenant presque l'ensemble des enveloppes budgétaires. Le rapport est présenté au parlement où il fait l'objet d'échanges. Le Centre dispose de sa propre stratégie de communication afin d'assurer un meilleur rayonnement.
- Les participantes ont appris que la Chambre des représentants du Royaume du Maroc avait créé un Groupe de travail sur l'égalité et l'équité lors de la précédente législature qui s'est terminée en 2021. En avril 2021, ce dernier a lancé une étude sur le thème: « les femmes parlementaires : l'histoire, le bilan et les horizons ».

Partager avec les femmes parlementaires marocaines le fonctionnement des instances regroupant les élues au sein des différents parlements participants.

- Les élues du parlement marocain ont sollicité le Réseau des femmes parlementaires de l'APF afin d'en apprendre davantage sur les caucus de femmes. La vice-présidente de l'ANQ a présenté le fonctionnement du Cercle des femmes parlementaires du Québec, qu'elle préside depuis la 42^e législature. Elle a exposé son historique de création, son fonctionnement global et ses principes directeurs. De plus, elle a partagé le plan d'action qui avait été adopté lors de la précédente législature ainsi que des activités qui ont été réalisées. Les élues marocaines se sont également intéressées à la collaboration entre le cercle et les ex-parlementaires. La présidente a brièvement expliqué le programme de mentorat entre élues actuelles et anciennes élues qui avait été mis en place au Québec.



Échanger avec les homologues marocains à propos de la tenue de la prochaine Commission mixte Maroc-Québec.

- Un entretien avec le président de la Chambre des représentants du Royaume du Maroc, M. Rachid El Alami, a eu lieu. La présidente de l'ANQ a réitéré l'importance de la relation Maroc-Québec. Les échanges ont permis de prévoir la prochaine rencontre qui devrait se tenir au Québec à l'automne 2023.
- Par ailleurs, lors de cet entretien, le président de la Chambre a partagé les principaux enjeux qui sont au cœur des préoccupations des parlementaires marocains. Les échanges ont permis de mettre la table pour d'éventuelles thématiques à étudier lors de l'accueil de la délégation marocaine à Québec. Ces thèmes seront sélectionnés selon les intérêts des deux délégations.

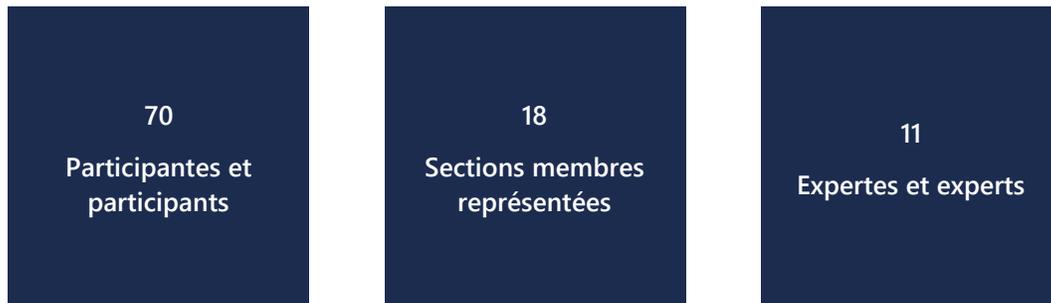
En apprendre davantage sur le mandat et les objectifs actuels du Bureau du Québec à Rabat et faire connaître les programmes et les objectifs de l'ANQ au sein de l'APF.

- La directrice du Bureau, Madame Myriam Paquette-Côté, s'est entretenue avec la délégation. Elle a présenté le mandat du Bureau, qui couvre le Maroc, la Tunisie et l'Algérie. Les parlementaires et elle ont échangé sur le recrutement de travailleurs et d'étudiants étrangers, qui est l'un des objectifs actuels. La directrice a informé les élues qu'une activité regroupant 60 entreprises québécoises s'est récemment tenue à Rabat. Elles ont échangé sur la place des femmes dans les postes de pouvoir et sur la perspective féminine en diplomatie. Les élues ont également présenté le fonctionnement global de l'APF et l'implication de la section du Québec au sein de l'organisation, plus particulièrement les différentes thématiques dont elle s'est récemment saisie.

Faire la promotion des programmes de coopération de l'ANQ.

- Les échanges avec les participants et participantes ont permis de faire connaître le Programme international de formation parlementaire et l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones. Plusieurs élues ont manifesté leur intérêt à prendre part à la prochaine édition qui se tiendra en 2023.

Statistiques



Suivi

Le Réseau des femmes parlementaires et la Commission des affaires parlementaires se réuniront pour la prochaine fois dans le cadre de la 48^e Session de l'APF, qui se déroulera à Tbilissi, en Géorgie, du 4 au 8 juillet 2023.

Dépenses

Nathalie Roy (Montarville) présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport *	7 348,59 \$
Repas	322,39 \$
Hébergement	1 123,00 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	168,48 \$
Sous-total	8 962,46 \$

Chantal Soucy (Saint-Hyacinthe) vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF

Transport	1 985,25 \$
Repas	426,62 \$
Hébergement	1 403,75 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	210,60 \$
Sous-total	4 026,22 \$

Geneviève Hébert (Saint-François) rapporteuse à la Commission des affaires parlementaires de l'APF

Transport	2 340,29 \$
Repas	344,39 \$
Hébergement	1 123,00 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	168,48 \$
Sous-total	3 976,16 \$

Siegfried Peters, secrétaire général de l'Assemblée nationale du Québec

Transport *	7 441,19 \$
Repas	345,44 \$
Hébergement	1 123,00 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	168,48 \$
Sous-total	9 078,11 \$

Anik Laplante, directrice du Secrétariat général adjoint à l'administration et du Vivre-ensemble et de la prévention du harcèlement

Transport**	77,20 \$
Repas	273,66 \$
Hébergement	297,58 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	84,24 \$
Sous-total	732,68 \$

Emmanuelle Chapron, directrice adjointe du cabinet de la présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport	2 261,39 \$
Repas	378,19 \$
Hébergement	1 123,00 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	295,98 \$
Sous-total	4 058,56 \$

Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Transport	2 275,31 \$
Repas	378,19 \$
Hébergement	1 123,00 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	168,48 \$
Sous-total	3 944,98 \$

Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Transport *	7 442,83 \$
Repas	345,44 \$
Hébergement	1 123,00 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	168,48 \$
Sous-total	9 079,75 \$

Sous-totaux globaux

Transport	31 172,05 \$
Repas	2 814,32 \$
Hébergement	8 439,33 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	1 433,22 \$
Autres frais	\$
TOTAL	43 858,92 \$

* Ces participants ont également pris part à une mission au Sénégal à la suite de celle-ci. Les frais de transport incluent donc ce déplacement.

** Le billet d'avion de Mme Anik Laplante a été pris en charge par l'APF.

1^e Session de l'Association parlementaire Québec-Sénégal

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec l'Assemblée nationale du Sénégal (DANRANS)

Dakar, Sénégal

4 au 9 mars 2023

Délégation québécoise

- M^{me} Nathalie Roy, présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M^{me} Sylvie D'Amours (Mirabel), vice-présidente de la DANRANS
- M^{me} Virginie Dufour (Mille-Îles), vice-présidente de la DANRANS
- M. Éric Girard (Lac-Saint-Jean), député
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M. Étienne Lévesque, directeur du cabinet de la présidente de l'ANQ
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Délégation sénégalaise

- M. Amadou Mame Diop, président de l'Assemblée nationale du Sénégal (ANS)
- M. Malick Diop, député et 3^e vice-président de l'ANS
- M. Modou Bara Gaye, député et 5^e vice-président de l'ANS
- M^{me} Gnima Goudiaby, députée et 8^e vice-présidente de l'ANS
- M^{me} Ndèye Lucie Cissé, députée et secrétaire élue de l'ANS
- M^{me} Astou Ndiaye, députée et secrétaire élue de l'ANS
- M. Daouda Dia, député et 1^{er} questeur de l'ANS
- M. Babacar Mbengue, député et président de la commission des Affaires étrangères, des Sénégalais de l'extérieur et de l'Intégration africaine de l'ANS

- M. Malick Fall, député et président de la commission de la Culture et de la Communication de l'ANS
- M^{me} Sira Ndiaye, députée et présidente de la commission de la Santé, de la Population, des Affaires sociales et de la Solidarité nationale de l'ANS
- M. El Hadji Omar Youm, député
- M. Birame Soulèye Diop, député
- M. Mamadou Lamine Thiam, député
- M. Saliou Dieng, député

Contexte

En 2016, l'Assemblée nationale du Québec et l'Assemblée nationale du Sénégal signent un protocole d'entente qui établit les modalités de l'Association parlementaire Québec-Sénégal afin de renforcer le dialogue et la coopération entre les deux assemblées. L'Association permet aux parlementaires du Québec et du Sénégal d'aborder des questions d'intérêt mutuel telles que l'éducation, la formation, la santé, l'environnement, l'énergie, les migrations, le développement économique et les affaires culturelles.

En raison de la pandémie de COVID-19 et des contextes électoraux au Québec et au Sénégal, il s'agit de la première session de l'Association parlementaire Québec-Sénégal.

Objectifs et résultats

Redynamiser la relation bilatérale entre l'ANQ et l'ANS à la suite du contexte pandémique et des calendriers électoraux respectifs.

- Cette première session de l'Association parlementaire Québec-Sénégal organisée à Dakar a permis de lancer officiellement les activités de l'Association, tel que souhaité par le protocole d'entente signé en 2016. Les deux assemblées avaient déjà une excellente collaboration dans les instances multilatérales et en matière de coopération interparlementaire. Par la signature d'un protocole d'entente bilatéral, elles avaient exprimé une volonté claire de poursuivre leurs partages d'expériences. La tenue de cette première activité officielle a permis de cristalliser la relation.
- La présidente de l'ANQ et le président de l'ANS se sont entretenus en privé à plusieurs reprises afin de discuter des relations privilégiées entre le Québec et le Sénégal, des collaborations existantes, des défis et enjeux liés à la présidence d'un parlement. Les deux présidents ont pu partager leurs expériences et échanger sur leur vision du rôle de la présidence. De même, des séances de travail thématiques ont été organisées avec des parlementaires sénégalais sur le thème de la place des femmes en politique, sur la diversité



des expressions culturelles et la diffusion des contenus locaux de même que sur la coopération interparlementaire (voir ci-après).

- La délégation québécoise a fait une visite guidée de l'Assemblée nationale du Sénégal. Elle a pu visiter l'hémicycle et s'informer sur le fonctionnement des séances, notamment le système d'interprétation simultanée en six langues nationales. La délégation a également visité la Bibliothèque où un projet de numérisation des archives est en cours.
- La présidente de l'ANQ et la délégation québécoise ont été reçues en audience par le président de la République du Sénégal, S.E.M. Macky Sall. La présidente a été décorée par ce dernier en tant que commandeur de l'Ordre national du Lion. Le président Sall a discuté de nombreux sujets avec la délégation, dont les grands chantiers à venir pour le Sénégal, le Plan Sénégal Émergent, la place des femmes en politique sénégalaise, les industries sénégalaises, l'agriculture régionale, les défis économiques des pays africains, etc.

Aborder la question de la place des femmes en politiques, échanger sur la situation des femmes politiques au Sénégal et partager l'expérience québécoise.

- Une séance de travail était entièrement consacrée à la question de la place des femmes en politique. Les parlementaires sénégalais ont mis en lumière la Loi instituant la parité absolue Homme-Femme adoptée en 2010 et qui inscrit dans la législation sénégalaise des quotas de candidates afin de prévoir une parité dans les instances électives et semi-électives à tous les niveaux (national, régional et local). Ayant un caractère contraignant, la Loi exige ainsi des partis politiques qu'ils soumettent des listes de candidats alternant les femmes et les hommes. En conséquence de l'application de cette Loi, la zone de parité a été atteinte dans la très grande majorité des instances électives, l'ANS ayant, à titre d'exemple, 46 % d'élues. Les parlementaires sénégalais ont souligné les gains importants et les avantages obtenus avec l'adoption de la Loi, mais également les défis de sa mise en œuvre, notamment à l'échelle locale où des résistances demeurent dans certaines régions. Plusieurs parlementaires ont également mentionné l'importance d'avoir une volonté politique forte et un appui des hommes pour mettre en œuvre ce type de législation. Les questions de la scolarisation des filles, de la violence et de la cyberviolence envers les femmes, du leadership féminin, de l'engagement de la société civile et de l'autonomisation économique des femmes ont été soulevées.
- La présidente et les parlementaires québécois ont également pu aborder les défis rencontrés au Québec pour convaincre les femmes de faire le saut en politique et les cyberviolences dont sont trop souvent victimes les femmes en politique. Ils ont aussi mis de l'avant des initiatives prises par l'ANQ pour soutenir les élues, notamment les modifications apportées au Code d'éthique et de déontologie des membres de l'ANQ afin de permettre aux parlementaires de s'absenter pour la naissance ou l'adoption d'un enfant, les infrastructures ajoutées dans l'enceinte du Parlement (salles d'allaitement, tables à langer, salle familiale) ainsi que l'adoption de la Politique relative à la prévention et à la gestion des situations de harcèlement.

- 
- La présidente de l'ANQ a eu l'opportunité de s'entretenir en privée avec la députée sénégalaise Amy Ndiaye qui a été agressée dans l'hémicycle, en décembre 2022, par deux parlementaires de l'opposition. Les images de l'agression avaient choqué tant au Sénégal qu'à travers le monde. Les deux agresseurs ont été condamnés à six mois de prison. La présidente a pu exprimer toute sa solidarité envers la députée et lui témoigner l'appui des parlementaires québécois.
 - Enfin, la délégation a eu l'opportunité de rencontrer l'Amicale des femmes de l'ANS, un regroupement des femmes à l'emploi du parlement, qui s'est réuni pour accueillir la délégation à l'ANS la veille de la journée internationale des droits des femmes.

Échanger et partager des expériences sur la question de la diversité des expressions culturelles et de la diffusion des contenus locaux.

- Le second thème de travail ciblé était la diversité des expressions culturelles et la diffusion des contenus locaux. Le Québec et le Sénégal ayant été parmi les premiers gouvernements à approuver la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO, le rayonnement des expressions culturelles et des artistes locaux demeurent une priorité commune. La présidente de l'ANQ a rappelé la situation culturelle spécifique du Québec qui subit une pression assez forte et constante de la culture anglophone, principalement américaine. Elle a également abordé l'enjeu du passage au numérique et la monopolisation de la diffusion du contenu culturel par certaines plateformes numériques transnationales. Elle a rappelé le besoin de visibilité en ligne de l'offre culturelle locale et la nécessité de favoriser la découvrabilité des contenus culturels dans l'environnement numérique. Les parlementaires sénégalais ont mentionné la prise de conscience récente au Sénégal de l'importance de l'héritage culturel sénégalais. Ils ont souligné plusieurs initiatives en cours, dont la promotion du conte traditionnel, les festivals locaux consacrés à l'art et la culture, la valorisation des plats traditionnels, notamment le Thiéboudinienne maintenant reconnu à l'UNESCO, l'ouverture de musées diffusant les arts et les cultures ainsi que la création du label Origine Sénégal pour mettre de l'avant les produits locaux.
- La délégation a effectué une visite guidée du Musée des civilisations noires avec le président de l'ANS et des parlementaires sénégalais. Inauguré en décembre 2018, le musée vise à mettre en valeur la contribution de l'Afrique au patrimoine mondial culturel et scientifique. Entièrement consacrées aux civilisations noires, ses collections célèbrent à la fois l'histoire africaine, la diversité des civilisations noires, ses traditions culturelles et ses artistes contemporains.
- À l'invitation du président de l'ANS et accompagnée de parlementaires sénégalais, la délégation a également fait une visite à l'île-mémoire de Gorée, l'un des premiers lieux inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Plus grand centre de commerce d'esclaves de la côte africaine du 15^e au 19^e siècle, l'île de Gorée offre un regard essentiel sur une partie de l'histoire douloureuse de l'humanité et oblige au devoir de mémoire. L'île



de Gorée est aujourd'hui un symbole de l'exploitation humaine et un sanctuaire pour la réconciliation.

Faire connaître la collaboration qui existe depuis de nombreuses années entre l'Assemblée nationale du Québec et l'Assemblée nationale du Sénégal en matière de coopération interparlementaire.

- Depuis plusieurs années, l'ANQ et l'ANS travaillent ensemble à renforcer les capacités des administrations parlementaires francophones, principalement des parlements d'Afrique francophone, à travers un programme de formation destiné aux fonctionnaires parlementaires. Organisé annuellement en alternance à Québec et à Dakar, le Programme international de formation parlementaire (PIFP) met en valeur l'expertise des deux parlements ainsi que de partenaires académiques québécois et sénégalais.
- En raison de la pandémie de COVID-19 et des élections sénégalaises, le programme n'a pas eu lieu depuis 2019. Une séance d'information a permis de présenter le programme aux parlementaires ainsi qu'aux cadres administratifs présents. Les secrétaires généraux des deux parlements ont notamment souligné la pertinence du programme pour les cadres parlementaires. Les présidents de l'ANS et de l'ANQ se sont réjouis que cette collaboration puisse faire rayonner et valoriser l'expertise de deux administrations parlementaires auprès d'autres parlements. Ils ont aussi souligné l'importance pour les cadres parlementaires de partager leurs expériences et leurs pratiques afin de mieux servir nos démocraties parlementaires.
- Le président de l'ANS a confirmé la tenue de la 6^e édition du PIFP à Dakar du 12 au 23 juin 2023. L'ANS accueillera la deuxième semaine de travaux.

Rencontrer le délégué général du Québec à Dakar afin d'échanger sur le rôle, les priorités, les défis et les activités de la Délégation générale du Québec à Dakar et l'action du Québec au Sénégal et en Afrique de l'Ouest.

- La présidente de l'ANQ et la délégation québécoise ont été reçues par le délégué général du Québec à Dakar, M. Iya Touré, et des membres de son équipe. Le délégué général a présenté les priorités du gouvernement du Québec au Sénégal, les projets en cours, les objectifs et les mandats de la Délégation ainsi que sa vision du Québec au Sénégal. Le délégué général a notamment insisté sur la place que peut encore prendre le Québec au Sénégal et sur l'engouement des Sénégalais pour les partenariats avec le Québec.
- Les membres de la délégation ont également eu l'occasion d'échanger avec l'ambassadrice du Canada au Sénégal, M^{me} Marie-Geneviève Mounier, et des membres de son équipe. L'ambassadrice a abordé la situation politique et économique au Sénégal et a mentionné les priorités et les projets mis en place par le Canada.
- Enfin, la délégation a pu se déplacer aux bureaux de la Délégation générale du Québec à Dakar pour visiter ses locaux.

Statistiques

15 parlementaires
rencontrés

2 représentants
diplomatiques
rencontrés

Président de la
République rencontré

Suivi

Conformément au protocole d'entente, la prochaine activité de l'Association parlementaire Québec-Sénégal aura lieu à l'ANQ. Une invitation sera transmise au président de l'ANS le moment venu. De façon exploratoire, la possibilité d'un accueil au printemps 2024 a été évoquée entre les équipes des deux parlements. Entretemps, une délégation de l'administration parlementaire de l'ANQ se rendra à Dakar en juin 2023 dans le cadre de la 6^e édition du PIFP.

Dépenses

Nathalie Roy (Montarville) présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport*	\$
Repas	326.41 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	168.68 \$
Sous-total	495.09 \$

Sylvie D'Amours, (Mirabel) vice-présidente de la DANRANS

Transport	5 327.40 \$
Repas	441.93 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	511.60 \$
Sous-total	6 280.93 \$

Virginie Dufour, (Milles-îles) vice-présidente de la DANRANS

Transport	5 321.95 \$
Repas	441.93 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	104.01 \$
Sous-total	5 867.89 \$

Éric Girard, (Lac-St-Jean) député

Transport	6 110.41 \$
Repas	441.93 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	449.01 \$
Sous-total	7 001.35 \$

Siegfried Peters, secrétaire général

Transport*	25.00 \$
Repas	406.06 \$
Hébergement*	226.11 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	210.52 \$
Sous-total	867.69 \$

Étienne Lévesque, directeur du cabinet de la présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport	3 590.59 \$
Repas	431.39 \$
Hébergement*	226.11 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	104.01 \$
Sous-total	4 352.10 \$

Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Transport*	86.16 \$
Repas	406.06 \$
Hébergement*	226.11 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	138.68 \$
Sous-total	857.01 \$

Sous-totaux globaux

Transport	20 461.51 \$
Repas	2 895.71 \$
Hébergement*	678.33 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	\$
Autres frais	1 686.51 \$
TOTAL	25 722.06 \$

* Les frais d'hébergement ont été pris en charge par l'Assemblée nationale du Sénégal.

* Le coût des billets d'avion sont comptabilisés dans les dépenses de la réunion du Réseau des femmes parlementaires et de la Commission des affaires parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie qui s'est déroulée du 1 au 3 mars 2023, à Rabat.

67^e Commission de la Condition de la Femme des Nations Unies

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
New York, États-Unis
6 au 8 mars 2023

Délégation québécoise

- Madame Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF

Délégation pays / organisation

- Conseiller du Secrétariat de l'APF

Contexte

La section du Québec occupe la présidence du Réseau des femmes parlementaires de l'APF. La présidente est invitée à représenter le Réseau dans le cadre de la Commission de la condition de la femme (CSW) des Nations Unies. La CSW se réunit chaque année en mars pour traiter des inégalités, des violences et des discriminations auxquelles les femmes continuent d'être confrontées dans le monde entier. Elle constitue le principal organe intergouvernemental mondial dédié exclusivement à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La CSW est une commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) créée par la résolution 11(II) du Conseil du 21 juin 1946.

Au cours de la session annuelle de la Commission, d'une durée de deux semaines, des représentants et représentantes des États membres des Nations Unies, d'organisations de la société civile et d'entités des Nations Unies se réunissent au siège de l'ONU à New York. Ils évaluent les progrès réalisés et les écarts à combler dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing de 1995 (document de référence en matière de lutte pour l'égalité des sexes à l'échelle internationale). Ils analysent également la 23^e session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui s'est tenue en 2000 (Beijing +5), ainsi que les nouveaux enjeux qui



touchent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les États membres conviennent des mesures à adopter pour accélérer les progrès et promouvoir la pleine jouissance par les femmes de leurs droits politiques, économiques et sociaux. Les conclusions et les recommandations de chaque session sont transmises à l'ECOSOC afin qu'il en assure le suivi.

Objectifs et résultats

Faire rayonner l'ANQ à l'international, notamment en animant l'atelier organisé par l'APF.

- L'APF a organisé un atelier ayant pour thème : « Quel rôle les parlementaires peuvent-elles jouer dans l'accès aux nouvelles technologies des femmes et des filles? ». La présidente du réseau a animé cette activité. Les discussions ont porté entre autres sur les préoccupations entourant le cyberharcèlement, la parité femmes/hommes dans les milieux traditionnellement masculins de la science, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) et la possibilité pour les femmes plus pauvres de recevoir une éducation leur permettant d'utiliser les technologies.
- La présidente a également pris part à d'autres activités, soit la séance organisée par l'organisation Regards de femmes et la réunion organisée conjointement par l'Union interparlementaire et ONU Femmes. Elle s'est également entretenue avec la présidente du Réseau francophone pour l'égalité femme-homme.

Effectuer du réseautage afin de consolider les partenariats du Réseau et de rencontrer de nouveaux partenaires.

- Un entretien entre la présidente du Réseau et la présidente du Réseau francophone pour l'égalité femme-homme (RF-EFH) a permis de discuter de la collaboration entre les deux organisations. Le RF-EFH a été lancé le 25 octobre 2013 à l'initiative d'Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie de l'époque. Il regroupe en son sein une soixantaine de réseaux d'organisations internationales non gouvernementales (OING), d'organisations de la société civile (OSC) ou d'associations internationales engagées dans la promotion de l'égalité femme-homme et de l'autonomisation des femmes au sein de l'espace francophone et sur la scène internationale.

En apprendre davantage sur la thématique centrale de cette 67^e CSW et les sous-thématiques abordées par les partenaires.

- Le thème prioritaire sélectionné par l'ONU était : « Innovation et évolution technologique, et éducation à l'ère du numérique aux fins de la réalisation de l'égalité des genres et de l'avancement de toutes les femmes et de toutes les filles. » La présidente a écouté et discuté avec divers expertes et experts sur cet enjeu.
- Parmi les autres sous-thématiques étudiées, la présidente a entendu des interventions portant notamment sur : les dangers inhérents à l'utilisation des outils numériques, la promotion de l'égalité des sexes grâce à la technologie, l'innovation inclusive et les bonnes

pratiques visant à lever les obstacles existants pour réduire la fracture numérique entre les genres.

Faire la promotion des programmes de coopération de l'ANQ.

- Les échanges avec les participantes ont permis de faire connaître l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones, dont la 6^e édition se tiendra en 2023.

Statistiques



Suivi

Le Réseau des femmes parlementaires se réunira pour la prochaine fois dans le cadre de la 48^e Session de l'APF qui se déroulera à Tbilissi, en Géorgie, du 4 au 8 juillet 2023. D'ici à cet événement, la présidente pourrait être appelée à représenter le Réseau lors de séminaires dans les parlements membres de l'APF.

Dépenses

Chantal Soucy (Saint-Hyacinthe) vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF

Transport*	190.97 \$
Repas	173.77 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	215.59 \$
Sous-total	580.33 \$

Sous-totaux globaux

Transport*	190.97 \$
Repas	173.77 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	215.59 \$
Autres frais	\$
TOTAL	580.33 \$

* Les frais d'hébergement et le billet d'avion de Mme Soucy ont été pris en charge par l'APF.

146^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) et 35^e session du Forum des femmes parlementaires

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Manama, Bahreïn

11 au 15 mars 2023

Délégation québécoise

- Madame Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF

Délégation pays / organisation

- Conseiller du Secrétariat de l'APF

Contexte

La section du Québec occupe la présidence du Réseau des femmes parlementaires de l'APF. L'APF bénéficie du statut d'observateur auprès de l'Union interparlementaire (UIP). L'UIP est l'organisation interparlementaire qui réunit les parlements nationaux du monde entier. Fondée en 1889 par un petit groupe de parlementaires qui se consacraient à la promotion de la paix par la diplomatie et le dialogue parlementaires, l'UIP est depuis devenue la principale organisation interparlementaire à l'échelle planétaire, avec 178 parlements membres et 14 membres associés. Elle favorise la diplomatie parlementaire et donne aux parlements et aux parlementaires les moyens de promouvoir la paix, la démocratie et le développement durable dans le monde. L'Assemblée de l'UIP est le seul forum parlementaire d'envergure mondiale. Elle réunit des parlementaires de tous les horizons qui analysent les problèmes à l'ordre du jour international et réfléchissent aux réponses à y donner.

L'Assemblée est le principal organe politique de l'UIP par lequel les parlements membres adoptent des résolutions sur l'action parlementaire à mener au niveau mondial. Elle joue un rôle central dans l'analyse des questions qui menacent la paix, la démocratie et le développement. Des parlementaires du monde entier participent aux Assemblées.



L'Assemblée constitue en outre une plateforme d'exception pour l'expression des tendances politiques mondiales ainsi qu'un banc d'essai pour des idées et initiatives nouvelles. Les Assemblées sont organisées deux fois par an à Genève ou dans une autre ville du monde. Elles réunissent quelque 1 200 délégués.

Objectifs et résultats

Prendre part au Forum des femmes parlementaires ainsi qu'à l'Assemblée de l'UIP afin d'y représenter l'APF.

- La députée a assisté aux rencontres du Forum des femmes parlementaires de l'UIP à titre de présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF. Elle a effectué l'ensemble de ses interventions en français, permettant ainsi une représentation d'une des langues officielles de l'UIP.

En apprendre davantage sur les thématiques retenant l'attention des parlementaires à travers le monde.

- La présidente a pris part à plusieurs séances de travail. Une des séances visait à rédiger un projet de résolution sur le thème central de cette assemblée, à savoir : « Cyberattaques et cybercrimes : les nouveaux risques pour la sécurité mondiale ».
- Le Forum des femmes s'est intéressé à la thématique principale avec une perspective genre afin de discuter de la cyberviolence envers les femmes, des enjeux qui y sont reliés et des pistes de solution éprouvées à travers le monde.
- La présidente a également assisté à une séance sur la situation sécuritaire dans la région du Sahel, qui fait partie de l'espace francophone. Elle en a appris davantage sur l'historique des conflits, les acteurs impliqués et l'état actuel de la situation. Elle est intervenue afin de rappeler l'importance d'inclure les femmes et les filles dans les processus de résolution de conflit.

Faire la promotion des programmes de coopération de l'ANQ.

- Les échanges avec les participantes ont permis de faire connaître l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones, dont la 6^e édition se tiendra en 2023.

Suivi

Le Réseau des femmes parlementaires se réunira la prochaine fois dans le cadre de la 48^e Session de l'APF qui se déroulera à Tbilissi, en Géorgie, du 4 au 8 juillet 2023. D'ici là, la présidente pourrait être appelée à représenter le Réseau lors de séminaires dans les parlements membres de l'APF.

Dépenses

Chantal Soucy (Saint-Hyacinthe) vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec et présidente du Réseau des femmes parlementaires de l'APF

Transport*	115,00 \$
Repas	88,23 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	412,17 \$
Sous-total	615,40 \$

Sous-totaux globaux

Transport*	115,40 \$
Repas	88,23 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	412,17 \$
Autres frais	\$
TOTAL	615,40\$

* Les frais d'hébergement et le billet d'avion de Mme Soucy ont été pris en charge par l'APF.

Conférence des présidences de section de la Région Amérique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Virtuel

13 mars 2023

Délégation québécoise

- M^{me} Nathalie Roy (Montarville), présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et présidente de la Conférence des présidences de section
- M. Éric Lefebvre (Arthabaska), président-délégué de la section du Québec pour la Région Amérique de l'APF
- M^{me} Emmanuelle Chapron, directrice adjointe de cabinet de la présidente
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Contexte

L'APF est divisée en quatre régions. Chacune se réunit à diverses reprises au courant de l'année. La Région Amérique tient une conférence des présidences de section virtuelle au printemps, puis une assemblée générale à l'été. La section du Québec préside actuellement la Conférence des présidences de section.

Objectifs et résultats

Faire un suivi budgétaire pour l'année financière 2022-2023 et adopter les prévisions budgétaires pour 2023-2024.

- Le chargé de mission a présenté les états financiers. Il met en contexte les différences entre les fonds prévus et les fonds dépensés, ces derniers étant plus faibles en raison de



la pandémie. Cela explique pourquoi les dépenses prévues pour la prochaine année sont plus élevées.

Poursuivre l'appui du Québec à la section haïtienne dans le contexte où elle a été suspendue de facto de l'APF depuis l'absence d'élus.

- Le président-délégué de la section du Québec a expliqué l'importance de continuer de soutenir le parlement haïtien malgré l'absence d'élus depuis janvier dernier. Ainsi, il a proposé de maintenir les fonds de 5000\$ prévus à cet effet et de les utiliser pour couvrir les frais de déplacement et de participation d'un fonctionnaire parlementaire au Programme international de formation parlementaire (PIFP), organisé par l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) en juin 2023 à Dakar, au Sénégal. Il a expliqué que le parlement doit être prêt à accueillir les élus lorsque des élections seront organisées. Cette proposition a été acceptée.

Prendre part aux échanges et aux décisions entourant la gestion de la Région Amérique.

- Les participantes et participants ont convenu des éléments suivants :
 - Élaborer une politique institutionnelle de développement durable et la proposer à l'APF;
 - Réviser le règlement de la Région Amérique;
 - Prendre connaissance des orientations stratégiques du plan de travail 2023-2027 et des priorités.

Effectuer un suivi des activités menées par les membres de la Région Amérique depuis la dernière rencontre en juillet 2022.

- Le chargé de mission a effectué un retour sur sa participation à l'Assemblée régionale Europe qui s'est tenu à Barcelone à l'automne 2022. Il a argumenté en faveur d'une consolidation des liens entre les différentes régions de l'APF.
- Le représentant de la section de l'Alberta a fait rapport de sa participation à la mission d'observation électorale en Bosnie à laquelle il a pris part au sein d'une délégation de l'OIF. La délégation était composée de cinq participants et a rencontré plusieurs intervenants en plus d'avoir observé le scrutin dans des bureaux de vote.
- Le président de l'APF informe les membres qu'il effectuera une mission à New York prochainement afin d'entamer les démarches pour obtenir le statut d'observateur pour l'organisation auprès des Nations Unies. Ce mandat lui a été conféré par le Bureau de l'APF en janvier dernier.



S'enquérir des faits saillants de l'actualité politique des autres sections et leur transmettre des informations sur les grands enjeux retenant l'attention au Québec.

- Les sections suivantes ont pris la parole afin de présenter les enjeux sur lesquels elles sont penchées dernièrement : Canada, Alberta, Colombie-Britannique, Ontario, Québec et Nouveau-Brunswick. Il a notamment été question des élections, de projets de loi et de démissions de certains parlementaires.
- Le président-délégué de la section du Québec a présenté les résultats des élections générales au Québec et fait mention de l'atteinte de la zone paritaire en ce qui a trait au pourcentage de femmes élues. Il a également fait part de la hausse de la violence envers les candidats lors de la campagne et de l'adoption de nouvelles mesures en matière de conciliation famille-travail au parlement.

Statistiques



Suivi

L'assemblée générale de la Région Amérique se tiendra en Louisiane du 4 au 7 septembre prochain. D'ici là, le chargé de mission présentera son rapport d'activité lors de la Session de l'APF en juillet à Tbilissi, en Géorgie.

71^e SÉMINAIRE PARLEMENTAIRE DE WESTMINSTER

Association parlementaire du Commonwealth (APC)

Londres, Royaume-Uni

13 au 17 mars 2023

Délégation québécoise

- M^{me} Linda Caron (La Pinière), députée
- M. Jean-François Simard (Montmorency), député
- M^{me} Ariane, Beaugard, directrice de la séance et de la procédure parlementaire

Contexte

Le Séminaire parlementaire de Westminster est organisé une fois par année à l'invitation de la section du Royaume-Uni de l'APC. Par l'entremise de conférences et d'ateliers, des parlementaires et des fonctionnaires parlementaires échangent sur des thèmes porteurs en lien avec le fonctionnement des institutions parlementaires et du parlementarisme de type britannique. Le séminaire de cette année portait sur le thème « *Effective Parliaments* ». Celui-ci s'adressait aux parlementaires et aux greffiers et greffières qui sont relativement nouveaux dans leur rôle. Treize sessions de travail thématiques étaient offertes pendant la semaine.

Objectifs et résultats

Élargir les connaissances et acquérir des outils et des compétences sur les différents thèmes abordés par le séminaire.

- Les participants et participantes ont pu échanger sur plusieurs thèmes liés au travail parlementaire, tels que: la représentation et la diversité dans les parlements, la séparation des pouvoirs, l'utilisation efficace des ressources parlementaires pour produire des rapports de qualité, l'évolution des outils de reddition de comptes, l'élaboration de questions efficaces, le Parlement et l'espace numérique, notamment l'utilisation des médias sociaux, et plus encore.

S'inspirer de bonnes pratiques et s'enquérir de l'expérience acquise au sein d'autres parlements de type britannique sur les différents enjeux touchant l'organisation et la gestion efficace d'un parlement.

- Les séances de travail à l'intention des greffiers et greffières ont mis de l'avant plusieurs ressources et outils pouvant être développés afin de bonifier l'appui aux parlementaires en matière de gestion efficace des auditions publiques et des témoins en commission parlementaire. L'atelier sur l'audition des témoins vulnérables mené par un expert de la Chambre des communes du Royaume-Uni a été jugé particulièrement enrichissant.
- Les séances de travail destinées aux parlementaires ont permis de jeter un regard sur les défis et les opportunités qui se présentent dans les législatures du Commonwealth. Les participants et participantes ont pu partager leurs bonnes pratiques et s'inspirer des réalités de leurs homologues dans le cadre d'un atelier sur les femmes dans les parlements.
- Des visites organisées dans les bureaux de circonscription de parlementaires britanniques ont permis aux membres de la délégation de s'imprégner des us et coutumes de la réalité terrain au Royaume-Uni et de partager leurs expériences communes sur le travail en circonscription et les populations locales qu'ils ou elles représentent.

Élargir le réseau de contacts au sein du réseau de l'APC.

- Les participants et participantes ont pu réseauter et faire connaissance avec des homologues d'Asie Pacifique, d'Afrique, des Amériques, des Caraïbes et d'Europe. Les membres de la délégation québécoise ont d'ailleurs eu l'occasion de renforcer les liens avec les représentantes de la branche canadienne fédérale de l'APC.
- Les membres de la délégation québécoise ont apprécié assister aux célébrations du Commonwealth Service à l'Abbaye de Westminster à l'occasion de la journée du Commonwealth, le lundi 13 mars 2023.

Statistiques

65

participantes et
participants

28

parlements du
Commonwealth
représentés

Suivi

Maintenir la participation de l'Assemblée nationale du Québec pour les prochaines éditions du séminaire.

Dépenses

Linda Caron (La Pinière)	
Transport	2 493.41 \$
Repas	672.09 \$
Hébergement	2 226.00 \$
Frais d'inscription	489.92 \$
Divers	363.96 \$
Sous-total	6 245.38 \$

Jean-François Simard (Montmorency)	
Transport	2 550.22 \$
Repas	695.14 \$
Hébergement	2 226.00 \$
Frais d'inscription	489.92 \$
Divers	363.96 \$
Sous-total	6 325.24 \$

Ariane Beauregard, directrice de la séance et de la procédure parlementaire

Transport	2 470.00 \$
Repas	695.14 \$
Hébergement	2 226.00 \$
Frais d'inscription	489.92 \$
Divers	363.96 \$
Sous-total	6 245.02 \$

Sous-totaux globaux

Transport	7 513.63 \$
Repas	2 062.37 \$
Hébergement	6 678.00 \$
Frais d'inscription	1 469.76 \$
Divers	1 091.88 \$
Autres frais	\$
TOTAL	18 815.64 \$

Mission de la présidente de l'Assemblée nationale auprès du Parlement du Canada

Relations bilatérales
Ottawa, Ontario
20 mars 2023

Délégation québécoise

- M^{me} Nathalie Roy, présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Siegfried Peters, secrétaire général de l'ANQ
- M. Étienne Lévesque, directeur du cabinet de la présidente de l'ANQ
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Délégation canadienne

- M. Anthony Rota, président de la Chambre des communes du Canada
- M^{me} Pierrette Ringuette, présidente intérimaire du Sénat du Canada
- M. Chris D'Entremont, vice-président de la Chambre des communes du Canada
- M. Francis Drouin, député et président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
- M. Bernard Généreux, député et membre de la section canadienne de l'APF
- M. Joël Godin, député et membre de la section canadienne de l'APF
- M. René Villemure, député et membre de la section canadienne de l'APF
- M^{me} Emmanuella Lambropoulos, députée et présidente du caucus des femmes parlementaires de la Chambre des communes du Canada

- M^{me} Marilène Gill, députée et membre du comité directeur du caucus des femmes parlementaires
- M^{me} Karen Vecchio, députée et membre du comité directeur du caucus des femmes parlementaires
- M. Stéphane Bergeron, député
- M^{me} Caroline Desbiens, députée
- M^{me} Andréanne Larouche, députée
- M^{me} Marie-Hélène Gaudreau, députée
- M. Alexandre Mattard-Michaud, chef de cabinet du président de la Chambre des communes du Canada
- Directeur des événements et du rayonnement, Parlement du Canada
- Secrétaire administrative de la section canadienne de l'APF
- Conseillère politique, Bureau du président du Sénat du Canada
- Agent des échanges parlementaires, Parlement du Canada
- Agente du protocole, Parlement du Canada

Contexte

Pour renforcer les liens de collaboration avec les chambres du Parlement fédéral, il est de coutume pour la présidence de l'ANQ, en début de mandat, de rencontrer ses homologues de la Chambre des communes et du Sénat du Canada dans le cadre d'une visite officielle dite de courtoisie.

Objectifs et résultats

Permettre une prise de contact en début de mandat entre la Présidente de l'ANQ et ses homologues du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, accroître le rayonnement de l'ANQ auprès du Parlement fédéral et favoriser l'échange de bonnes pratiques avec les différents interlocuteurs.

- La présidente de l'ANQ a eu un entretien avec le président de la Chambre des communes du Canada. Les deux présidents ont partagé leurs expériences à la présidence des travaux de leur chambre respective et ont discuté de leur rôle à la tête d'un parlement. Ils ont également échangé sur les travaux de restauration et de rénovation majeurs en cours au Parlement fédéral. La présidente de l'ANQ était notamment intéressée par le transfert des députés vers une chambre temporaire dans le contexte où l'Assemblée nationale devra à



son tour mettre en place une chambre temporaire pour mener les travaux de rénovation de la salle de l'Assemblée nationale (salon Bleu). Les questions des réseaux sociaux, des cyberviolences et de la sécurité des élus ont également été abordées. L'entretien a été suivi d'un déjeuner auquel se sont également joints le vice-président de la Chambre des communes et une délégation parlementaire multipartite.

- Un entretien a également eu lieu avec la présidente intérimaire du Sénat du Canada. Les discussions ont porté sur les travaux parlementaires en mode hybride, la rénovation du Parlement fédéral et la réhabilitation de l'édifice temporaire du Sénat, la modernisation des institutions et des procédures parlementaires ainsi que la place des femmes en politique. La présidente intérimaire du Sénat a notamment manifesté son intérêt à conduire une délégation de sénatrices à Québec afin de discuter d'enjeux liés aux femmes avec des députées de l'Assemblée nationale.
- La présidente a pu effectuer une visite guidée des installations temporaires de la Chambre des communes et de la salle temporaire mise en place pour le Sénat. Elle a également assisté à la période des questions de la Chambre des communes et a été présentée par le président de la Chambre.

Renforcer les liens de collaboration entre la présidente de l'ANQ et le président de l'APF ainsi qu'avec les membres de la section canadienne de l'APF.

- La présidente de l'ANQ, qui est également vice-présidente de l'APF, a échangé avec le président de l'APF sur sa vision de l'organisation et les priorités qu'il souhaite mettre de l'avant au cours de sa présidence. Le président de l'APF a notamment mentionné les démarches qu'il a entreprises, à la demande des membres du Bureau, auprès de l'Organisation des Nations Unies afin d'obtenir pour l'APF un statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations Unies. Le président de l'APF a également mis de l'avant sa volonté de renforcer l'action en faveur de la jeunesse francophone et l'engagement de la Francophonie parlementaire en Afrique.
- La présidente de l'ANQ a rappelé l'importance pour les sections canadienne et québécoise de l'APF de coordonner leurs efforts sur des enjeux communs et a, à ce titre, rappelé l'importance de promouvoir davantage la parité au sein des instances de l'APF. Les bonnes relations et l'étroite collaboration entre les sections canadienne et québécoise pour faire avancer des dossiers d'intérêt commun ont été soulignées par l'ensemble des intervenantes et intervenants.

Mettre en valeur la question de la place des femmes en politique.

- La présidente de l'ANQ a rencontré des représentantes du caucus des femmes parlementaires nouvellement formé au Parlement fédéral. Les femmes lui ont expliqué les objectifs du caucus, les enjeux rencontrés par les femmes parlementaires à la Chambre des communes et les projets que le caucus souhaite mettre de l'avant.
- La présidente de l'ANQ a rappelé au président de l'APF qu'encore trop peu de femmes sont membres du Bureau de l'APF et a discuté avec ce dernier des moyens pour augmenter le nombre de femmes au sein des différentes instances de l'organisation.
- La présidente de l'ANQ a également abordé la question de la place des femmes en politique lors de ses entretiens avec le président de la Chambre des communes et la présidente intérimaire du Sénat, soulignant notamment qu'il s'agit d'une priorité de sa présidence.

Statistiques

14 parlementaires
rencontrés, dont
7 femmes

1 président de
parlement rencontré
et 2 vice-présidents

Suivi

Le président de la Chambre des communes a indiqué qu'il souhaitait venir visiter l'ANQ au cours de son mandat. Des contacts seront faits entre les équipes des deux parlements pour concrétiser cet accueil. De son côté, le président de l'APF sera à Québec à la fin du mois de mai pour la réunion de la Commission de la coopération et du développement de l'APF, organisée par l'ANQ, ainsi que pour le colloque « Sciences, politique et société : quelle place pour l'information scientifique dans les parlements ? » organisé par l'ANQ en collaboration avec le scientifique en chef du Québec et le Réseau francophone international en conseil scientifique.

Dépenses

Nathalie Roy (Montarville) présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport*	\$
Repas	113.20 \$
Hébergement*	\$
Frais d'inscription	\$
Divers	17.30 \$
Sous-total	130.50 \$

Siegfried Peters, secrétaire général de l'Assemblée nationale du Québec

Transport*	\$
Repas	113.20 \$
Hébergement	265.36 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	17.30 \$
Sous-total	395.86 \$



Étienne Lévesque, directeur du cabinet de la présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport*	\$
Repas	113.20 \$
Hébergement	265.36 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	17.30 \$
Sous-total	395.86 \$

Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Transport*	\$
Repas	113.20 \$
Hébergement	260.89 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	17.30 \$
Sous-total	391.39 \$

Sous-totaux globaux

Transport*	349.33 \$
Repas	452.80 \$
Hébergement	791.61 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	69.20 \$
Autres frais	\$
TOTAL	1 662.94 \$

* Le Parlement fédéral a pris en charge les frais d'hébergement de la présidente.

* Une voiture a été louée pour transporter la délégation.

Réunion de coordination entre les trois secrétariats de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA)

Confédération parlementaire des Amériques

Toluca, Mexique

21 au 23 mars 2023

Délégation québécoise

- M. Louis-Charles Thouin (Rousseau), député
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Délégation mexicaine et autres participants

- M^{me} Karla Aguilar Talavera, députée du Congrès de l'État de México et Secrétaire exécutive de la COPA
- M^{me} Ivana Bastos, députée de l'État de Bahia, représentante du Secrétariat du Brésil de la COPA et présidente de l'Union nationale des Assemblées législatives des États fédérés du Brésil (UNALE)
- M^{me} María Elida Castelán Mondragón, députée du Congrès de l'État de México et Trésorière de la COPA
- M^{me} Mónica Angélica Álvarez Nemer, députée du Congrès de l'État de México
- M^{me} Miriam Cárdenas Rojas, députée du Congrès de l'État de México
- M. Francisco Brian Rojas Cano, député du Congrès de l'État de México
- M^{me} Laura Pavón Jaramillo, ex-présidente de la COPA 2002-2003
- M^{me} Stéphanie Allard-Gomez, déléguée générale du Québec à México
- Directeur de l'Unité des affaires internationales de la Chambre des députés du Mexique
- Directrice générale des affaires internationales du Sénat du Mexique

Contexte

L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) est un membre fondateur de la COPA. Elle héberge également un de ses trois secrétariats, les deux autres étant situés au Mexique et au Brésil. Depuis quelques années, la COPA traverse une période difficile caractérisée par une stagnation de ses activités. Depuis la dernière rencontre de coordination des instances de la COPA, en juin 2021, une nouvelle Secrétaire exécutive a été nommée par le Congrès de l'État de México ainsi qu'une nouvelle Trésorière.

Dans ce contexte, la réunion de coordination entre les trois secrétariats de la COPA se veut l'occasion d'établir un contact renouvelé entre les représentants des trois secrétariats de la COPA en vue de procéder à la relance de l'organisation.

Objectifs et résultats

S'assurer du soutien des secrétariats du Mexique et du Brésil pour l'organisation des comités exécutifs constitutifs de la COPA et du Réseau des femmes parlementaires des Amériques à Québec en 2023.

- Les trois secrétariats ont convenu de réaliser les prochains comités exécutifs de la COPA et du Réseau à Québec, selon la nouvelle formule initialement prévue pour la 17^e assemblée générale en mars 2020. Ainsi, le secrétariat du Québec propose l'organisation d'une conférence d'ouverture sur un thème d'intérêt commun à l'ensemble des Amériques, la tenue de séances de travail ainsi que la réalisation d'un atelier de renforcement des capacités pour les femmes parlementaires. Dans le contexte actuel, ces réunions des comités exécutifs ont pour objectifs d'entamer le travail de réflexion sur la refonte institutionnelle de la COPA, de procéder à l'élection de présidences intérimaires, de pourvoir une partie des postes vacants aux comités exécutifs, de reconstituer un noyau de parlements actifs et de mettre sur pied un groupe de travail pour la révision des statuts et autres documents statutaires.
- Les trois secrétariats ont souligné l'importance d'élaborer une stratégie de communication afin de promouvoir l'évènement, d'attirer de nouveaux membres et de faire rayonner la COPA. Le secrétariat du Québec a réitéré la nécessité de compter sur l'appui des secrétariats du Mexique et du Brésil dans la diffusion de l'activité. Les trois secrétariats se sont entendus pour élaborer une feuille de route et se répartir les rôles et responsabilités en vue de la préparation des comités exécutifs.

Au cours des échanges, il a été discuté que la 17^e assemblée générale et la prochaine réunion annuelle du Réseau des femmes parlementaires des Amériques puissent se tenir en novembre ou décembre 2023. Le secrétariat du Québec a mentionné qu'il était important de profiter de la conjoncture pour tenir des activités rapprochées dans le temps et maintenir l'engagement des parlements. Le lieu et les dates restent à définir.



Contribuer à la réflexion sur les potentielles stratégies de relance de la COPA.

- À la suite d'une présentation de la COPA par le secrétariat du Québec, les trois secrétariats ont effectué une analyse FFOM (Forces-Faiblesse-Opportunités-Menaces) de l'institution. Ils ont ainsi échangé sur les défis et les opportunités de la COPA, soulignant le caractère inclusif de l'organisation et son important bassin d'acteurs potentiels.
- La Trésorière et l'ancien conseiller responsable de la trésorerie ont présenté l'état actuel des finances de la COPA. Les trois secrétariats ont ensuite discuté de la trésorerie de la COPA et d'une potentielle réforme. Il a été suggéré d'intégrer à l'ordre du jour du prochain comité exécutif une séance de travail sur la réforme de la trésorerie. Le secrétariat du Québec a souligné l'importance d'assurer une bonne collaboration entre le Congrès de l'État de México et le Congrès de l'Union sur la question des finances, le compte bancaire de la COPA étant rattaché au Congrès de l'Union.
- Les trois secrétariats ont convenu de l'urgence de procéder à l'élection des présidences et vice-présidences de la COPA et du Réseau des femmes parlementaires des Amériques lors des prochains comités exécutifs. Une liste des postes vacants sera acheminée en amont à tous les parlements invités à Québec.

Promouvoir les activités internationales de la COPA et de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) auprès de la Délégation générale du Québec à Mexico (DGQM) et du Congrès de l'Union du Mexique.

- Le représentant de l'ANQ a rencontré la déléguée générale du Québec à Mexico ainsi que son premier conseiller. Ils ont discuté des mandats de la DGQM et des potentielles collaborations entre la DGQM, l'ANQ et la COPA. Ils ont aussi échangé sur la francophonie au Mexique et sur l'intérêt de l'APF à élargir son rayonnement en Amérique latine via l'adhésion de nouveaux membres.
- Le représentant de l'ANQ a échangé avec le directeur de l'Unité des affaires internationales de la Chambre des députés et la directrice générale des affaires internationales du Sénat sur la place du Mexique dans l'espace francophone, et sur le rôle prédominant occupé par le Mexique au sein de la COPA. À cet effet, il les a informés que le Congrès de l'Union était membre de l'APF depuis 2018, les invitant de facto à participer aux prochaines activités statutaires de l'APF et de sa Région Amérique. Le secrétariat du Québec s'est engagé à leur transmettre toute la documentation relative à leur statut de membre observateur. Au sujet de la COPA, le secrétariat du Québec a invité les deux institutions à renouveler leur participation au sein de l'organisation interparlementaire. Le parlementaire québécois a notamment mentionné l'importance de participer aux prochains comités exécutifs, qui auront lieu à l'Assemblée nationale, de manière à contribuer à la relance de l'institution. Il a aussi souligné que plusieurs postes vacants des comités exécutifs de la COPA et du Réseau seront pourvus à cette occasion, les invitant à soumettre des candidatures.

Statistiques



Suivis

Le secrétariat du Québec pilotera, en collaboration avec le secrétariat exécutif du Mexique et le secrétariat du Brésil, la planification et la réalisation des comités exécutifs constitutifs de la COPA et du Réseau qui auront lieu à Québec à l'automne 2023. Entre autres, l'ANQ sera responsable de l'envoi des invitations, de l'élaboration de la programmation et de l'organisation des séances de travail. Le secrétariat du Québec effectuera un suivi auprès des secrétariats du Mexique et du Brésil afin de confirmer les dates de l'évènement et les rôles et responsabilités de chacune des instances.

Le secrétariat du Québec assurera un suivi auprès du Secrétariat général et de la présidence de l'APF quant à l'intérêt de la Chambre des représentants et du Sénat du Mexique à participer aux prochaines activités de l'APF. Une lettre de la présidence de l'APF sera transmise aux deux institutions afin de les inviter personnellement à reconstituer leur section et à participer, à titre de membre observateur, à la 48^e Session de l'APF, qui aura lieu du 4 au 8 juillet à Tbilissi (Géorgie), ainsi qu'à la 38^e Assemblée régionale de la Région Amérique de l'APF, qui se déroulera du 4 au 8 septembre à Bâton-Rouge (Louisiane).

Le secrétariat du Québec transmettra toute la documentation relative au statut de membre observateur du Congrès de l'Union à l'APF à la Chambre des représentants et au Sénat du Mexique. Quant à eux, ils informeront le secrétariat du Québec des parlementaires mexicains francophones ou francophiles dans l'optique d'une participation future aux activités de l'APF.

Dépenses

Louis-Charles Thouin (Rousseau)

Transport	2 475,29 \$
Repas	306,96 \$
Hébergement	755,11 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	133,92 \$
Sous-total	3 671,28 \$

Conseillère en relations interparlementaires et internationales

Transport	1 852,72 \$
Repas	407,59 \$
Hébergement	755,11 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	133,92 \$
Sous-total	3 149,34 \$



Sous-totaux globaux

Transport	4 328,01 \$
Repas	714,55 \$
Hébergement	1 510,22 \$
Frais d'inscription	\$
Divers	267,84\$
Frais d'interprète	1 139,57 \$
TOTAL	7 960,19 \$

Visite du président de la chambre des représentants d'Hawaï et président émérite du comité exécutif de la National Conference of State Legislatures, M. Scott K. Saiki

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Québec
27 et 28 mars 2023

Délégation québécoise

- Mme Nathalie Roy (Montarville), présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la DANREU et représentant de l'ANQ au sein du Comité exécutif de la National Conference of State Legislatures (NCSL)
- M. Simon Allaire (Maskinongé), député membre de la DANRÉU
- Mme Sona Lakhoyan Olivier (Chomedey), députée
- M. Siegfried Peters, secrétaire général de l'ANQ
- M. Étienne Lévesque, directeur de cabinet de la présidente de l'ANQ
- Conseillères en relations interparlementaires et internationales
- Conseillère au protocole

Contexte

L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) est membre international affilié à la NCSL, une organisation interparlementaire américaine réunissant des parlementaires des 50 États et des territoires américains. Elle est le premier membre international affilié et le seul à siéger au Comité exécutif, sans droit de vote, et ce, depuis août 2005.

À la suite des élections tenues au Québec en octobre 2022, les autorités politiques et administratives de la NCSL ont évoqué le souhait de rencontrer la nouvelle présidente de l'ANQ ainsi que les nouveaux membres de la DANREU. Des représentants en ont notamment fait la demande au député de Masson, M. Mathieu Lemay, lors du comité exécutif tenu à Savannah en janvier 2023.

Objectifs et résultats

Discuter de l'actualité politique et parlementaire de part et d'autre et faire ressortir les secteurs d'excellence du Québec qui pourraient être mis de l'avant lors de la prochaine Assemblée annuelle de la NCSL à Indianapolis, en août 2023.

- Dans le cadre d'un entretien avec la présidente et d'une séance de travail avec les parlementaires de l'ANQ, les échanges ont porté sur la situation politique et institutionnelle du Québec depuis les dernières élections générales d'octobre 2022. Il a également été question de la légalisation du cannabis au Québec puisque l'État d'Hawaï envisage la légalisation du cannabis récréatif. Les discussions ont également porté sur l'importance des relations entre le Québec et les États-Unis et d'une coopération accrue dans le secteur des énergies renouvelables et de la filière des batteries pour véhicules électriques.

Discuter de la tenue à Québec de la réunion du comité exécutif de la NCSL au printemps 2024 (initialement prévue en 2020, mais annulée en raison de la pandémie de Covid-19).

- Les discussions qui se sont tenues tout au long de cette visite ont permis de confirmer la tenue de la réunion du comité exécutif de la NCSL à Québec, au printemps 2024.



Maintenir le leadership de l'ANQ au sein de la NCSL.

- La délégation de la NCSL a souligné son souhait de poursuivre l'expansion de la relation avec l'Assemblée nationale et de s'assurer que cette dernière bénéficie davantage de tous les services offerts par l'organisation.
- Les discussions ont également porté sur une participation accrue de l'ANQ au *Women Legislative Network* de la NCSL ainsi qu'à l'organisation d'une éventuelle conférence internationale conjointe portant sur le commerce.

Faire la promotion de l'expertise de l'ANQ en matière de coopération.

- À l'occasion d'une rencontre de travail, les conseillers ont présenté l'expertise de l'ANQ en matière de coopération parlementaire, notamment le programme international de formation parlementaire ainsi que l'atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones. L'expérience que détient l'ANQ dans ce domaine auprès de nombreux pays africains francophones a également été soulignée. La NCSL s'est montrée intéressée à travailler davantage avec l'ANQ et à mettre de l'avant son expertise dans le cadre de son nouvel Institut international de la coopération.

Suivis

La prochaine réunion du Comité exécutif de la NCSL se déroulera à Providence (Rhode Island) les 2 et 3 juin 2023.

Assurer un suivi avec l'organisation afin de confirmer la tenue d'une réunion du Groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique en marge de la tenue du Comité exécutif à Québec au printemps 2024.

Poursuivre les discussions afin de développer une implication accrue de l'ANQ au sein du Women Legislative Network et au sein des projets de l'Institut international de coopération de la NCSL.

Dépenses

Transport	\$
Restauration	1 717,20 \$
Hébergement	\$
Interprétation	1 550,00 \$
Divers	408,00 \$
TOTAL	3 675,20 \$